

COMMISSION EUROPEENNE

EUROBAROMETRE

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Rapport Numéro 55

Parution : Octobre 2001

Terrain : Avril - Mai 2001

Direction générale Presse et communication
Rue de la Loi 200 (BREY 7/150)
B - 1049 Bruxelles

Téléphone : (32.2) 299.30.85
Fax : (32.2) 296.17.49
E-mail : eurobarometer@cec.eu.int

Internet : http://europa.eu.int/comm/public_opinion

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, sous réserve d'indication de la source

Présentation de l'Eurobaromètre

Les sondages Eurobaromètre ("sondages Eurobaromètre standards") sont effectués chaque printemps et chaque automne depuis l'automne 1973 pour le compte de la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique. Ils incluent la Grèce depuis l'automne 1980, le Portugal et l'Espagne depuis l'automne 1985, l'ex-République Démocratique d'Allemagne depuis l'automne 1990, l'Autriche, la Finlande et la Suède depuis le printemps 1995.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque Etats membres. L'échantillon des sondages Eurobaromètre standards est de 1000 personnes par pays, sauf au Luxembourg (600) et au Royaume-Uni (1000 en Grande-Bretagne et 300 en Irlande du nord). Afin d'évaluer l'impact de l'intégration des cinq nouveaux Länder au sein de l'Allemagne unifiée et de l'Union européenne, 2000 personnes sont interrogées en Allemagne depuis l'Eurobaromètre 34 : 1000 sur le territoire de l'ex-Allemagne de l'Est et 1000 sur celui de l'ex-Allemagne de l'ouest.

Dans chacun des quinze Etats membres, les sondages sont effectués par les instituts nationaux associés au bureau de coordination européen, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA (EUROPE) et de GfK Worldwide. Ce réseau d'instituts a été sélectionné par appel d'offres. Ils sont tous membres de la "European Society for Opinion and Marketing Research" (ESOMAR) et se conforment à ses normes.

Les chiffres repris dans ce rapport pour chacun des Etats membres sont pondérés par sexe, âge, région et taille de la localité. Les chiffres relatifs à l'Union européenne dans son ensemble qui figurent dans ce document sont pondérés en fonction de la population adulte de chaque pays. Dans certains cas, le total des pourcentages d'un tableau n'atteint pas exactement 100% mais un nombre très proche (par exemple 99% ou 101%), les chiffres ayant été arrondis. Ce total peut également dépasser 100% lorsque la personne interrogée a la possibilité de donner plusieurs réponses. Les pourcentages figurant dans les graphiques peuvent accuser une différence de 1% par rapport aux tableaux en raison de l'addition de pourcentages préalablement arrondis.

Le présent rapport, établi par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique (chef d'unité : Thomas Christensen), est un document de travail interne à la Commission européenne.

Types de sondages Eurobaromètre

La Commission européenne (Direction générale Presse et communication) organise des sondages de l'opinion publique, des sondages axés sur des groupes cibles spécifiques, de même que des études qualitatives (discussions de groupe, interviews en profondeur) dans l'ensemble des Etats membres et, parfois, dans des pays tiers. Il existe quatre types de sondages :

- Eurobaromètre standard traditionnel avec rapports publiés deux fois par an
- Dans un avenir proche : l'EB dans les pays candidats
- Flash téléphonique EB, utilisé également pour les sondages axés sur des groupes cibles spéciaux (décideurs de haut niveau, par exemple)
- Etudes qualitatives ("focus groups", entretiens en profondeur)

Les sondages Eurobaromètre standards réalisés en face à face, l'EB dans les pays candidats, les sondages EB Flash (par téléphone) et les études qualitatives servent essentiellement à effectuer des enquêtes pour les différentes Directions générales et autres services de la Commission, en leur nom et pour leur compte.

Le site Web de l'Eurobaromètre se trouve à l'adresse :
http://europa.eu.int/comm/public_opinion

A LA UNE

Ce 55^{ème} rapport Eurobaromètre présente une analyse de l'opinion publique vis-à-vis de l'Union européenne au printemps 2001. Les principales constatations sont les suivantes :

Soutien à et bénéfices tirés de l'appartenance à l'UE

- Quarante-huit pour cent des citoyens de l'UE soutiennent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Ce chiffre est légèrement inférieur à celui de l'automne 2000 (-2). La part des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose est toujours très faible (13%). 45% des Européens pensent que leur pays a tiré profit de son appartenance à l'UE tandis que 30% ne partagent pas cette opinion.

Approche spontanée des citoyens vis-à-vis de l'UE

- Pour plus de 4 Européens sur 10, l'Union européenne évoque une image positive (42%). Seuls 18% des Européens ont une image négative de l'UE.
- S'ils apprenaient que l'Union européenne a disparu, 28% des répondants seraient très déçus, 45% seraient indifférents et 14% seraient très soulagés.

Confiance dans l'Union européenne, ses institutions et ses organes

- Quarante et un pour cent des Européens ont tendance à faire confiance à l'Union européenne, 40% ont tendance à ne pas lui faire confiance et 20% sont sans opinion.
- Des 9 institutions et organes compris dans l'étude, le Parlement européen inspire le plus confiance (52%), suivi par la Cour de Justice (46%) et la Commission européenne (45%). La population est à présent nettement moins encline à ne pas faire confiance à la Commission européenne (-3).

Soutien de la monnaie unique, l'euro

- Avec 59%, le soutien à la monnaie unique est nettement plus élevée qu'à l'automne 2000 (+4). 66% des répondants vivant dans les pays "EURO 12" soutiennent l'euro (+4). Le soutien à l'euro a également augmenté dans les 3 pays « pré-euro », passant de 23% à 27%.

Soutien à l'élargissement

- Lorsque nous leur avons demandé si l'Union européenne devrait être élargie et comprendre de nouveaux pays, 43% des répondants se sont prononcés en faveur de ce projet et 35% s'y sont opposés. Toutefois, lorsque nous leur avons donné plus d'options de réponse l'étude a révélé que 44% des citoyens pensent que l'UE devrait être élargie pour inclure uniquement certains des pays qui désirent la rejoindre et 21% témoignent d'un soutien total à l'élargissement. Grâce à cette question plus spécifique, nous constatons que seulement 16% des répondants pensent que l'UE ne devrait pas être élargie à d'autres pays.

Soutien à une politique de défense et à une politique extérieure communes

- Le soutien à une politique commune de défense et de sécurité est toujours large (73%) et deux Européens sur trois pensent que l'Union européenne devrait avoir une politique extérieure commune (65%).

L'UE : institution en laquelle les citoyens ont le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation

- A partir d'une liste comprenant entre autres les gouvernements nationaux, les citoyens eux-mêmes et les Nations Unies, l'Union européenne est, à 36%, l'institution en laquelle le public a le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation.

Auto-évaluation des connaissances concernant l'Union européenne

- Vingt et un pour cent des citoyens de l'UE connaissent assez à beaucoup de choses concernant l'Union européenne (i.e. les personnes ayant choisi les chiffres 6 à 10 sur l'échelle), contre 29% à l'automne 2000.

Accès aux technologies de l'information

- L'étude révèle une importante augmentation de l'accès aux formes modernes de technologies de l'information. Près de la moitié des citoyens de l'UE ont à présent accès à un ordinateur (45%), contre 35% au printemps 1999. L'accès à Internet a doublé depuis le printemps 1999 pour atteindre 30%, en outre, 25% de la population a aujourd'hui accès à un modem, contre 17% au printemps 1999.

Connaissance des langues

- Quarante-sept pour cent des citoyens de l'UE parlent suffisamment bien une autre langue que leur langue maternelle pour participer à une conversation. Toutefois, nous notons d'importantes variations entre les Etats membres, les Luxembourgeois étant les plus susceptibles de parler une langue "étrangère" (97%) et les Britanniques (27%) en étant les moins susceptibles.

Satisfaction par rapport à la vie

- Les niveaux de satisfaction par rapport à la vie sont actuellement très élevés : 83% des citoyens de l'UE se sentent très ou assez satisfaits de leur vie.
- Trente-huit pour cent d'entre eux pensent que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à ce qu'elle était 5 ans auparavant et seulement 16% pensent qu'elle a empiré. En ce qui concerne l'avenir, 42% des citoyens pensent que leur situation personnelle va s'améliorer dans les 5 années à venir tandis que seulement 10% pensent qu'elle va empirer.

Jeunes Européens

- Un sur-échantillonnage de personnes âgées de 15 à 24 ans révèle qu'une majorité de jeunes Européens considère le fait d'être citoyen de l'Union européenne comme le droit de travailler dans n'importe lequel des 15 Etats membres (57%).

Table des Matières

	Page
Introduction	
1. Satisfaction par rapport à la vie et confiance dans les institutions.....	1
1.1. Satisfaction par rapport à la vie.....	1
1.2. Satisfaction par rapport à la vie aujourd'hui comparée à celle d'il y a 5 ans.....	3
1.3. Satisfaction par rapport à la vie dans les 5 années à venir.....	4
1.4. Confiance dans les médias.....	5
1.5. Confiance dans les institutions politiques.....	6
1.6. Confiance en d'autres institutions.....	8
2. Attitudes envers l'Union européenne en 2001.....	11
2.1. Soutien à l'appartenance à l'Union européenne.....	11
2.2. Bénéfice de l'appartenance à l'Union européenne.....	13
2.3. Approche spontanée des citoyens vis-à-vis de l'UE en 2001.....	31
2.4. Confiance dans l'Union européenne, ses institutions et ses organes.....	34
2.5. Soutien à une constitution de l'Union européenne.....	39
3. Soutien aux questions politiques actuelles.....	42
3.1. Soutien aux priorités de l'Union.....	42
3.2. Soutien aux questions clés.....	43
3.3. Soutien à la monnaie unique.....	46
3.4. Informations concernant la monnaie unique.....	49
3.5. Soutien à l'élargissement.....	53
3.6. Attitudes vis-à-vis de l'élargissement.....	57
3.7. La vie personnelle après l'élargissement.....	60
3.8. Prise de décision dans une Union élargie.....	62
3.9. Sentiment d'être informé sur l'élargissement.....	63
4. Sources d'information et niveaux de connaissances parmi les citoyens de l'UE.....	64
4.1. Utilisation des médias de l'information et accès aux outils d'information modernes.....	64
4.2. Intérêt pour les informations concernant l'Union européenne.....	66
4.3. Sources d'information sur l'Union européenne.....	69
4.4. Auto-évaluation des connaissances sur l'Union européenne.....	70
4.5. Notoriété et importance des institutions et organes de l'Union européenne.....	73
4.6. Dialogue sur l'Europe.....	76
4.7. Notoriété et importance de la Présidence du Conseil.....	79
5. Les Européens et les langues.....	80
5.1. La langue maternelle.....	80
5.2. Connaissance d'autres langues.....	81
5.3. Quelles langues "étrangères" sont les plus utiles à connaître.....	84
6. Autres dimensions de l'Union européenne.....	87
6.1. Les jeunes Européens.....	87
6.2. Estime pour les professions.....	90
6.3. Mondialisation.....	92

Table des Matières - Annexes

	Page
A. Listes	
A.1. Liste des graphiques.....	A.1
A.2. Liste des tableaux.....	A.5
A.3. Texte en allemand des questions et catégories de réponses utilisées dans les tableaux	A.8
A.4. Note explicative des intitulés des tableaux	A.21
B. Tableaux	B.1
C. Fiches techniques	
C.1. Instituts et responsables de recherche	C.1
C.2. Unités administratives régionales.....	C.2
C.3. Caractéristiques de l'échantillon.....	C.3
C.4. Définition et répartition des variables sociodémographiques utilisées dans les croisements	C.6
D. Recherches Spécifiques sur les attitudes des Européens dans l'Eurobaromètre	D.1

RAPPORT

Introduction

Le premier rapport de ce troisième millénaire présente les résultats de la première et de la seconde vague de l'étude Eurobaromètre n° 55. L'enquête a couvert les 15 États membres au cours du printemps 2001. L'objectif du rapport est de donner aux lecteurs un aperçu de ce que ressentent les citoyens européens vis-à-vis de l'Union européenne, de ses politiques et de ses institutions, tout en présentant un certain nombre d'autres points liés à ceux-ci.

Le rapport s'ouvre sur un examen des **niveaux de satisfaction générale parmi les citoyens de l'UE** au début de l'année 2001. Ce chapitre présente également ce que ressentent les citoyens européens vis-à-vis de leur situation personnelle actuelle par rapport à 5 ans auparavant et la manière dont ils pensent que celle-ci évoluera dans les 5 années à venir.

Le Chapitre 2 étudie **l'évolution à long terme de l'opinion publique vis-à-vis de l'Union européenne**. Nous présentons ici les indicateurs standards - **soutien à l'appartenance à l'UE et perception du bénéfice tiré de l'appartenance à l'UE**. Ce chapitre étudie également **l'approche spontanée des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne** : évoque-t-elle une image positive et que ressentiraient les citoyens de l'UE si nous leur disions demain que le projet a été abandonné ? De plus, ce chapitre analyse **la confiance des citoyens dans l'Union européenne et dans ses neuf institutions et organes**. Le chapitre se termine par la présentation des résultats d'une question destinée à mesurer le **soutien public à une Constitution de l'Union européenne**.

Le 3ème chapitre s'intéresse au soutien apporté à un certain nombre de **politiques actuelles de l'Union**. Nous commencerons par examiner dans quelle mesure le public considère les **actions actuelles de l'Union comme des priorités** puis nous présenterons les **niveaux de soutien à un certain nombre de politiques clés**. Deux d'entre elles, **la monnaie unique, l'euro, et l'élargissement** feront l'objet d'une analyse plus approfondie.

Le chapitre 4 examine dans quelle mesure le public prête attention aux **informations concernant l'Union européenne** par rapport aux informations concernant d'autres questions. Ce chapitre étudie également les **sources que le public utilise et préfère lorsqu'il recherche des informations sur l'UE**. Ce chapitre couvre également **l'auto-évaluation des niveaux de connaissances sur l'Union européenne**, de même que les **niveaux de notoriété et d'importance de 9 des institutions et organes de l'Union**. Le chapitre se termine par un bref examen des niveaux de notoriété de la **Présidence du Conseil des Ministres** au cours de la première moitié de l'année 2001.

Le chapitre 5, intitulé "**Les Européens et les langues**", a pour objet les langues parlées, connues et considérées comme les plus utiles par les citoyens européens.

Le chapitre final présente quelques constatations d'un sur-échantillon de jeunes et se termine par une brève présentation de ce que les Européens ressentent vis-à-vis d'un certain nombre d'autres dimensions de la vie dans l'Union européenne.

Nous souhaitons remercier tous les citoyens de l'Union européenne ayant pris part à ce sondage au fil des ans. Sans leur participation, nous n'aurions pas été en mesure de rédiger ce rapport.

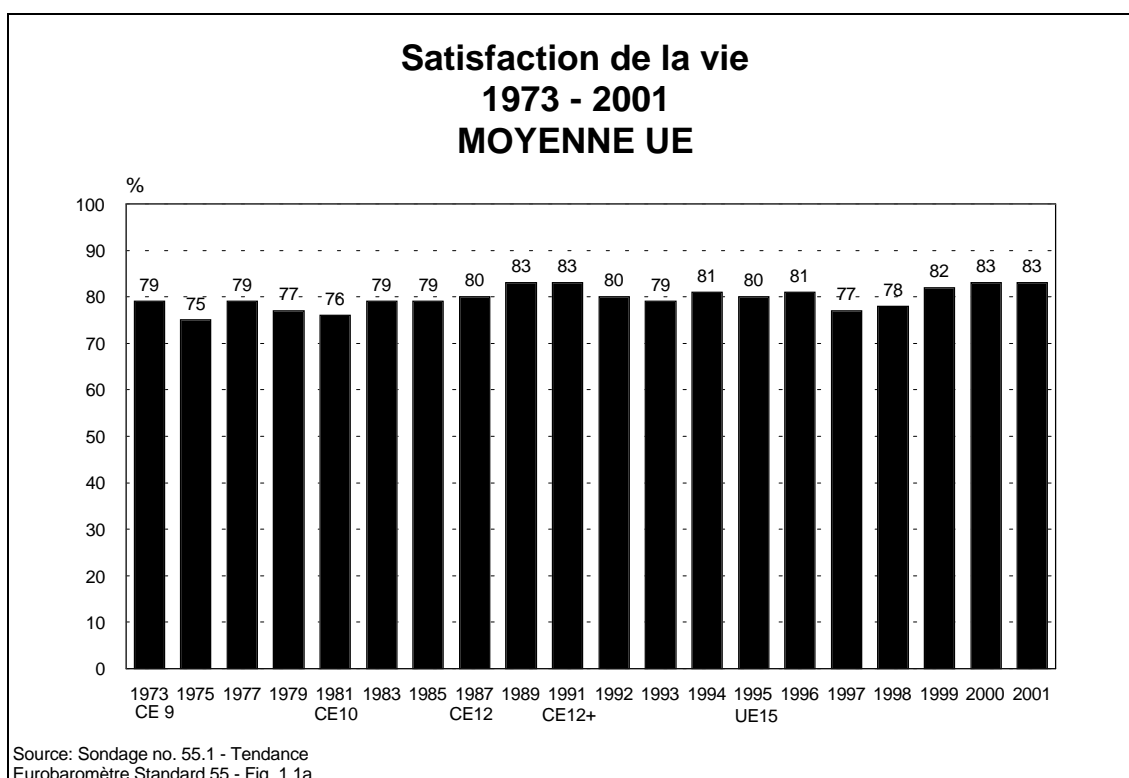
1. Satisfaction par rapport à la vie et confiance dans les institutions

Ce chapitre examine les niveaux de satisfaction par rapport à la vie des citoyens de l'Union européenne au début du troisième millénaire. Il étudie également comment ces niveaux de satisfaction ont évolué depuis le premier sondage Eurobaromètre de 1973. Ce chapitre analyse aussi l'évaluation que fait le public de sa situation actuelle par rapport à cette même situation 5 ans auparavant ainsi que ses attentes pour les 5 années à venir. La deuxième partie du chapitre s'intéresse au degré de confiance des citoyens de l'UE dans différentes institutions de leurs pays comme les médias, le gouvernement, l'église et le système judiciaire.

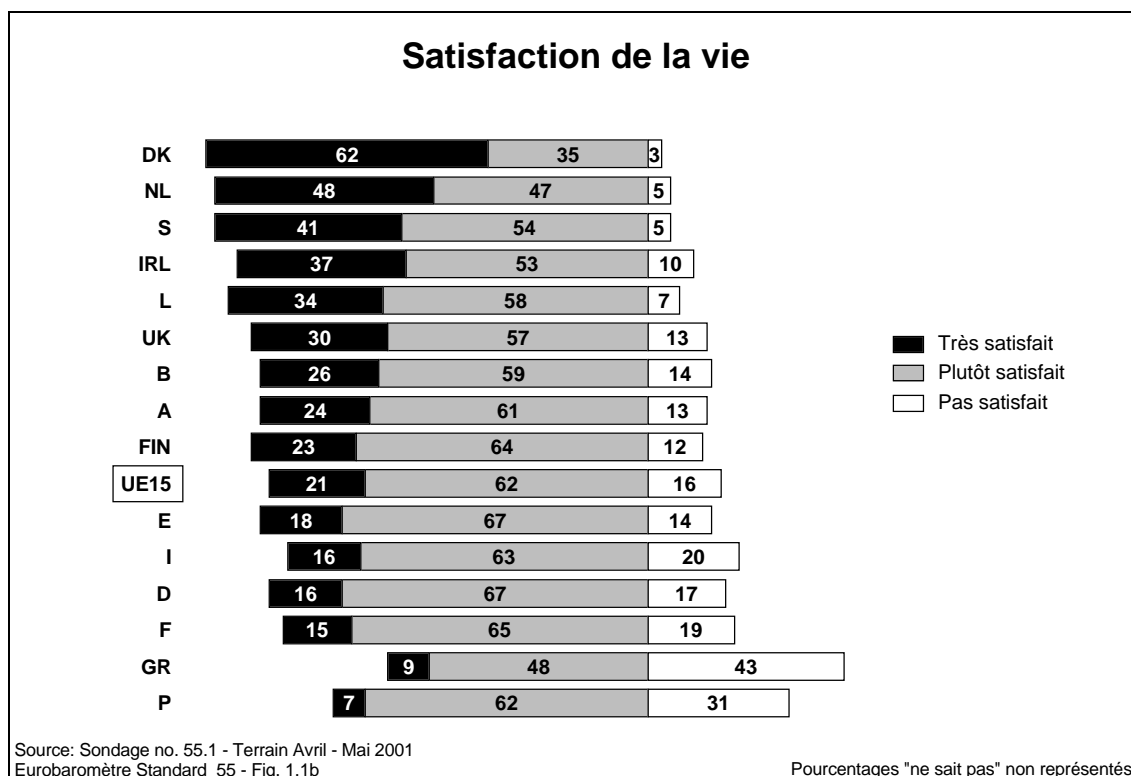
1.1. Satisfaction par rapport à la vie

La question de la satisfaction par rapport à la vie est une mesure résumée de ce que ressent le public vis-à-vis de tous les aspects de sa vie, de son bonheur personnel à sa santé, sa famille et sa situation économique en passant par ses points de vue sur la société en général.

Tout comme à l'automne 2000, la première enquête du troisième millénaire a révélé que 83% des citoyens de l'UE se disent très ou assez satisfaits de leur vie. Les niveaux de satisfaction par rapport à la vie dans l'UE atteignent actuellement un pic. De tels résultats n'ont été obtenus auparavant qu'en 1989 et 1991. Toutefois, au cours des 28 années pendant lesquelles ont été menées les études Eurobaromètre, la majorité des Européens se sont déclarés satisfaits de leur vie. Le graphique ci-dessous montre qu'au moins 75% des répondants ont donné une évaluation positive de leur vie, bien qu'il y ait eu quelques variations dans le temps. Comme nous pouvions nous y attendre, les niveaux de satisfaction sont élevés en période de bien-être économique – ce qui explique le pic actuel – et moins élevés pendant les périodes plus difficiles comme en 1975, lorsque les citoyens de l'UE ressentaient les effets économiques de la crise pétrolière.



Le graphique suivant montre que les niveaux de satisfaction varient de manière significative d'un Etat membre à l'autre.



Le Danemark est le seul pays dans lequel plus de la moitié de la population se sent très satisfaite (62%), hormis 35 autres pour-cent de la population qui dit se sentir assez satisfaite. Aux Pays-Bas, 48% de la population se sent très satisfaite et 47% assez satisfaite. La Suède (95%) et le Luxembourg (92%) sont les deux autres pays dans lesquels plus de 9 personnes sur 10 se sentent satisfaites de leur vie. Nous trouvons les niveaux de satisfaction les plus faibles en Grèce (57%), suivie à distance respectable par le Portugal (69%).

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, aucun changement n'a été enregistré depuis l'automne 2000 au niveau de l'UE15. Bien que l'absence de changement au niveau de l'UE15 reflète parfois une augmentation ou une baisse significative dans les pays pris individuellement, ce n'est pas le cas ici. Nous notons très peu de mouvement des niveaux de satisfaction au sein des 15 États membres depuis la dernière étude. Seuls l'Irlande, l'Autriche (toutes deux +4) et le Luxembourg (+3) ont révélé une augmentation significative tandis que la Grèce (-4) est le seul pays où le niveau de satisfaction a diminué de manière significative (Tableau 1.1a).

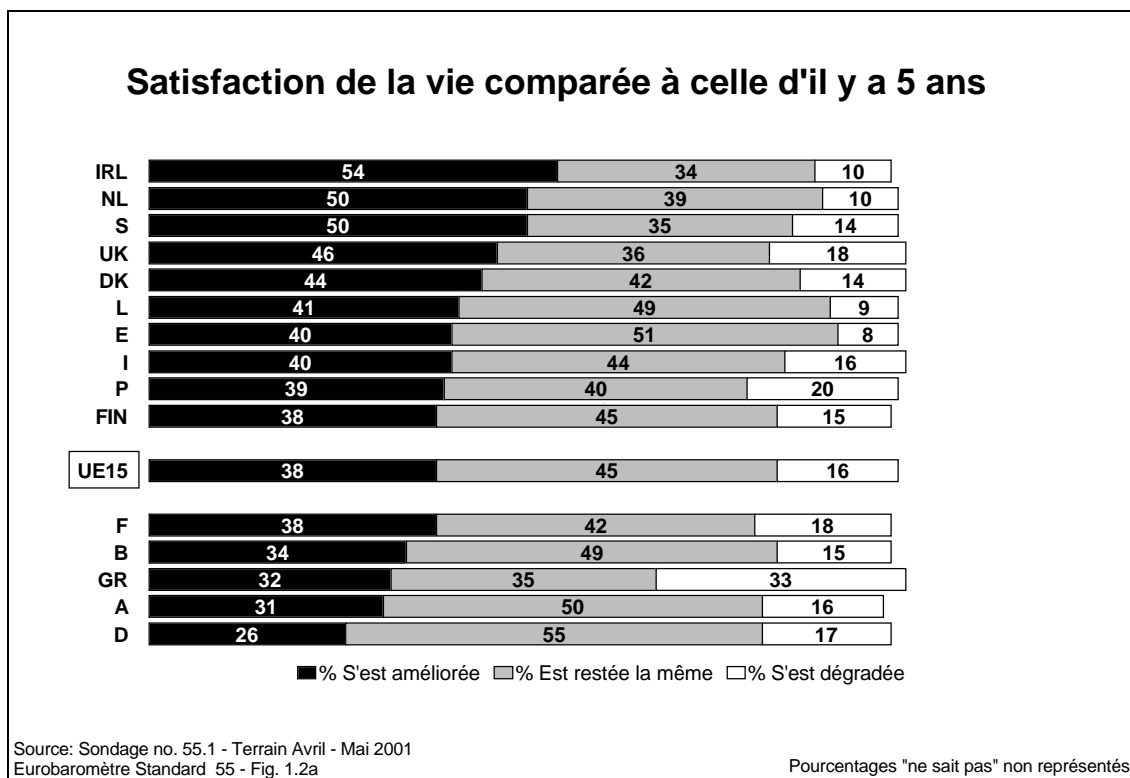
Les analyses démographiques ne montrent pas de différences notables entre les hommes et les femmes. Au sein des 4 groupes d'âge (15 à 24 ans, 25 à 39 ans, 40 à 54 ans et 55 ans et plus), nous trouvons une proportion de personnes très satisfaites nettement plus élevée dans le segment le plus jeune de la population (26%) que dans les autres groupes d'âge. Nous constatons d'importantes variations au sein des différents groupes professionnels de la population, les niveaux de satisfaction allant de 62% pour les chômeurs à 90% pour les cadres. Le niveau d'instruction est également un bon indicateur du niveau de satisfaction des citoyens par rapport à leur vie. Les personnes qui étudient encore (89%) ou les personnes restées à l'école jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (87%) sont beaucoup plus susceptibles d'être satisfaites que les personnes ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins (78%) ou entre 16 et 19 ans (83%)¹.

L'étude des indicateurs attitudinaux montre que les personnes qui soutiennent l'adhésion de leur pays à l'Union européenne ont nettement plus tendance à être satisfaites (88%) que les personnes considérant l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose (66%) (tableau 1.1b).

¹ L'Annexe C.4 fournit plus de détails concernant les variables démographiques.

1.2. Satisfaction par rapport à la vie aujourd'hui comparée à celle d'il y a 5 ans

Le graphique suivant montre que 38% des citoyens de l'UE ont l'impression que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à ce qu'elle était 5 ans auparavant, que 45% ont l'impression qu'elle est demeurée à peu près identique et que seuls 16% ont l'impression qu'elle a empiré.



Le graphique ci-dessus révèle d'importantes différences d'opinion au sein des populations des 15 États membres. Avec 54%, les Irlandais sont les plus enclins à penser que leur situation actuelle s'est améliorée et 50% des Néerlandais et des Suédois partagent ce point de vue. Au Royaume-Uni (46%), au Danemark (44%), au Luxembourg (41%), en Espagne et en Italie (toutes deux 40%), au moins 4 personnes sur 10 pensent que leur situation s'est améliorée au cours des 5 dernières années. En Allemagne, seuls 26% des citoyens pensent que leur situation s'est améliorée mais ce résultat n'implique pas que leur situation ait empiré. Les Allemands ont plutôt tendance à penser que leur situation est identique à ce qu'elle était il y a 5 ans (55%), suivis par les Espagnols (51%) et les Autrichiens (50%). Avec 33%, les Grecs sont les plus enclins à dire que leur situation a empiré au cours des 5 dernières années, suivis à distance par les Portugais (20%). Dans tous les autres États membres, moins de 2 personnes sur 10 pensent que leur situation a empiré.

Par rapport à l'étude précédente, réalisée au printemps 2000, nous constatons qu'en Italie, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Belgique, le public est plus enclin à voir sa situation actuelle sous un jour favorable. En Espagne, le public a maintenant plus tendance à penser que sa situation est demeurée identique (+5). La Grèce (+12) et, dans une bien moindre mesure, le Portugal (+4) sont les seuls pays où le public a aujourd'hui plus tendance à penser que sa situation a empiré depuis le printemps 2000 (tableau 1.2a).

Les analyses démographiques montrent que les cadres (55%) et les jeunes (54%) sont plus susceptibles de penser que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à il y a 5 ans, tandis que les chômeurs sont plus enclins à penser que leur situation actuelle a empiré (28%).

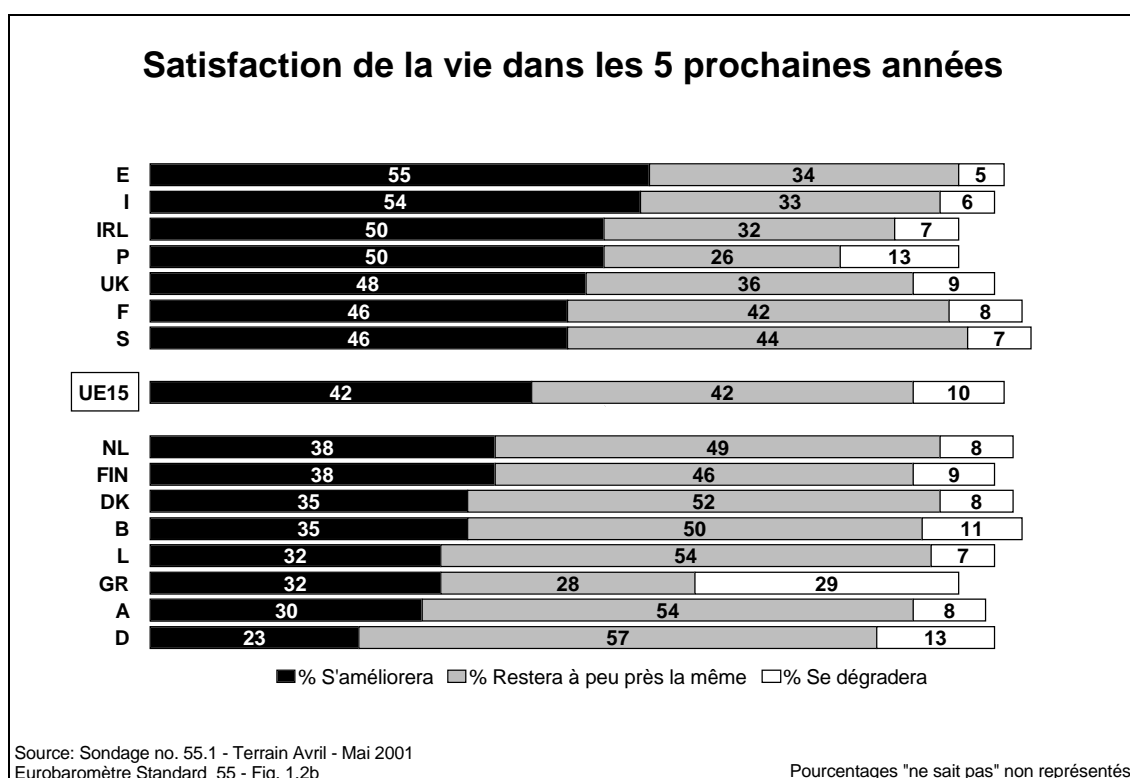
Le tableau suivant montre une corrélation étroite entre la satisfaction par rapport à la vie et la manière dont les citoyens de l'UE évaluent leur situation actuelle par rapport à ce qu'elle était il y a 5 ans.

Relation entre satisfaction par rapport à la vie et points de vue concernant la situation actuelle par rapport à ce qu'elle était il y a 5 ans		
Situation actuelle par rapport à ce qu'elle était il y a 5 ans :	Points de vue concernant la vie en général :	
	Satisfaits	Non satisfaits
	%	%
S'est améliorée	42	15
Est restée identique	47	36
A empiré	10	47
(Ne sait pas)	1	2
<i>Total</i>	100	100

Pour finir, les analyses attitudinales montrent que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose sont nettement plus enclines à penser que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a 5 ans (45%) que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose (31%). Au sein de ce dernier groupe, 28% pensent que leur situation actuelle a empiré contre seulement 12% des personnes considérant l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose (tableau 1.2b).

1.3. Satisfaction par rapport à la vie dans les 5 années à venir

Les citoyens de l'UE ont généralement tendance à envisager de manière positive le développement de leur situation personnelle au cours des 5 années à venir. Comme le montre le graphique suivant, 42% du public pense que sa situation va s'améliorer tandis que seuls 10% croient qu'elle va empirer. 42% des Européens pensent que sa situation personnelle va demeurer à peu près identique.



Si nous examinons les résultats de chaque État Membre, nous constatons que les Espagnols sont plus susceptibles de penser que leur situation personnelle va s'améliorer dans les 5 années à venir (55%), suivis par les Italiens (54%), les Irlandais et les Portugais (tous deux 50%). Nous constatons une fois de plus que les Allemands sont les moins enclins à penser que leur situation va s'améliorer (23%) et les plus enclins à penser qu'elle restera à peu près identique (57%). Les Grecs sont les plus enclins à penser que leur situation va empirer (29%). Dans les autres États membres, la proportion de personnes partageant cette opinion va de 5% en Espagne à 13% en Allemagne et au Portugal.

Si nous comparons ces résultats à ceux obtenus au printemps 2000, nous constatons que les Italiens, les Allemands et les Français sont à présent un peu plus optimistes quant à l'avenir. En revanche, les Portugais et surtout les Grecs sont à présent nettement plus enclins à se montrer pessimistes vis-à-vis de l'avenir. Bien que les Danois et les Luxembourgeois se montrent maintenant nettement moins optimistes, nous ne notons aucune augmentation significative de la proportion de répondants qui pensent que leur situation va empirer. En Suède et en Autriche, nous constatons que les citoyens sont à présent plus enclins à penser que leur situation personnelle ne va pas changer dans les 5 années à venir. En Finlande et aux Pays-Bas, nous constatons l'inverse. Aucun changement significatif n'a été enregistré dans les autres pays (Tableau 1.3a).

Les analyses démographiques montrent que l'âge est un facteur important de la manière dont les citoyens pensent à leur avenir. Les étudiants et les autres jeunes (69% et 68%, respectivement) sont les plus enclins à se montrer optimistes tandis que les retraités (15%) et les personnes âgées de 55 ans ou plus (18%) sont les moins susceptibles de partager ce point de vue. La majorité des personnes âgées de 55 ans et plus, qu'elles soient ou non retraitées, pensent que leur situation va demeurer à peu près identique. Ces personnes sont également les plus enclines à penser que leur situation personnelle va empirer dans les 5 années à venir.

Le tableau suivant montre que les personnes qui sont satisfaites de leur vie sont plus enclines à penser que leur situation personnelle va s'améliorer que les personnes qui n'en sont pas satisfaites. Ce dernier groupe a bien plus tendance à penser que sa situation va empirer.

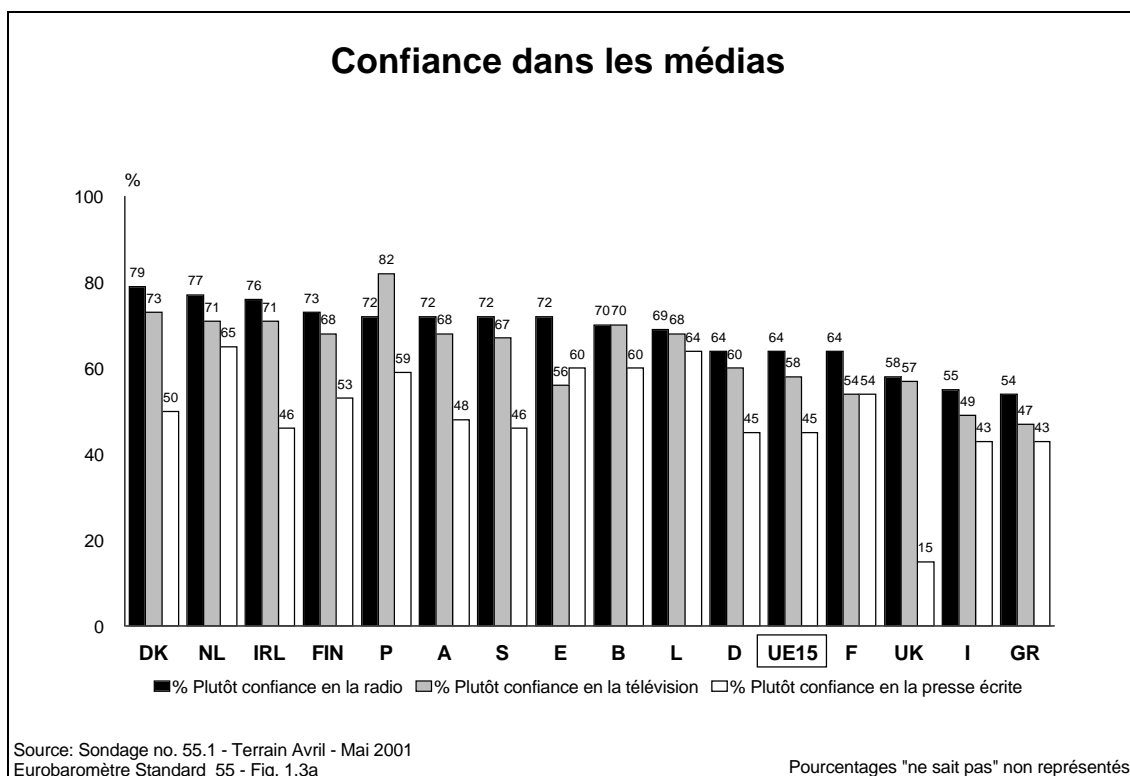
Relation entre la satisfaction par rapport à la vie et les attentes des citoyens vis-à-vis de leur situation personnelle dans 5 ans		
Votre situation personnelle dans 5 ans va :	Points de vue concernant la vie en général :	
	Satisfaits	Non satisfaits
	%	%
S'améliorer	43	37
Demeurer identique	45	31
Empirer	7	23
(Ne sait pas)	6	9
<i>Total</i>	101	100

Une fois de plus, nous constatons que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose sont nettement plus enclines à penser que leur situation va s'améliorer (48%) que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose (32%) (tableau 1.3b).

1.4. Confiance dans les médias

Tout comme à l'automne 1997 et au printemps 1999, nous avons demandé aux répondants s'ils faisaient confiance ou non à certaines institutions nationales et internationales². Nous commencerons par examiner la confiance du public dans la radio, la télévision et la presse. 64% des répondants font plutôt confiance à la radio, 58% font plutôt confiance à la télévision et 45% à la presse.

² La question comporte 17 items. Les résultats de tous les items, à l'exception de l'Union européenne sont représentés dans les tableaux 1.4a à 1.4c. Les résultats des mesures des niveaux de confiance en l'Union européenne sont rapportés séparément au Chapitre 2 (voir également tableau 2.8).



Les résultats par pays montrent que les niveaux de confiance pour la **radio** sont au plus haut au Danemark (79%), aux Pays-Bas (77%) et en Irlande (76%) et au plus bas en Grèce (54%), en Italie (55%) et au Royaume-Uni (58%). Les niveaux de confiance pour la **télévision** sont au plus haut au Portugal (82%), suivi à distance par le Danemark (73%), l'Irlande et les Pays-Bas (tous deux 71%) et au plus bas en Grèce (47%) et en Italie (49%). Les niveaux de confiance pour la **presse** sont au plus haut aux Pays-Bas (65%), au Luxembourg (64%) et en Belgique (60%). Avec 15%, la confiance dans la presse est toujours de loin au plus bas au Royaume-Uni où nous enregistrons une baisse de 9 pour-cent depuis le printemps 1999 (tableau 1.4a).

Par rapport au printemps 1999, le public est à présent moins enclin à faire confiance aux médias et les résultats sont similaires à ceux de l'automne 1997³. Si nous examinons séparément chacun des trois médias, nous constatons que la confiance dans la presse n'a augmenté qu'au Portugal (+10) et au Luxembourg (+5) depuis le printemps 1999. Les niveaux de confiance n'ont pas changé de manière significative en Italie. Dans tous les autres pays, le public a maintenant moins tendance à faire confiance à la presse. La confiance dans la radio n'a augmenté qu'au Portugal (+7) et nous n'avons enregistré aucun changement significatif en Italie et au Danemark. Dans tous les autres pays, le public a aujourd'hui moins tendance à faire confiance à la radio. Le Portugal est également le seul pays dans lequel la population est à présent plus susceptible de faire confiance à la télévision (+7). Nous n'avons noté aucun changement au Danemark mais plus de résultats négatifs dans tous les autres pays.

1.5. Confiance envers le système politique et administratif

Nous examinerons ensuite la confiance des citoyens dans quatre institutions politiques : les gouvernements nationaux, les parlements nationaux, l'administration publique et les partis politiques. Comme d'autres études, le rapport Eurobaromètre montre que le niveau de confiance en ces institutions est faible. En moyenne, seuls 35% des Européens font confiance à ces quatre institutions. Les résultats par pays montrent que les niveaux de confiance moyens vont de 25% en Italie à 57% au Luxembourg.

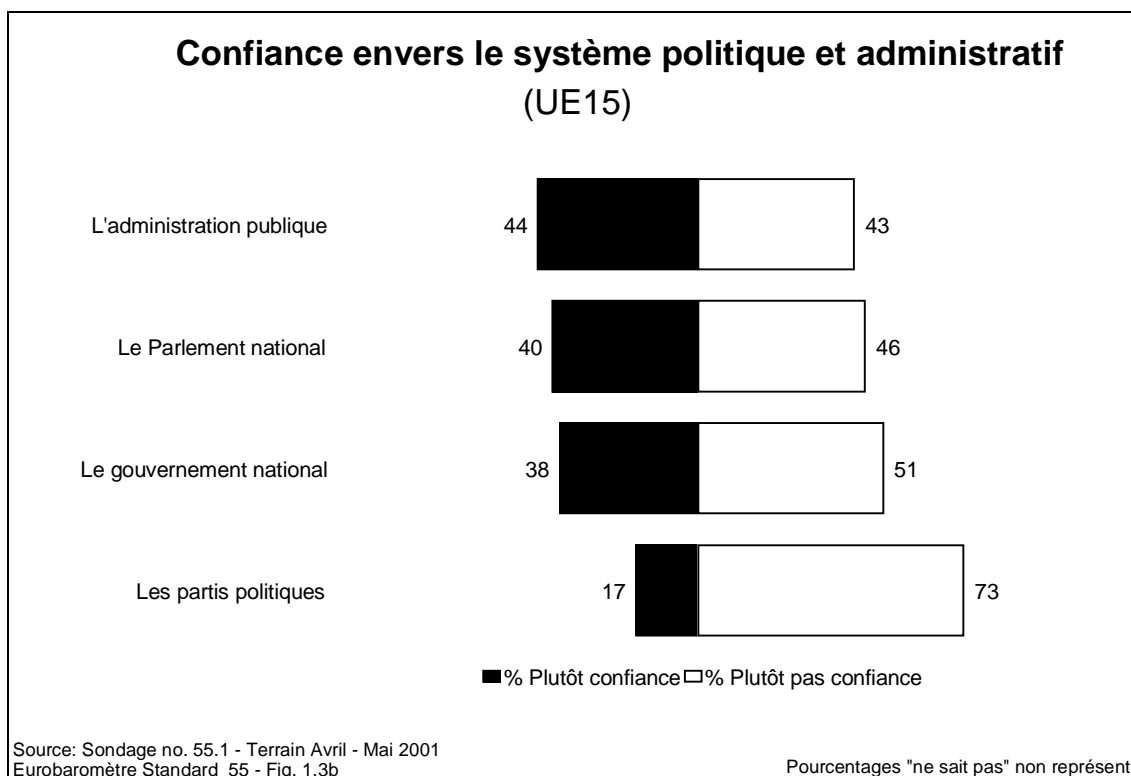
³ Voir Eurobaromètre 51, chapitre 2 et Eurobaromètre 48, chapitre 2.

Confiance dans les institutions politiques (niveau de confiance moyen dans les 4 institutions, en % par pays)	
Pays	%
Luxembourg	57
Pays-Bas	52
Danemark	50
Autriche	45
Finlande	43
Irlande	42
Suède	40
Espagne	40
Portugal	39
Allemagne	36
Belgique	36
Moyenne pour l'UE15	35
Grèce	34
France	32
Royaume-Uni	31
Italie	25

Par rapport au printemps 1999 nous constatons que les niveaux moyens de confiance dans les 4 institutions politiques ont le plus augmenté en Belgique (+10), suivie par le Danemark (+7), le Luxembourg, la Suède (tous deux +6) et l'Irlande (+3). Au Portugal (-5), aux Pays-Bas, en Grèce (tous deux -4) et au Royaume-Uni (-3), le niveau moyen de confiance est à présent nettement plus faible qu'au printemps 1999⁴.

Le graphique de la page suivante présente les résultats pour chacune de ces 4 institutions à l'échelle de l'UE15. Il montre que les citoyens de l'UE sont plus enclins à faire confiance à la fonction publique de leur pays (44%), tandis que seuls 17% tendent à faire confiance aux partis politiques de leur pays.

⁴ Voir Eurobaromètre n° 51, chapitre 1.



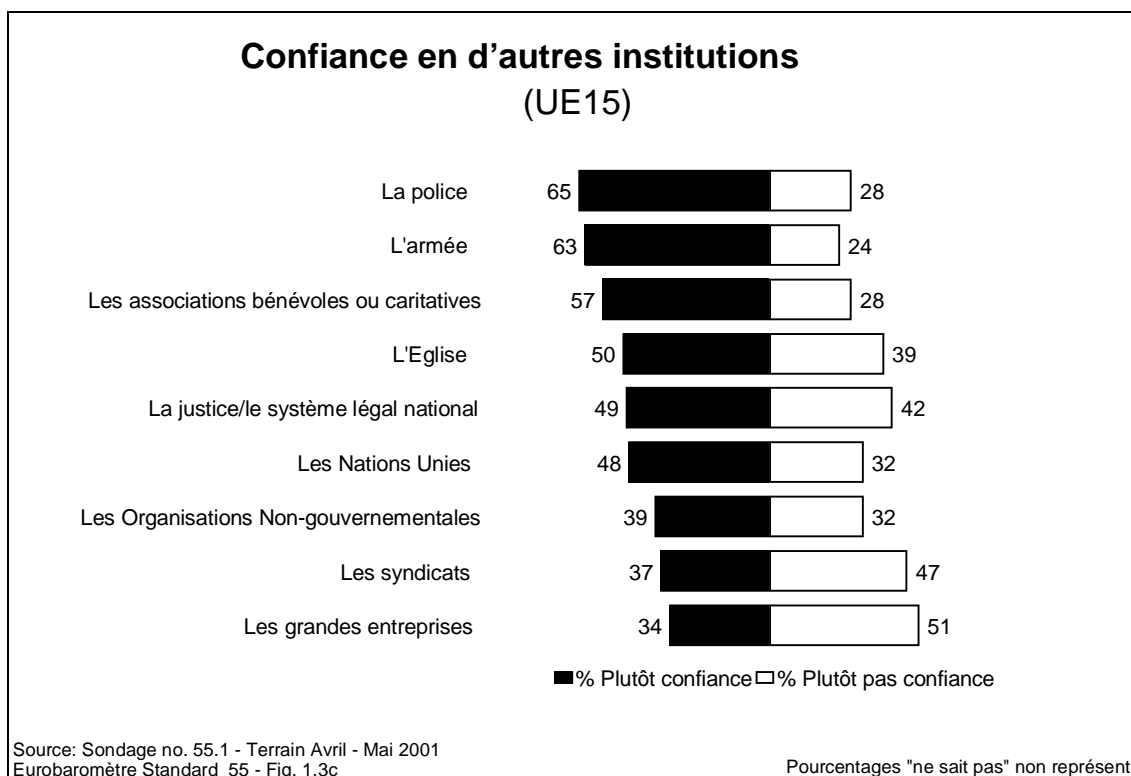
Les analyses par pays montrent que la confiance dans la **fonction publique** de son pays est au plus haut en Autriche (69%), suivie par le Luxembourg (63%), l'Irlande (62%) et le Danemark (57%). Elle est au plus bas en Italie (27%) et en Grèce (31%). La confiance dans le **Parlement** national est au plus haut au Luxembourg (64%) et aux Pays-Bas (62%) et au plus bas en Italie (32%), au Royaume-Uni (34%) et en France (35%). La confiance dans le **gouvernement** national enregistre également les résultats les plus élevés au Luxembourg (68%) et aux Pays-Bas (62%) et les résultats les plus faibles, une fois de plus, en Italie (29%), au Royaume-Uni (31%) et en France (33%). Les niveaux de confiance dans les **partis politiques** sont faibles dans tous les États membres et vont de 11% en France et en Italie à 34% au Danemark (tableau 1.4b).

1.6. Confiance en d'autres institutions

Nous examinerons ensuite la confiance du public dans les autres institutions suivantes :

- La justice / le système légal de chaque pays
- La police
- L'armée
- L'Église
- Les syndicats
- Les grandes entreprises
- Les Nations Unies
- Les organisations non gouvernementales
- Les organisations caritatives ou bénévoles

Le graphique suivant montre qu'à 65%, la police, suivie par l'armée (63%), recueille les niveaux de confiance les plus élevés. Moins de 4 personnes sur 10 font confiance aux grandes entreprises (34%), aux syndicats (37%) et aux ONG (39%).



Le tableau suivant montre les trois institutions qui recueillent les plus hauts niveaux de confiance dans chaque État Membre. La **Police** est en tête de liste dans 8 des 15 États membres, vient en deuxième position dans 1 pays et en troisième position dans 4 autres pays. La Grèce et le Portugal sont les seuls pays où la police ne fait pas partie des trois premiers classés. L'**Armée** est en tête de liste dans 5 États membres, vient en deuxième position dans 6 pays et en troisième position dans 2 pays. Elle ne fait pas partie des trois premiers classés en Espagne et aux Pays-Bas. Les **organisations caritatives** sont en tête de liste en Espagne et en France, en deuxième position en Belgique et au Royaume-Uni et en troisième position en Grèce, en Irlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal. Le **Système judiciaire** vient en deuxième position aux Pays-Bas et en Autriche et en troisième position en Allemagne. L'**Église** vient en deuxième position en Grèce et au Portugal et en troisième position au Danemark, en Italie et en Finlande. La Suède est le seul pays où les **Nations Unies** font partie des trois premiers choix bien que les niveaux de confiance soient aussi élevés qu'au Danemark (68% et 69%, respectivement). L'Espagne est le seul pays où les **ONG** font partie des trois premiers choix. Avec 62%, les niveaux de confiance dans les ONG sont nettement plus élevés en Espagne que dans les autres États membres. Aucune des autres institutions ou organes ne fait partie des trois premiers choix (voir également tableau 1.4c⁵).

⁵ Pour une comparaison avec les résultats du printemps 1999, voir Eurobaromètre 51, tableaux 1.2b+c.

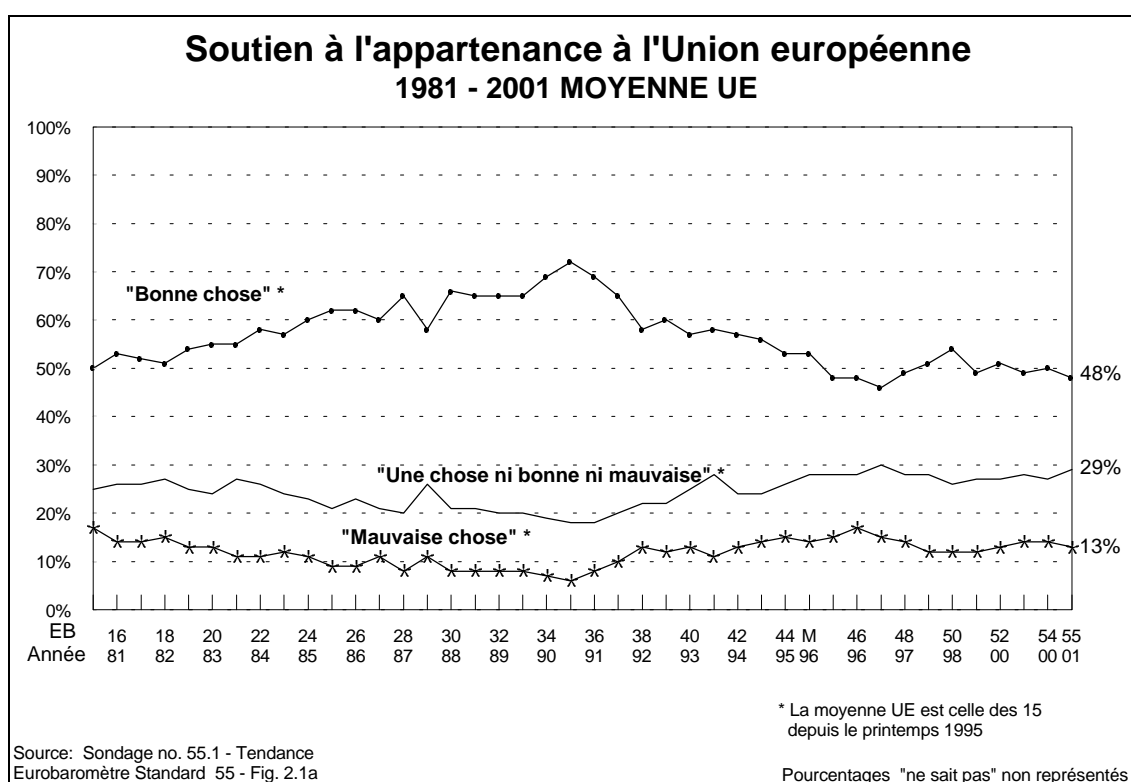
LES TROIS PRINCIPALES INSTITUTIONS AUXQUELLES LE PUBLIC FAIT LE PLUS CONFIANCE (EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)	
Belgique	
L'armée	51
Les organisations caritatives	50
La police	49
Danemark	
La police	88
L'armée	75
L'église	75
Allemagne	
La police	72
L'armée	61
Le système judiciaire	58
Grèce	
L'armée	86
Église	78
Les organisations caritatives	64
Espagne	
Les organisations caritatives	64
ONG	62
La police	57
France	
Les organisations caritatives	68
L'armée	59
La police	55
Irlande	
L'armée	77
La police	72
Les organisations caritatives	69
Italie	
La police	66
L'armée	63
Église	56
Luxembourg	
La police	73
L'armée	62
Les organisations caritatives	58
Pays-Bas	
La police	70
Le système judiciaire	60
Les organisations caritatives	59
Autriche	
La police	77
Le système judiciaire	70
L'armée	65
Portugal	
L'armée	73
Église	73
Les organisations caritatives	62
Finlande	
La police	88
L'armée	86
Église	71
Suède	
La police	69
Les Nations Unies	68
L'armée	61
Royaume-Uni	
L'armée	72
Les organisations caritatives	66
La police	66

2. Attitudes envers l'Union européenne en 2001

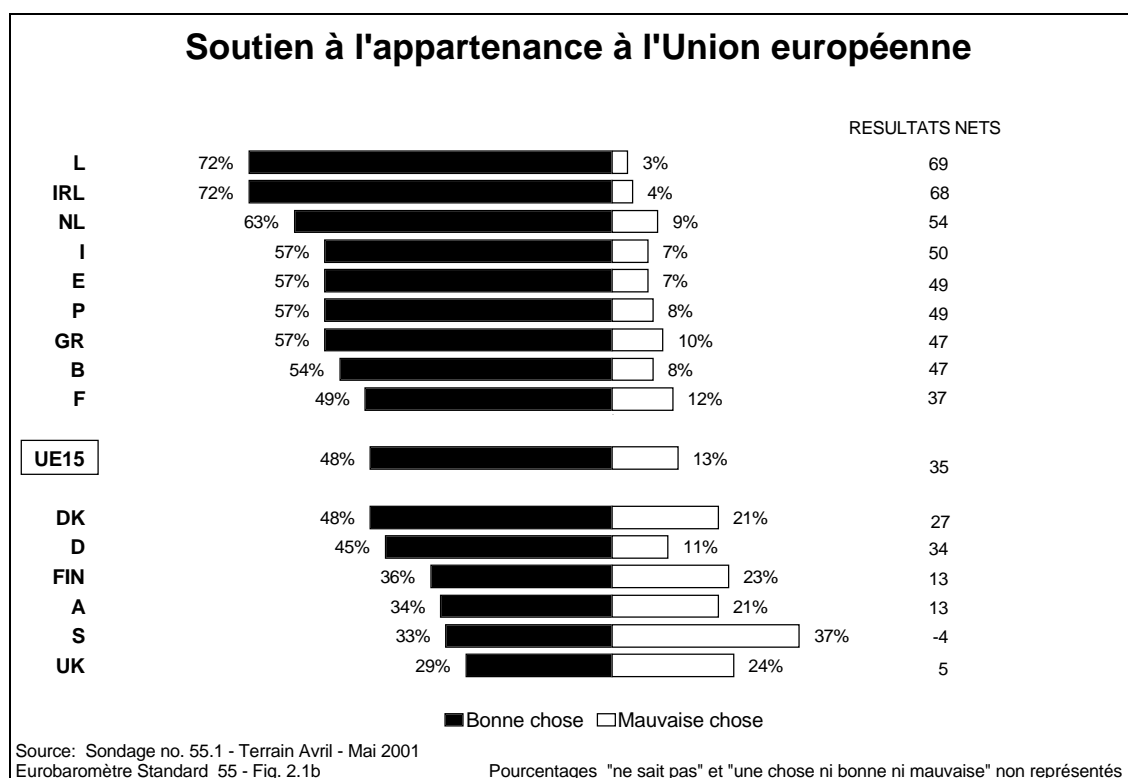
Dans ce chapitre, nous étudierons les développements de certains indicateurs standards de soutien à l'Union européenne. Nous présenterons également les résultats d'un certain nombre de questions plus récentes qui mesurent l'opinion publique vis-à-vis de l'Union européenne.

2.1. Soutien à l'appartenance à l'Union européenne

Au printemps 2001, 48% des Européens considèrent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme une bonne chose. Ce chiffre est légèrement plus faible qu'à l'automne 2000 (-2) mais ne reflète pas un revirement significatif de l'opinion publique. En fait, la proportion de personnes considérant l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose est passée de 14% à 13% et reste donc très faible.



Si nous examinons le soutien du public à l'appartenance à l'Union européenne au cours de la dernière décennie du deuxième millénaire, nous constatons qu'un niveau record de 72% a été enregistré au printemps 1991. La Guerre du Golfe, la crise économique et les hauts niveaux de chômage qui ont suivi, le débat concernant le Traité de Maastricht, la guerre en ex-Yougoslavie, l'adhésion de trois nations relativement euro-sceptiques et la crise de l'ESB ont mené à une baisse du soutien de l'opinion publique dans le milieu des années 90 dont le résultat fut un record de faiblesse de 46% au printemps 1997. Le soutien à l'Union européenne a ensuite augmenté régulièrement jusqu'à l'automne 1998. Cette tendance à la hausse prit fin lorsque la Commission Santer démissionna le 15 mars 1999. Les niveaux de soutien passèrent alors de 54% à l'automne 1998 à 49% au printemps 1999. Le soutien a alors tourné aux alentours de 50% jusqu'à la fin du second millénaire. L'opposition à l'Union européenne est restée faible tout au long des années 1990 (voir également graphiques individuels par pays, figs. 2.3 a-o)



Le graphique ci-dessus montre que plus de 7 personnes sur 10 au Luxembourg et en Irlande (tous deux 72%) soutiennent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Aux Pays-Bas (63%), plus de 6 personnes sur 10 soutiennent l'appartenance de leur pays tandis qu'en Italie, Espagne, Portugal, Grèce (tous 57%) et Belgique (54%) plus de la moitié de la population soutient l'appartenance à l'UE. L'opposition à l'appartenance à l'UE va de 3% au Luxembourg à 37% en Suède, le seul pays qui compte plus d'opposants à l'appartenance à l'UE que de partisans.

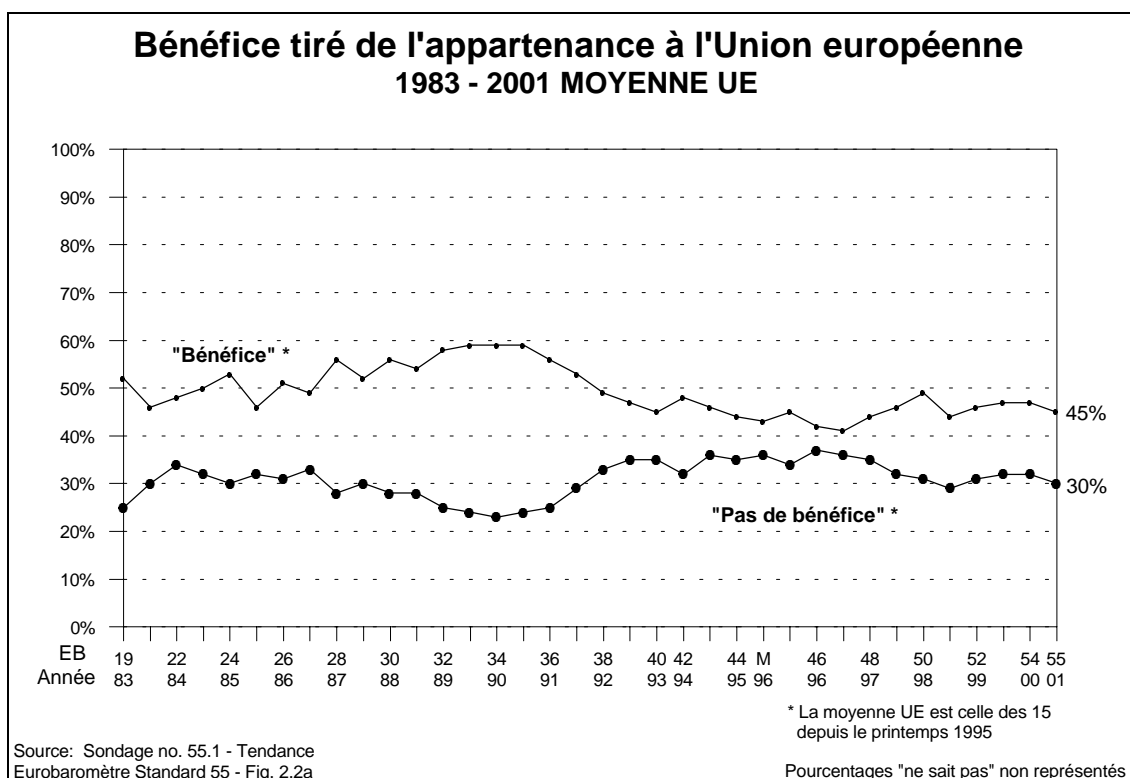
Les analyses de tendance montrent que le public est à présent moins catégorique quant à faire de l'appartenance à l'UE une bonne ou une mauvaise chose pour son pays. Dans plusieurs pays, la population est à présent plus encline à considérer l'appartenance de son pays comme ni bonne ni mauvaise ou à être sans opinion. Nous avons enregistré des développements positifs en France et en Italie, où le public est à présent moins enclin à penser que l'appartenance de son pays est une mauvaise chose (toutes deux -3). La Suède est le seul pays où le soutien a chuté et où l'opposition a augmenté (tableau 2.1a).

Le modèle bien établi pour les deux genres montre que les hommes ont plus tendance que les femmes à considérer l'appartenance de leur pays comme une bonne chose (52% contre 43%) et que les femmes ont nettement plus tendance que les hommes à ne pas avoir d'opinion (14% contre 7%). L'importance de l'éducation, puissante variable explicative dans le domaine des attitudes envers l'Union européenne, continue à se faire ressentir dans les analyses. Les niveaux de soutien à l'Union européenne varient avec l'éducation : seuls 40% des personnes ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins considèrent l'appartenance de leur pays comme une bonne chose contre 60% des personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à 20 ans ou plus. Les niveaux de soutien augmentent également avec l'âge : les personnes âgées de 15 à 24 ans ont nettement plus tendance (53%) que les personnes âgées de 55 ans et plus (43%) à soutenir l'appartenance de leur pays à l'UE. Les analyses de l'échelle d'activité économique montrent un écart de 19 points de pourcentage entre les niveaux de soutien des cadres (58%) d'une part et des chômeurs (39%) d'autre part. Toutefois, cet écart est moins important qu'il ne l'était lors de l'étude précédente (-5) en raison, principalement, d'une chute des niveaux de soutien (-7) des cadres.

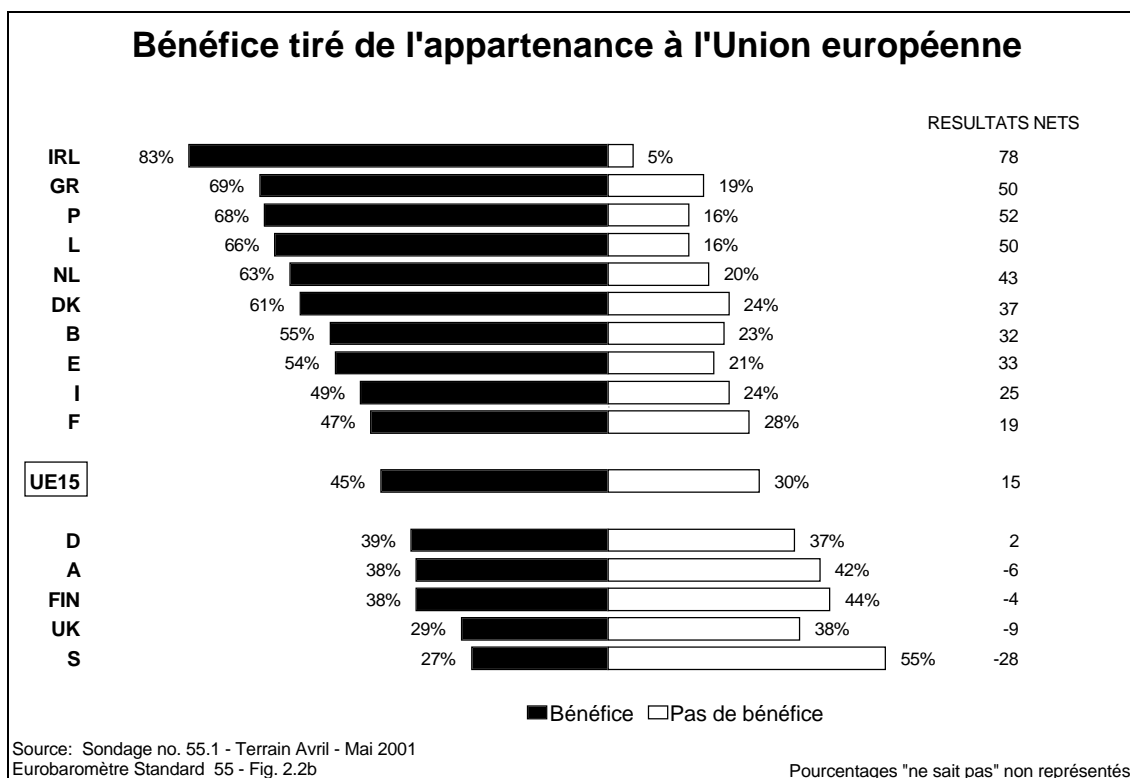
Au niveau attitudinal, nous constatons que les personnes qui seraient très déçues si l'Union européenne cessait d'exister sont à l'antipode de celles qui seraient soulagées si cela se produisait. Parmi les personnes qui seraient très déçues, 90% soutiennent l'appartenance de leur pays contre seulement 7% des personnes qui se sentiraient très soulagées (tableau 2.1b).

2.2. Bénéfice de l'appartenance à l'Union européenne

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que leur pays avait tiré profit de son appartenance à l'Union européenne, 45% des répondants l'ont affirmé et 30% avaient l'impression que leur pays n'en avait pas tiré profit. Par rapport à l'automne 2000, la proportion de personnes qui n'ont pas d'opinion a augmenté de 4 pour-cent. On constate également une baisse de 2 pour-cent du nombre de personnes qui pensent que leur pays en a tiré profit tout comme des personnes qui pensent que leur pays n'en a pas tiré profit.



Malgré les résultats du récent référendum sur le Traité de Nice, les Irlandais sont toujours les plus enclins à penser que leur pays a tiré profit de son appartenance (83%), suivis à distance par les Grecs (69%) et les Portugais (68%). Plus de 6 personnes sur 10 au Luxembourg (66%), aux Pays-Bas (63%) et au Danemark (61%) pensent également que leur pays a tiré profit de son appartenance ainsi que plus de 5 personnes sur 10 en Belgique (55%) et en Espagne (54%). Les opinions les plus négatives sont toujours enregistrées en Suède et au Royaume-Uni où moins de 3 personnes sur 10 pensent que leur pays a tiré profit de son appartenance à l'UE. La Suède est le seul pays où une majorité de la population pense que son pays n'a pas tiré profit de son appartenance (voir également graphiques individuels par pays, figs. 2.4a-o).

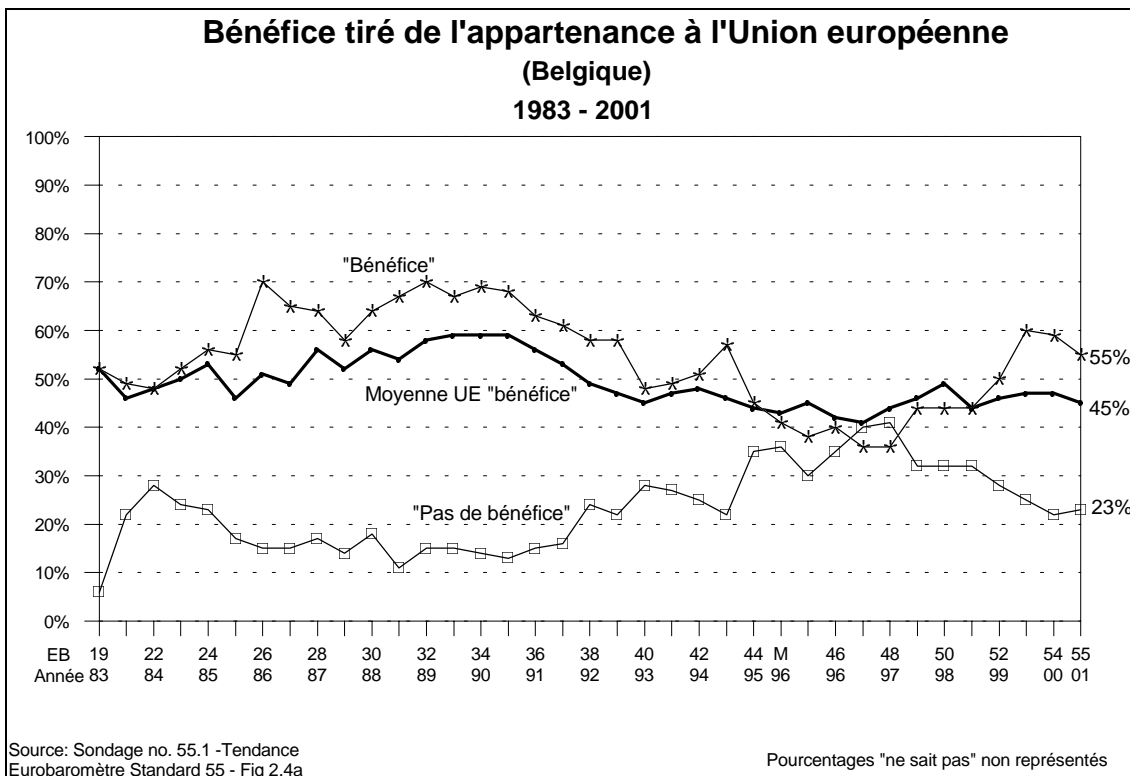
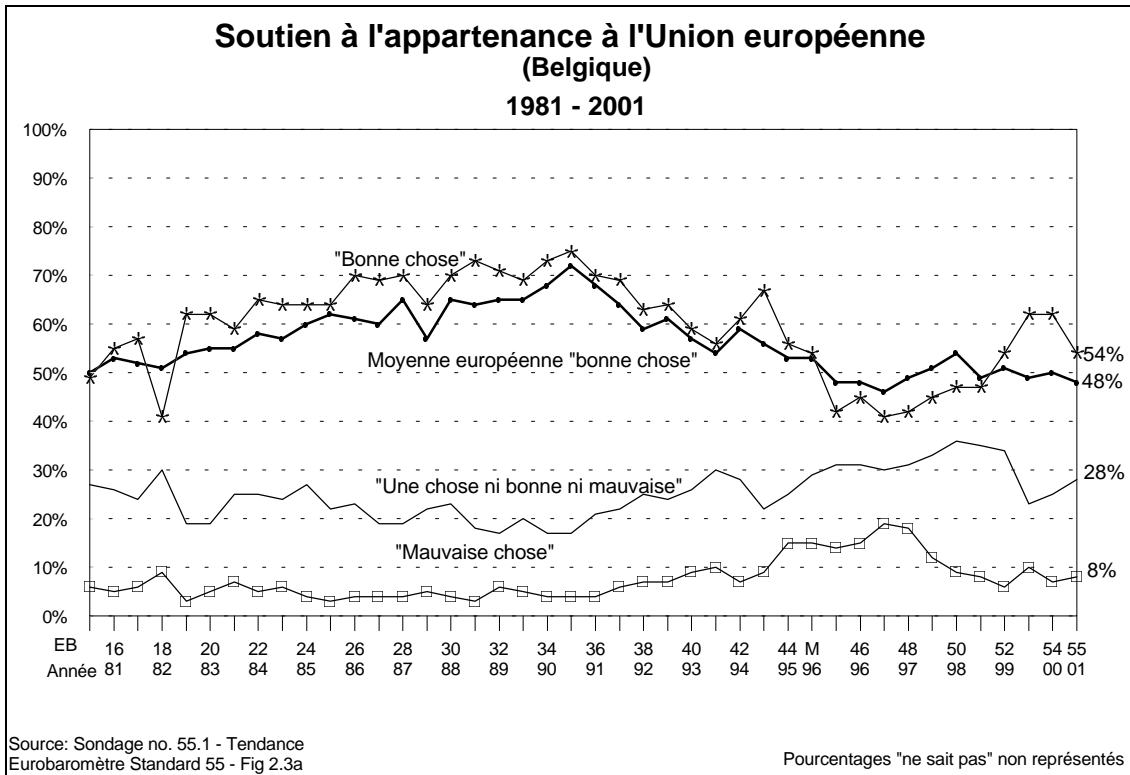


Une comparaison avec les résultats de l'automne 2000 montre que dans de nombreux pays la population est à présent moins encline à avoir une opinion, aux dépens à la fois des points de vue positifs et négatifs. En termes de revirements significatifs, nous constatons une baisse des réponses négatives de 6 pour-cent, accompagnée d'une augmentation d'autant des réponses 'ne sait pas' en Italie. En Espagne, nous constatons l'inverse : une baisse des réponses favorables de 10 pour-cent mais une augmentation de seulement 3 pour-cent des réponses négatives. La Grèce est le seul pays où une baisse significative des réponses positives correspond à une augmentation significative des réponses négatives (Tableau 2.2a).

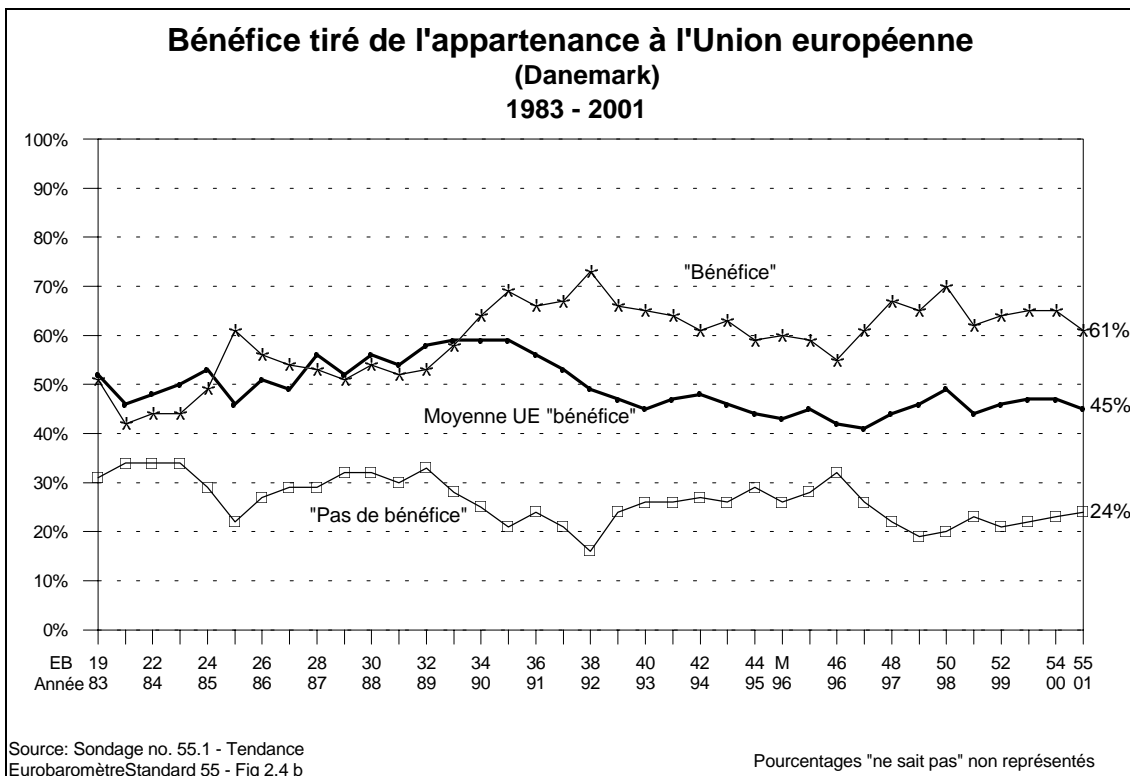
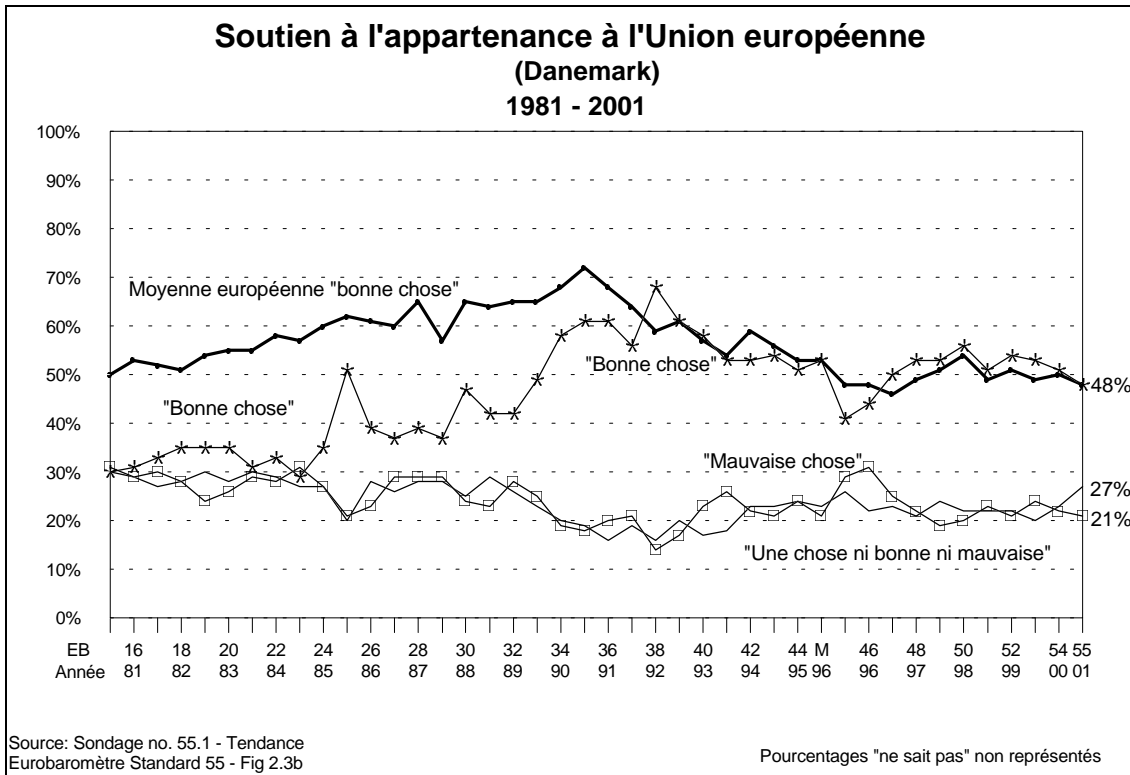
Les analyses démographiques montrent que les personnes ayant suivi une instruction à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (56%) sont plus enclines à penser que leur pays a tiré profit de son appartenance, tandis que les personnes qui ont quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins (38%) sont les moins susceptibles de partager ce point de vue.

Les partisans et les opposants de l'Union européenne sont clairement divisés sur ce point : 77% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays pensent que leur pays a tiré profit de son appartenance, contre seulement 6% des personnes opposées à l'appartenance de leur pays à l'UE (Tableau 2.2b).

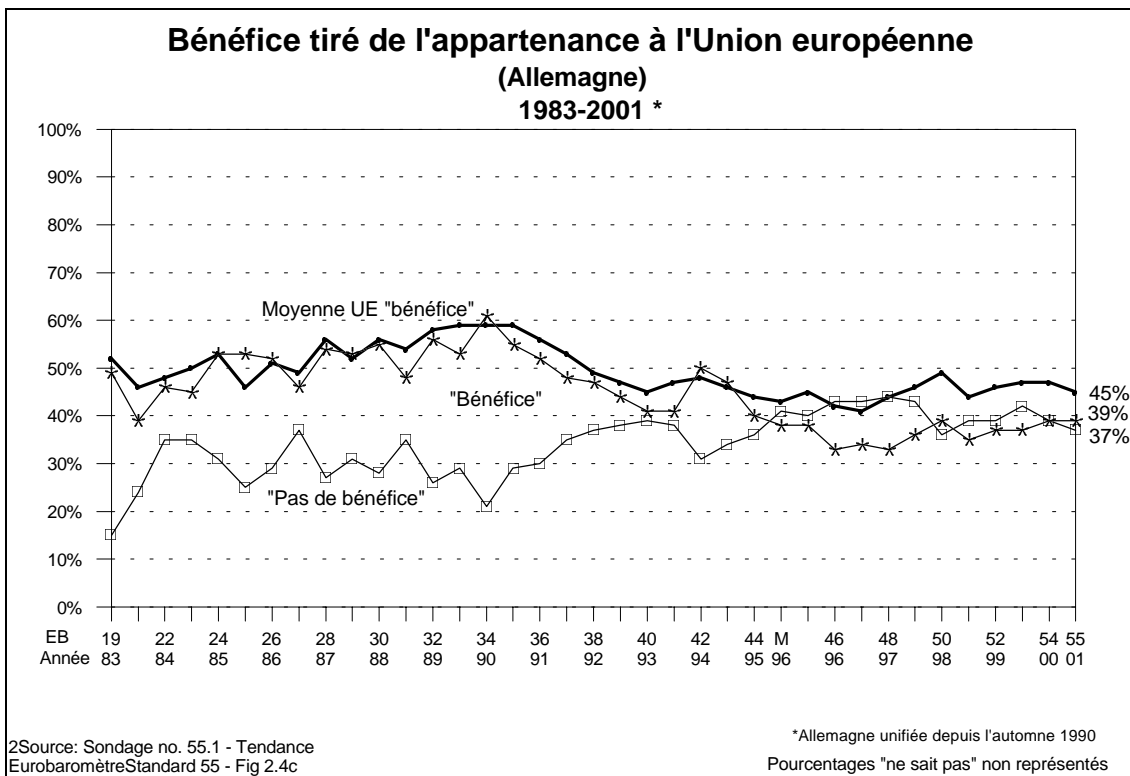
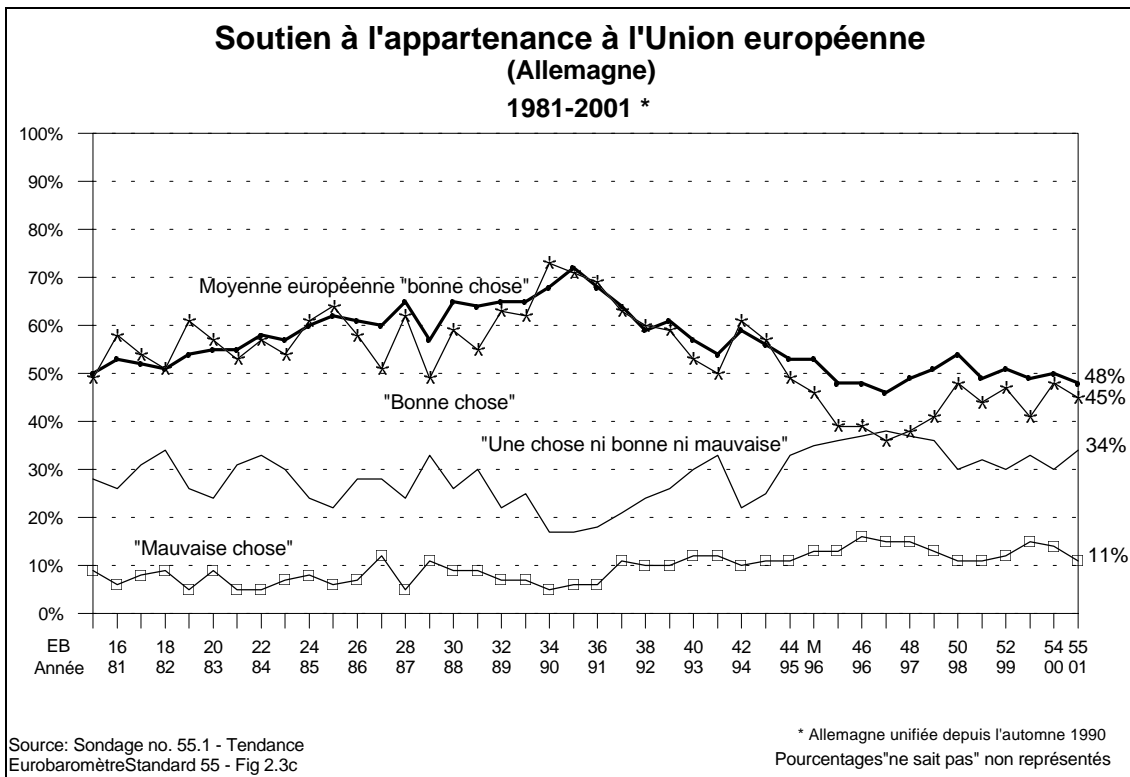
BELGIQUE



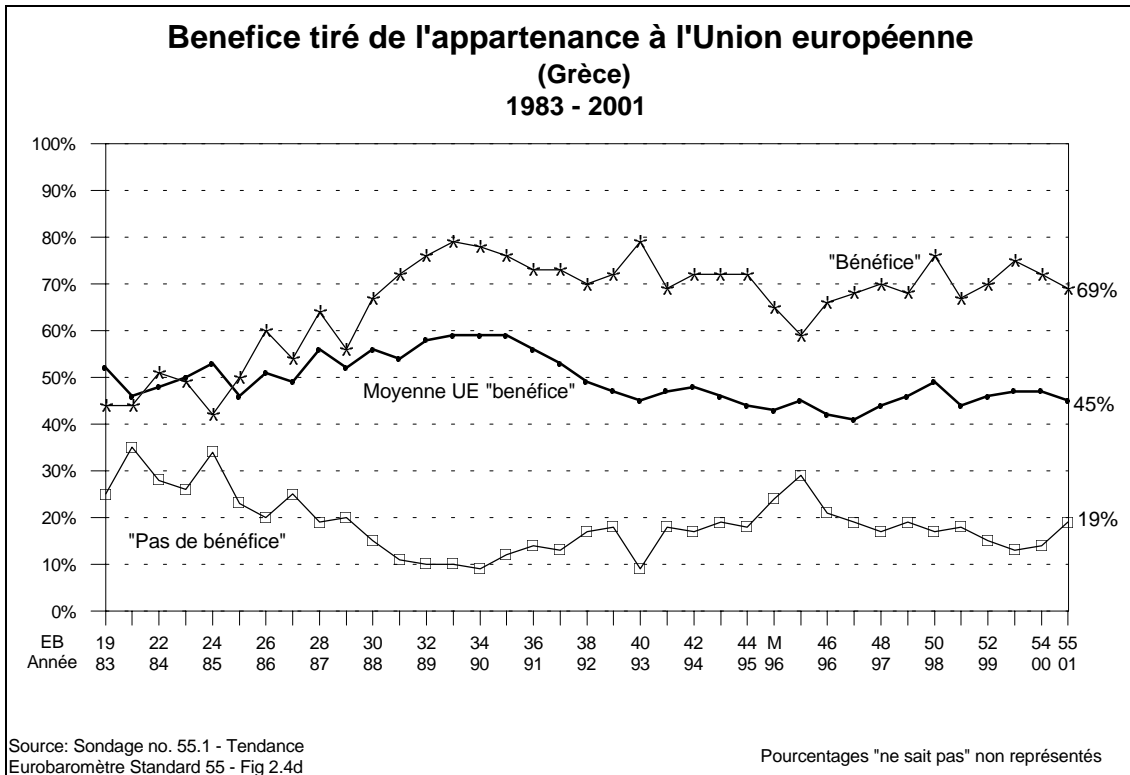
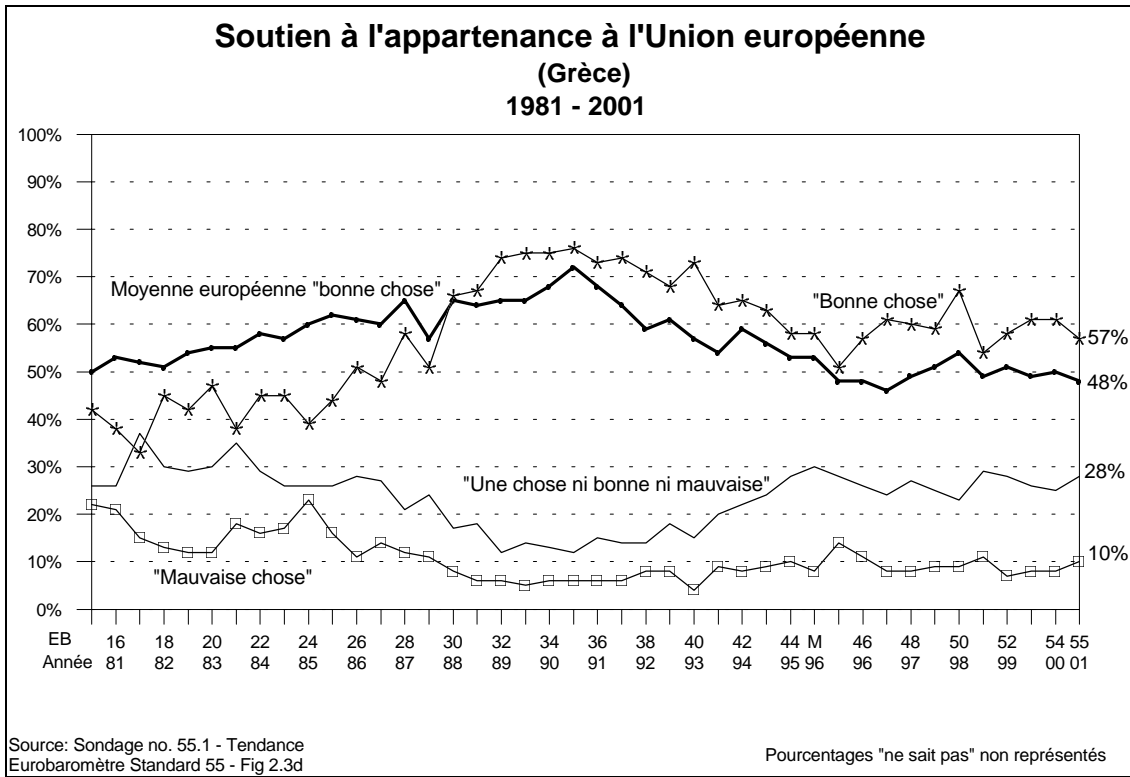
DANEMARK



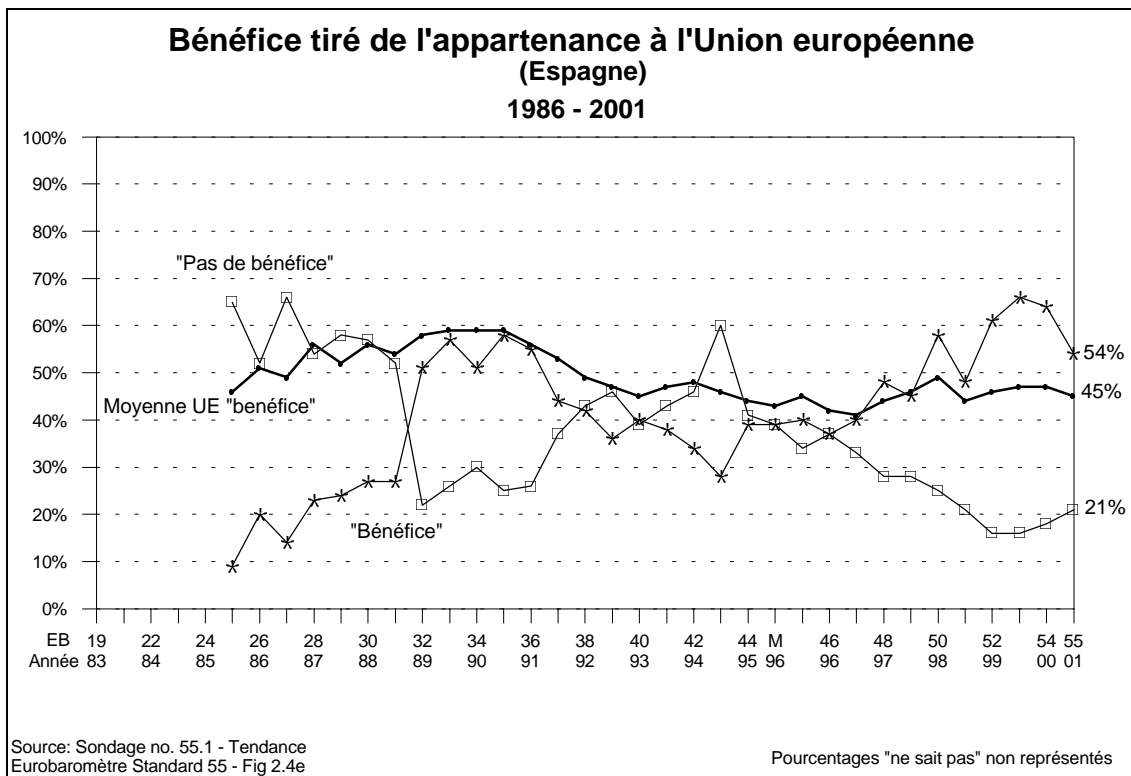
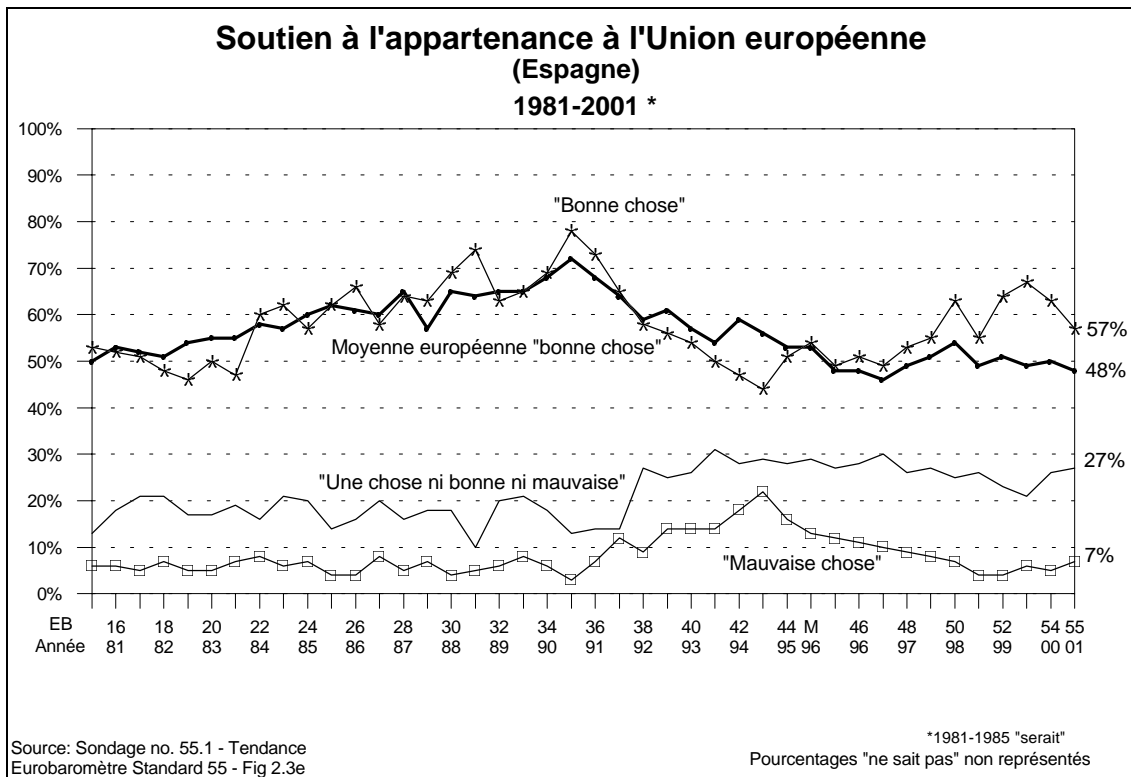
ALLEMAGNE



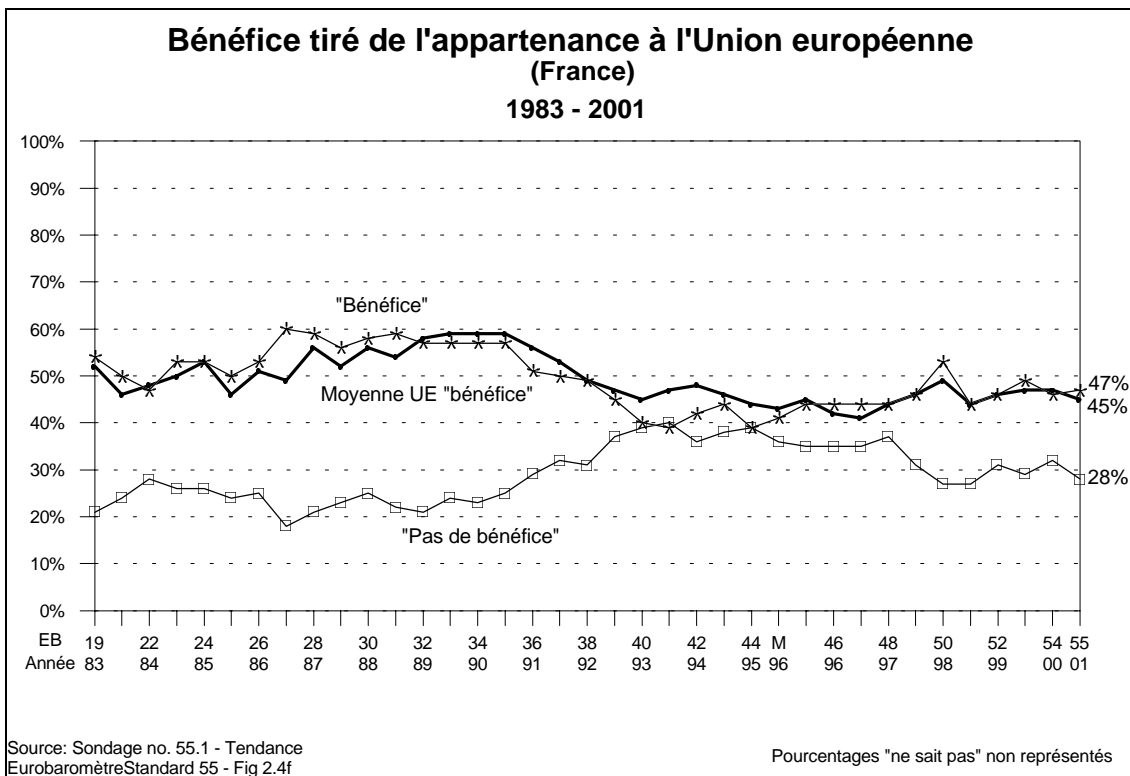
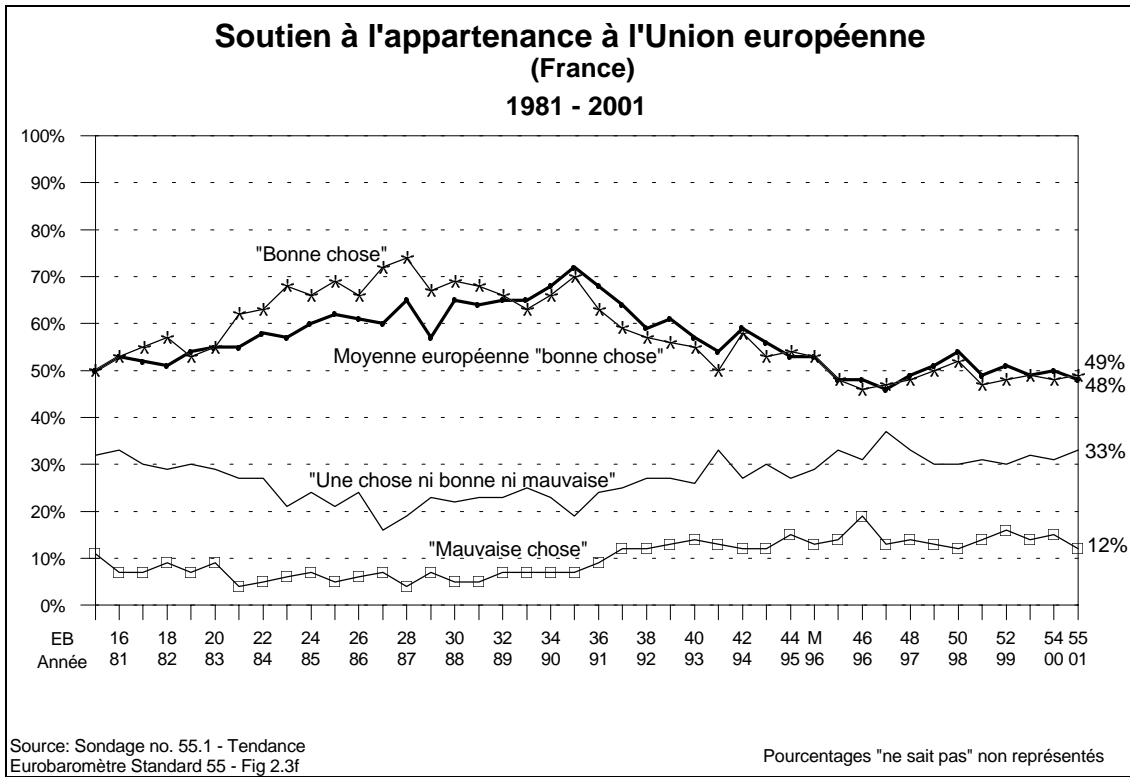
GRECE



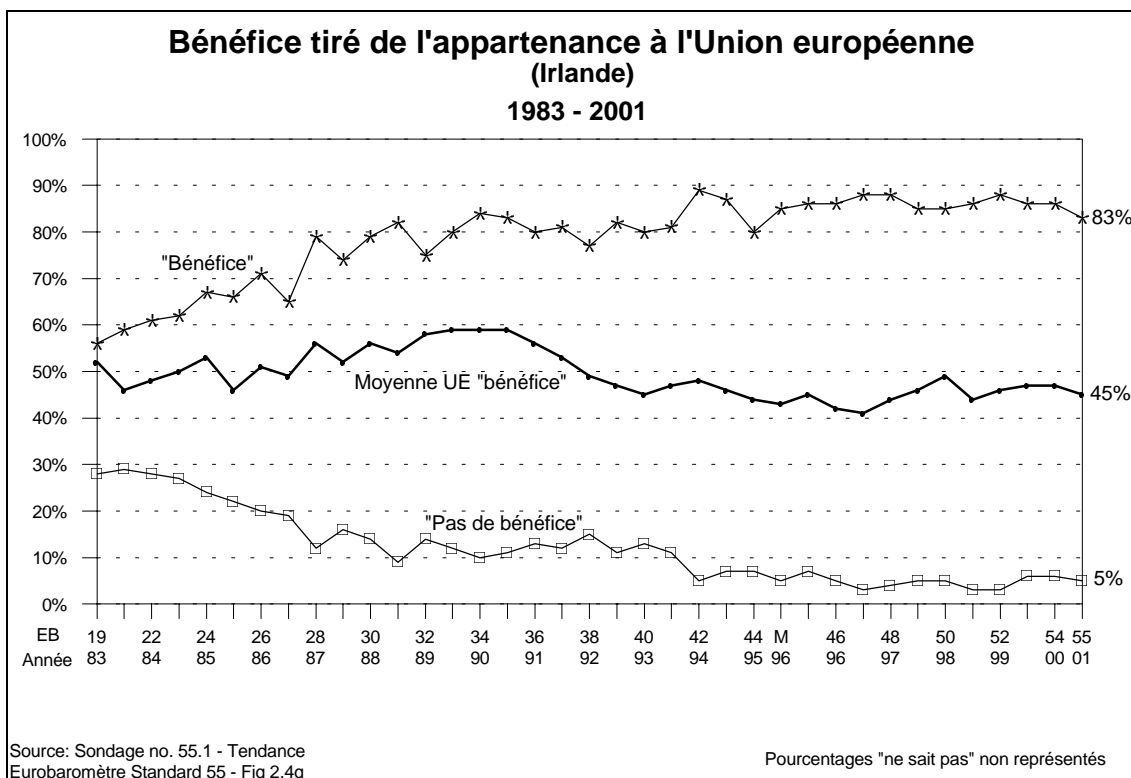
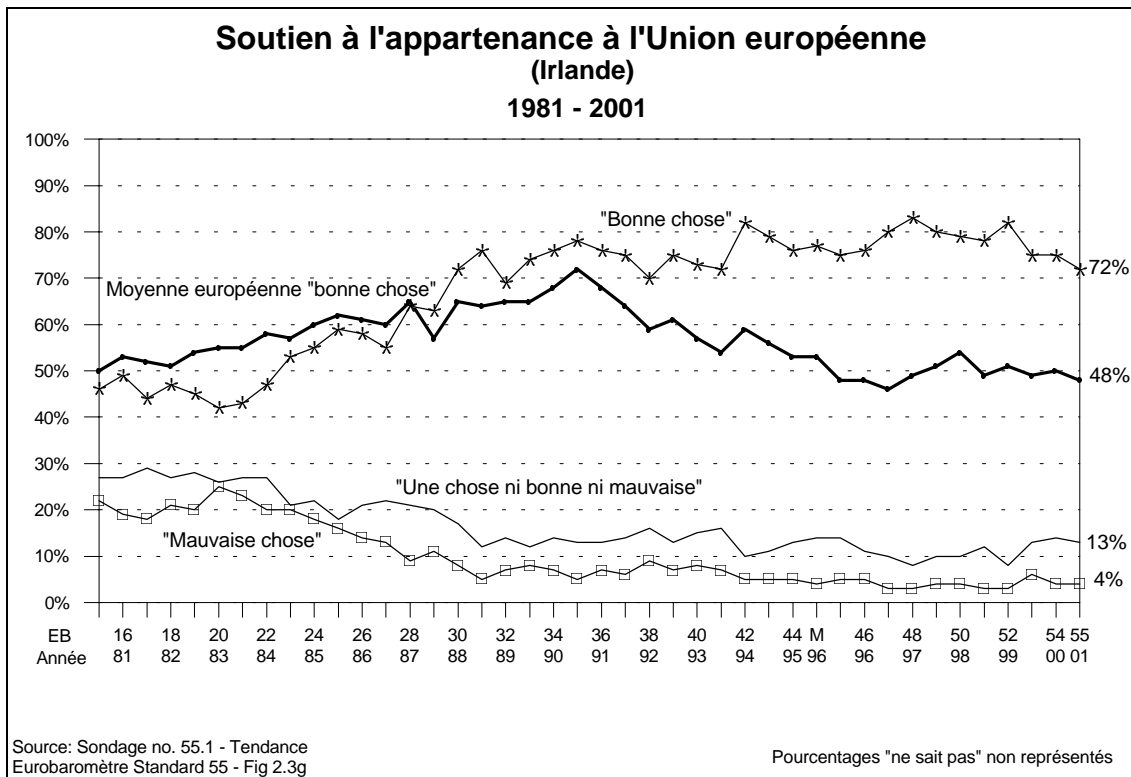
ESPAGNE



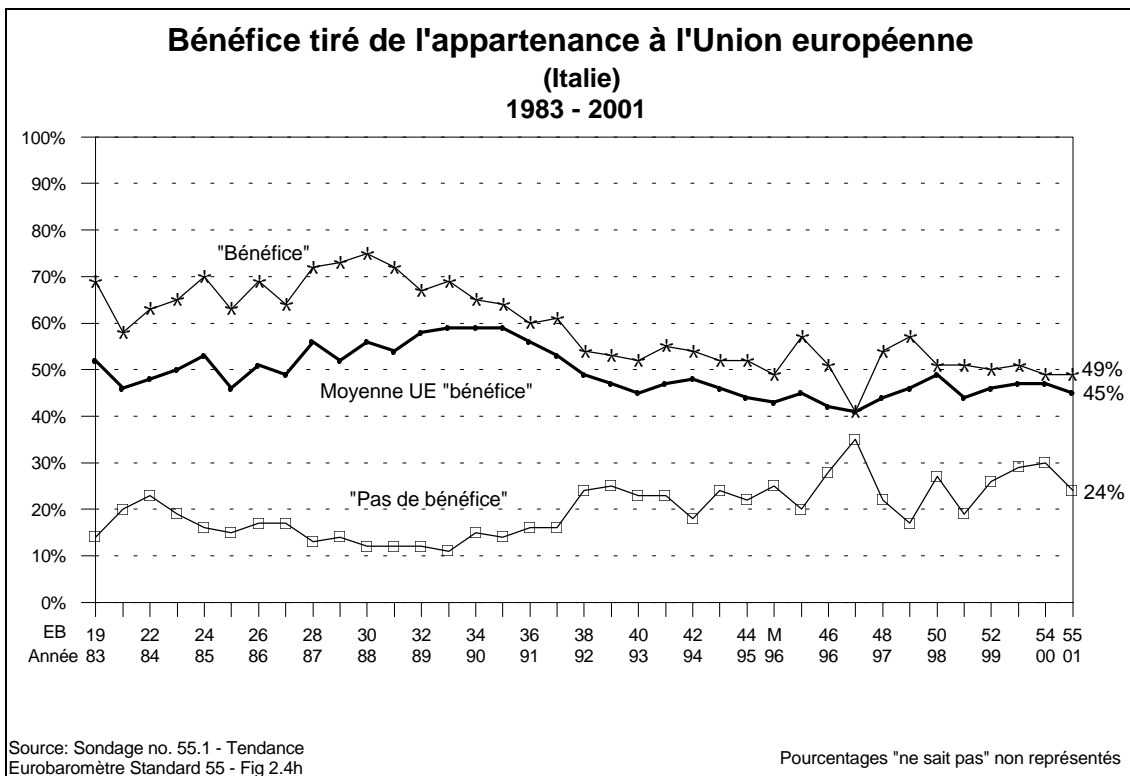
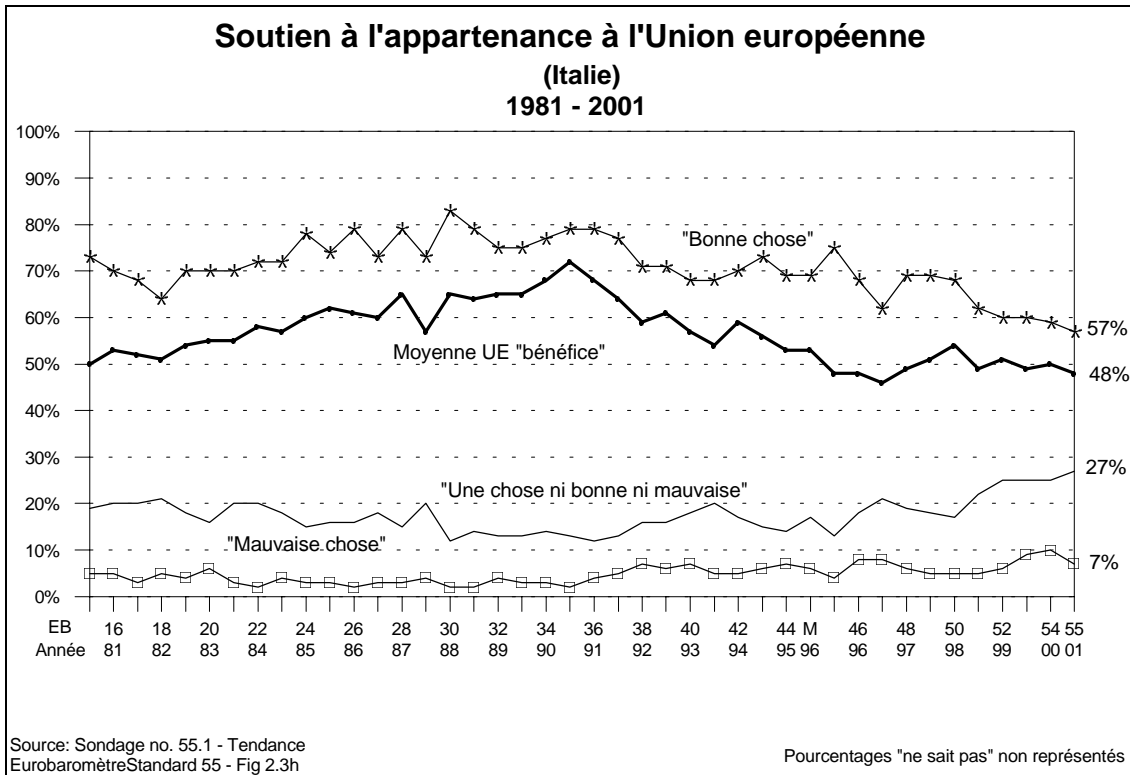
FRANCE



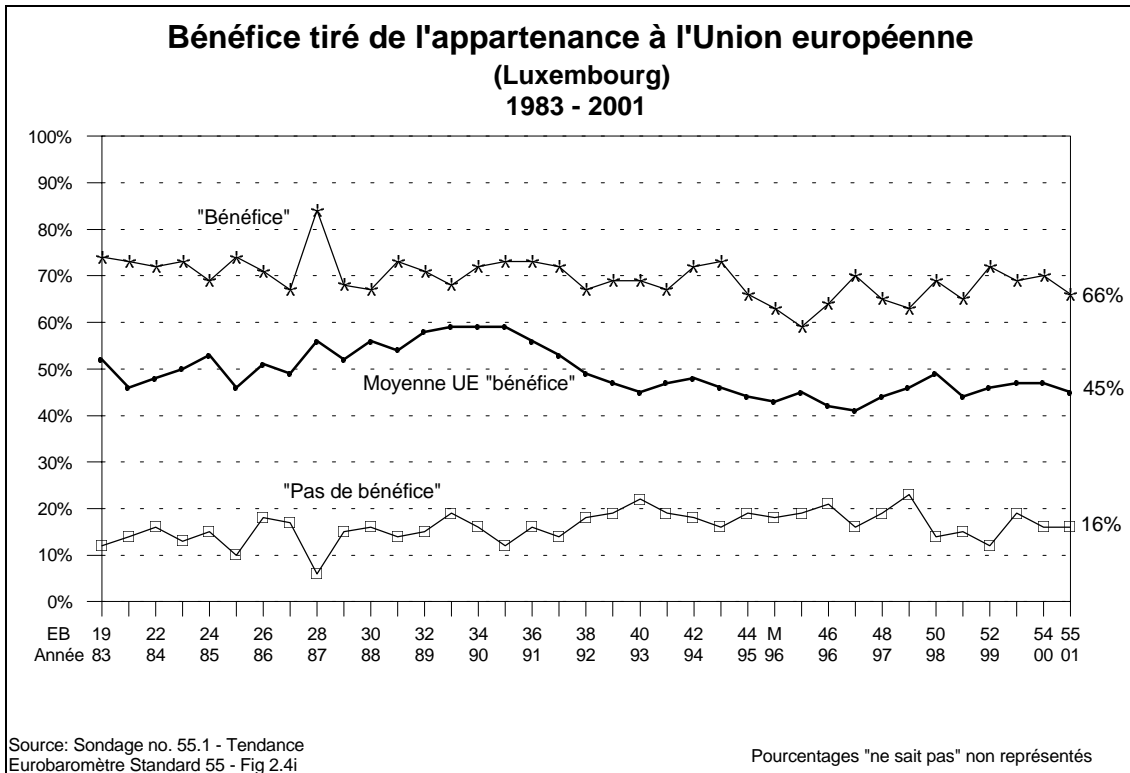
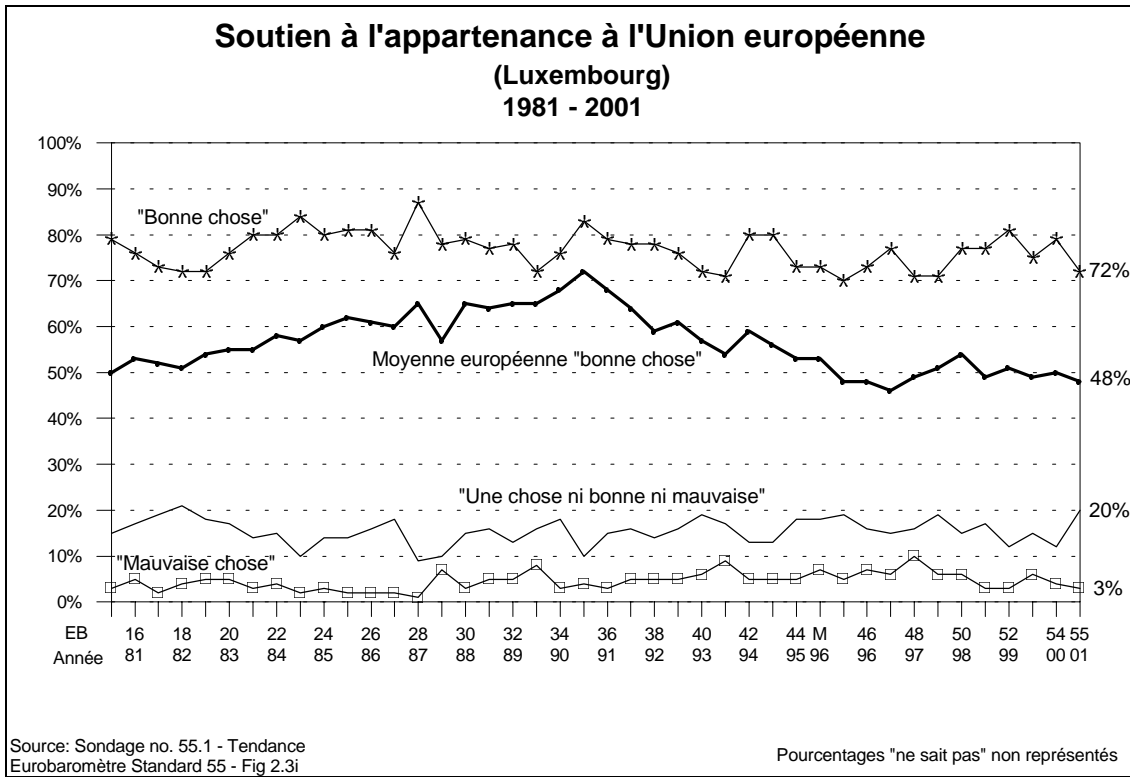
IRLANDE



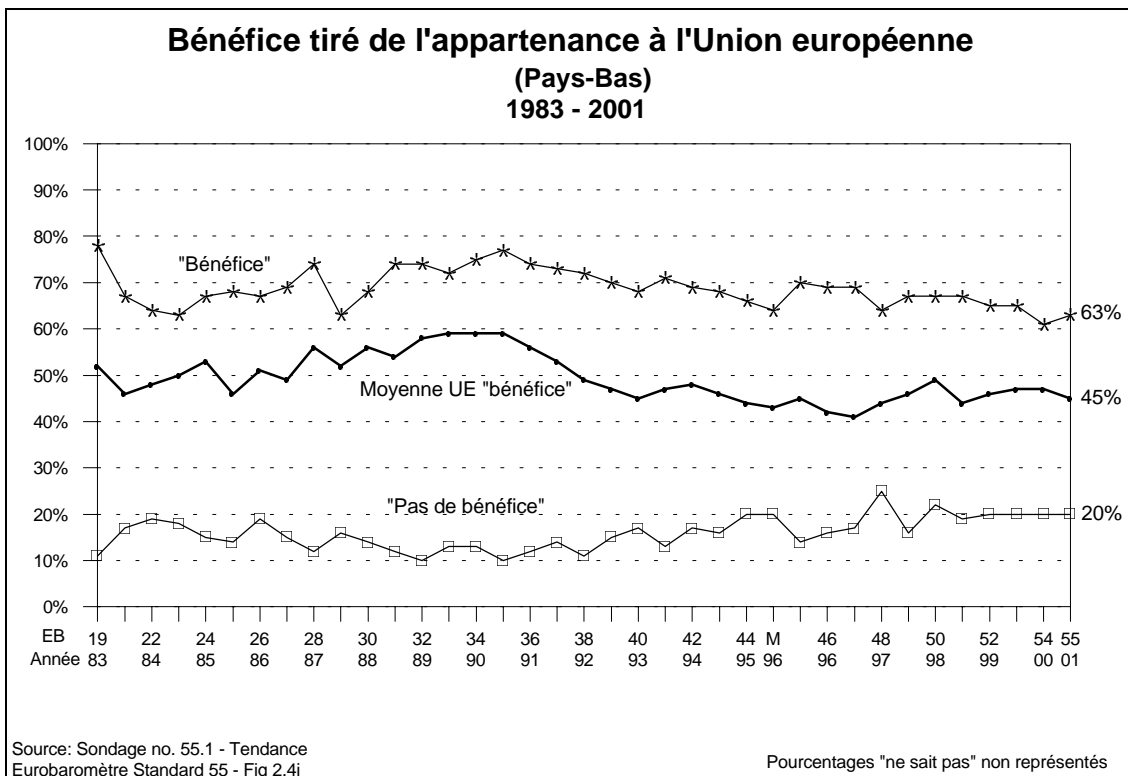
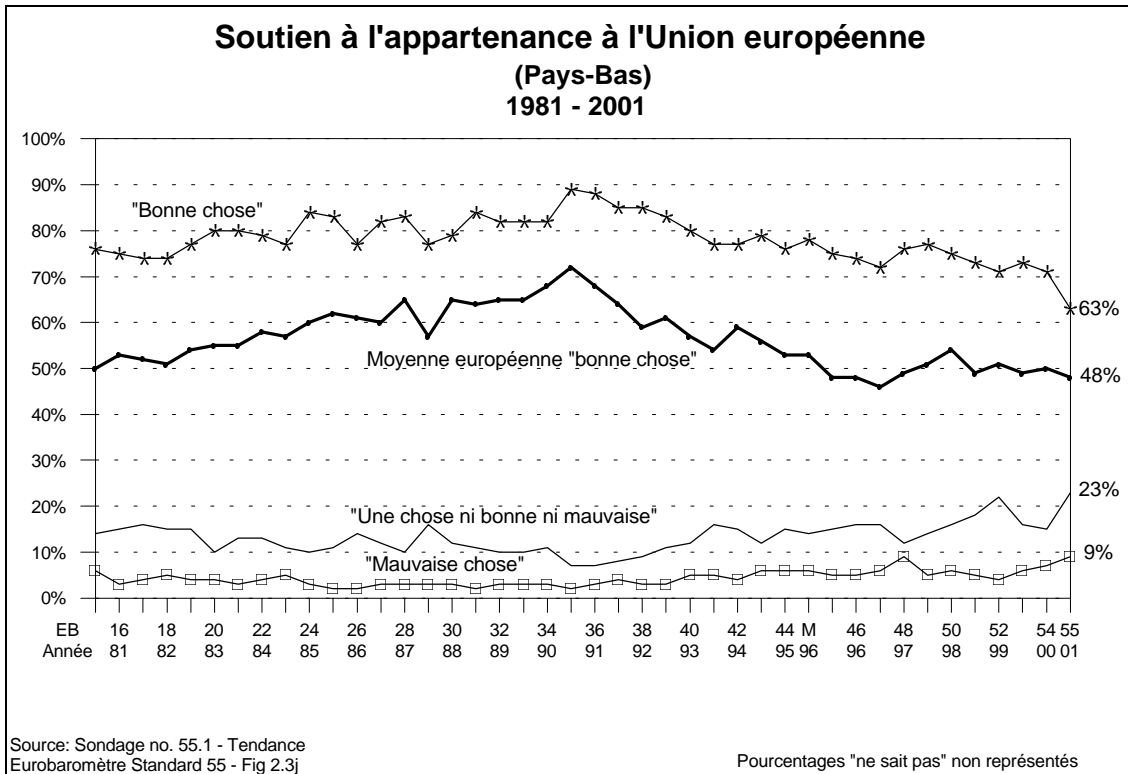
ITALIE



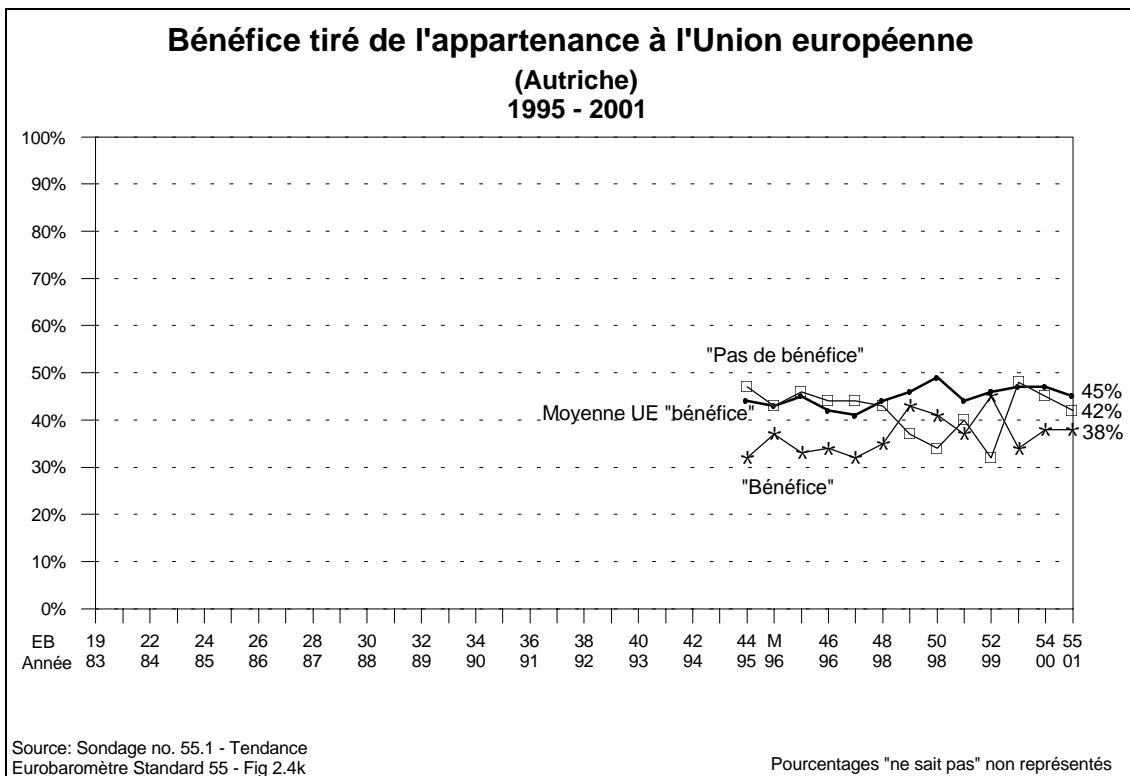
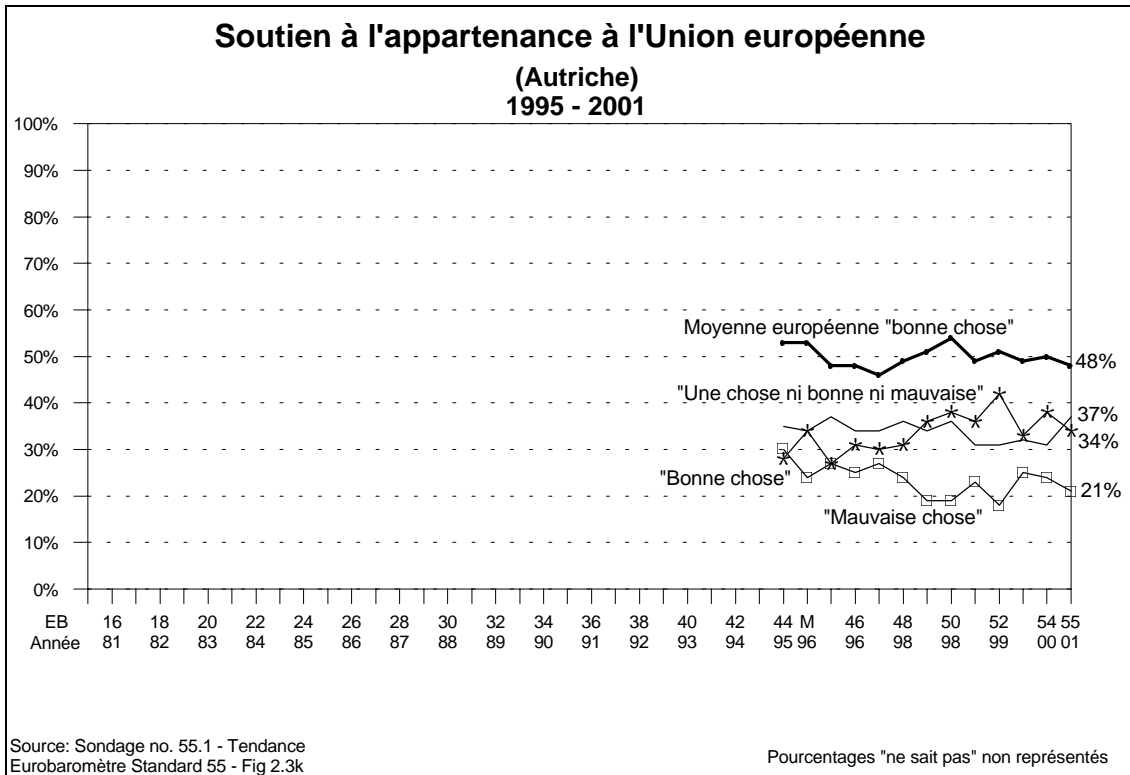
LUXEMBOURG



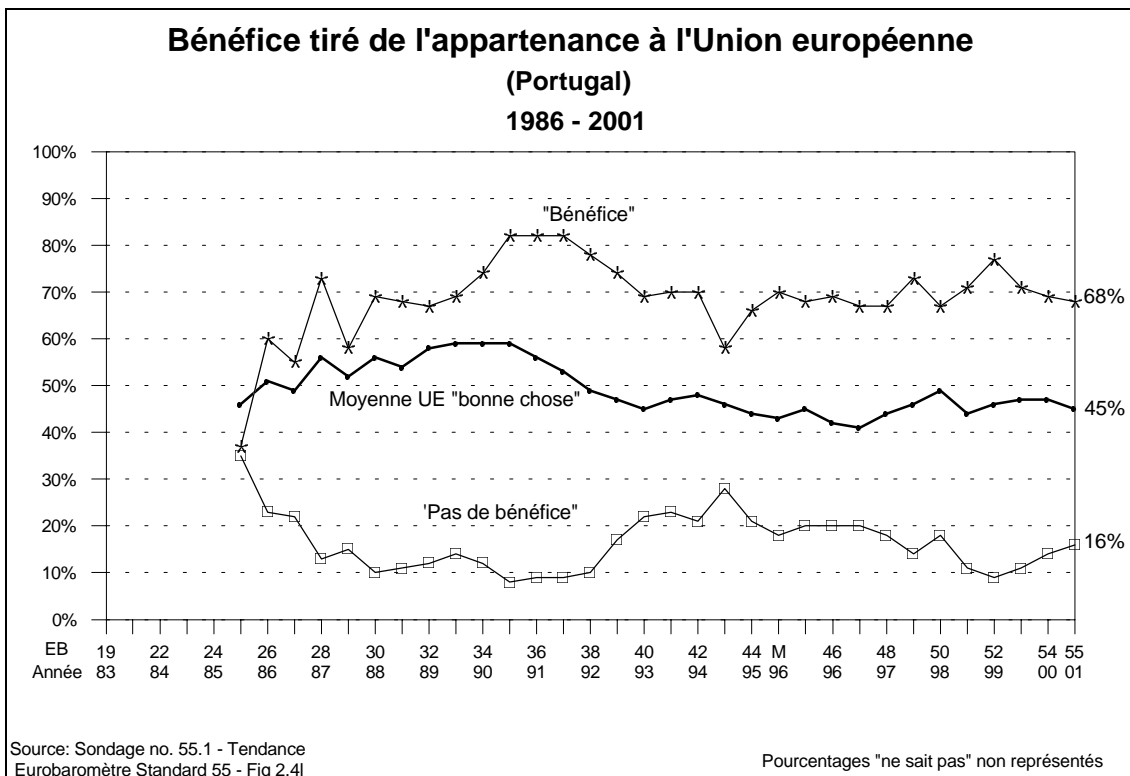
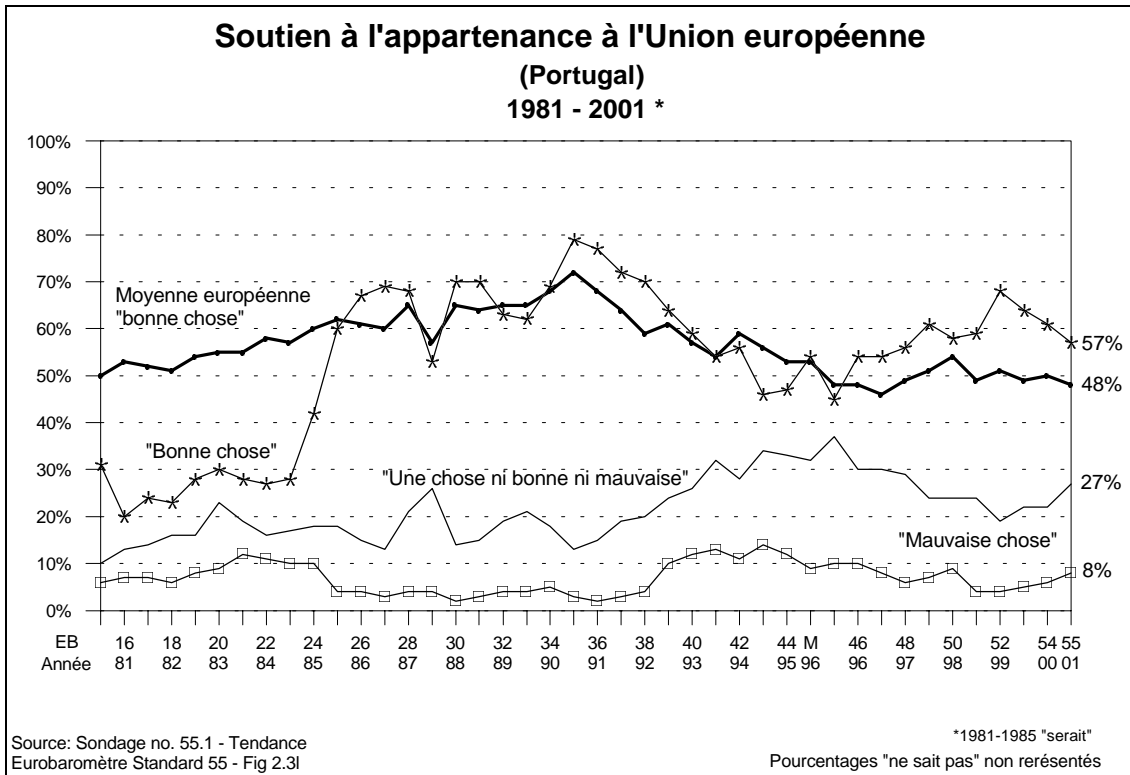
PAYS-BAS



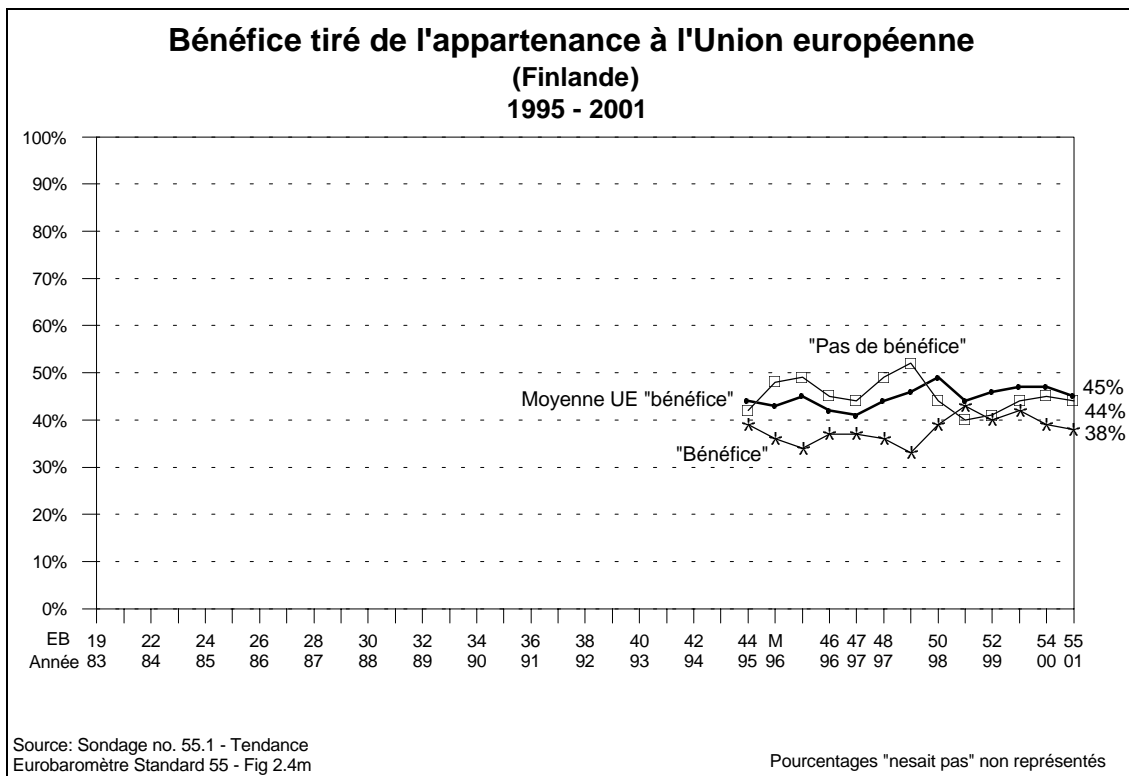
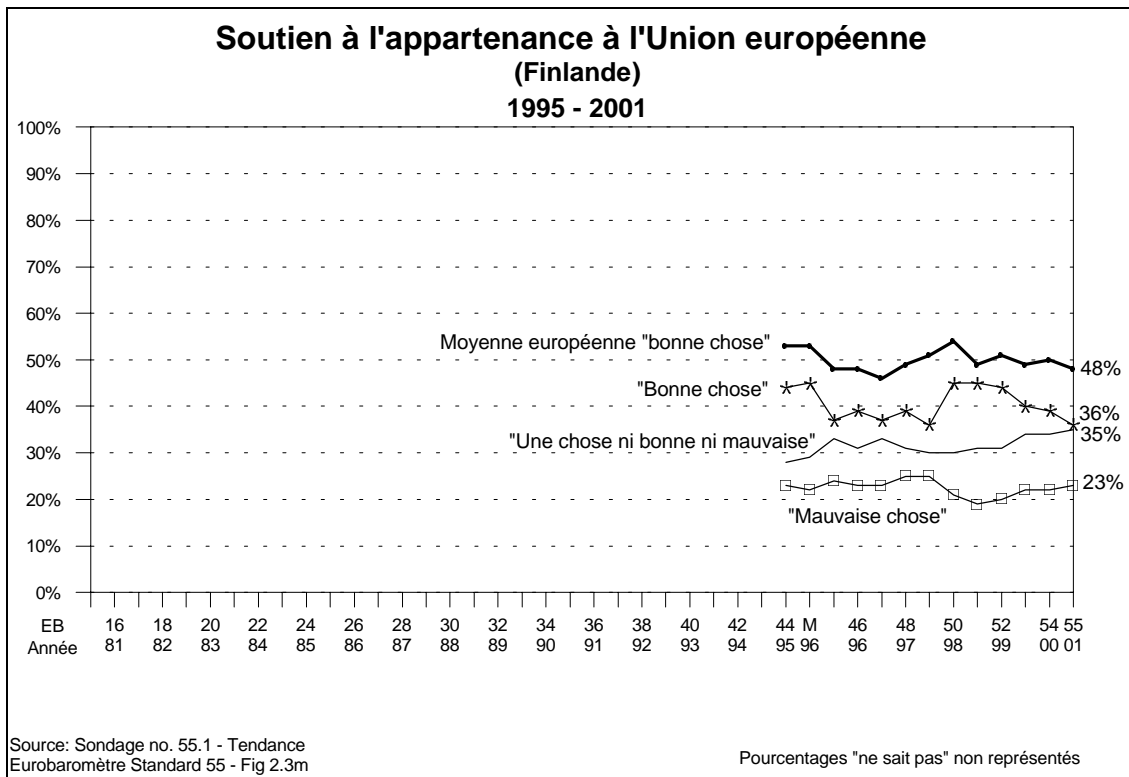
AUTRICHE



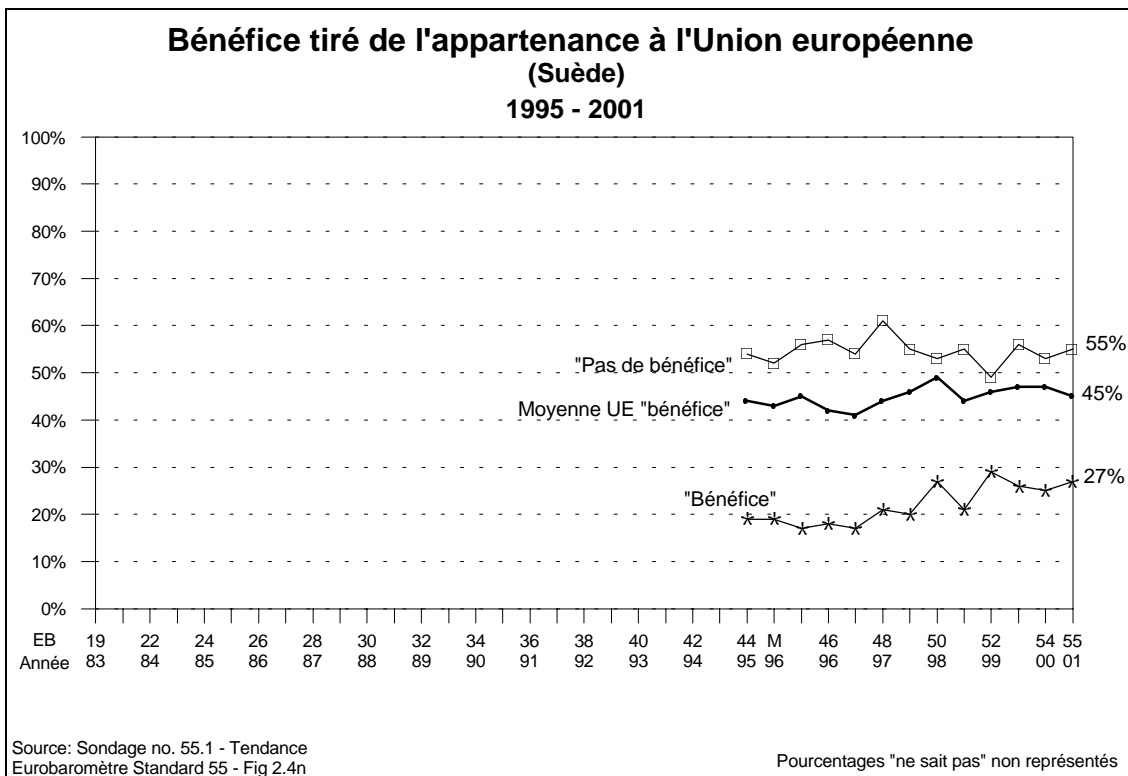
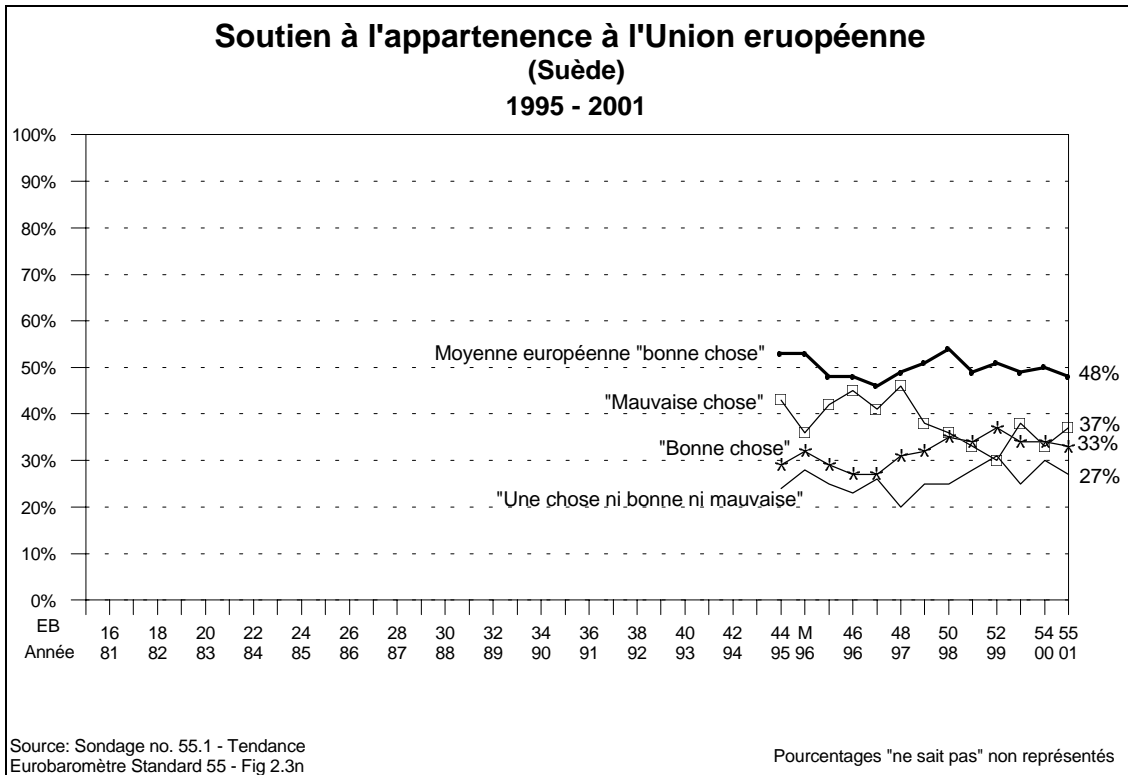
PORTUGAL



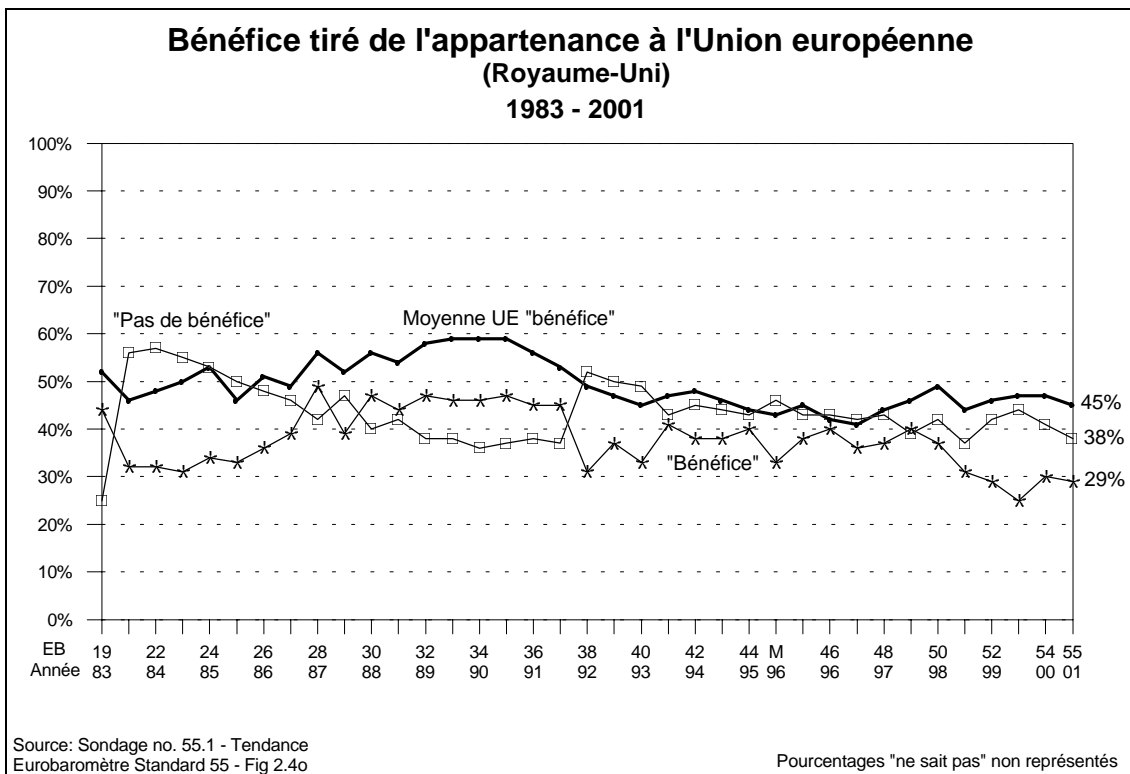
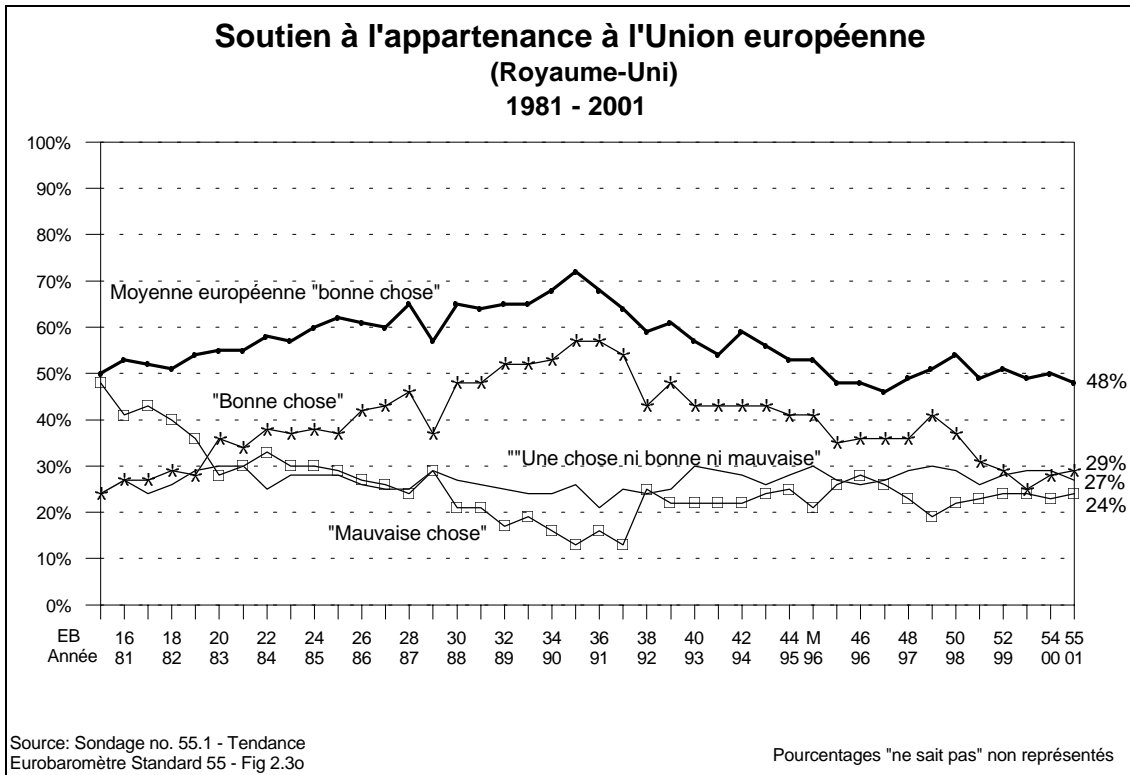
FINLANDE



SUEDE



ROYAUME-UNI



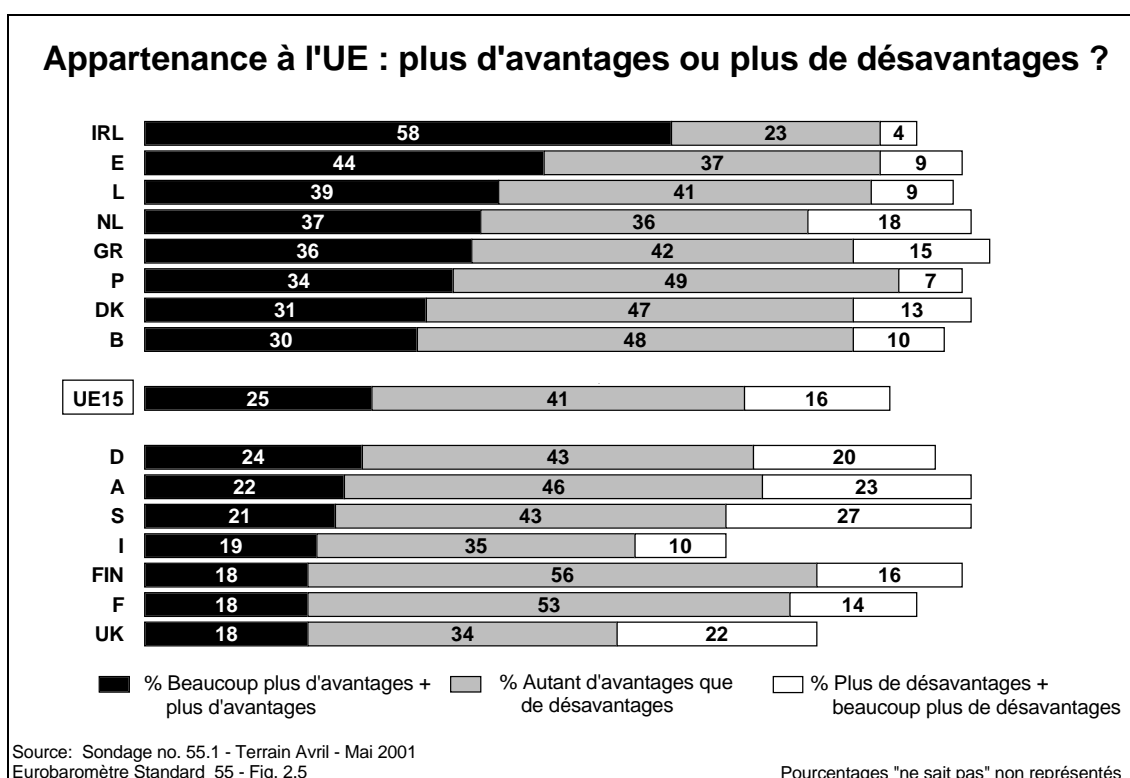
La question suivante, déjà posée au printemps 2000, porte sur l'évaluation des avantages que les Européens ont tiré de l'appartenance de leur pays à l'UE :

Pensez-vous, personnellement, avoir obtenu plus d'avantages ou de désavantages de l'appartenance de (NOTRE PAYS) à l'Union européenne ?

Au niveau de l'UE15, le résultat des réponses se présente comme suit :

- Bien plus d'avantages 4%
- Plus d'avantages 22%
- Autant d'avantages que de désavantages 41%
- Plus de désavantages 12%
- Bien plus de désavantages 4%
- (Ne sait pas / Sans opinion) 18%

Les analyses par pays révèlent que l'Irlande est le seul pays où plus de la moitié de la population (58%) pense qu'elle a tiré plus d'avantages de l'appartenance à l'UE. Bien que moins de la moitié de la population soit de cet avis en Espagne (44%) et aux Pays-Bas (37%), c'est cependant ce point de vue qui est le plus répandu dans ces deux pays. Dans tous les autres pays, le point de vue le plus répandu est que l'appartenance à l'UE a apporté à la population autant d'avantages que de désavantages. Cependant, à l'exception de la Suède, du Royaume-Uni et de l'Autriche, la proportion de personnes qui pensent que l'appartenance a apporté plus d'avantages dépasse la proportion de personnes qui pensent que l'appartenance entraîne plus de désavantages. La proportion de répondants qui n'était pas en mesure ou ne voulaient pas donner d'opinion est plus élevée qu'elle ne l'était au printemps 2000 et va de 7% en Grèce à 36% en Italie.



Par rapport au printemps 2000, les résultats montrent des développements positifs dans les pays du Benelux. La Grèce est le seul pays où la proportion de personnes qui pensent que l'appartenance à l'UE apporte plus de désavantages a augmenté au détriment du point de vue selon lequel elle a apporté plus d'avantages. Dans un certain nombre d'autres pays, nous constatons une augmentation significative de la proportion de personnes qui pensent que l'appartenance à l'UE apporte autant d'avantages que de désavantages. Au Royaume-Uni et en France, ce revirement est accompagné d'une baisse significative de soutien au point de vue selon lequel l'appartenance apporte plus de désavantages. Au Portugal, en Finlande et en Espagne, nous constatons l'inverse. L'Italie se détache en révélant une baisse de soutien aux trois points de vue substantiels, accompagnée d'une augmentation de 20 pour-cent de la part des réponses "ne sait pas" (Tableau 2.3a).

Parmi les différents groupes démographiques, les cadres, les personnes qui sont toujours aux études (tous deux 35%) et les personnes ayant poursuivi leur éducation à temps plein jusqu'à 20 ans ou plus (34%) sont les plus susceptibles de penser qu'ils ont obtenu plus d'avantages. Les personnes retraitées (20%) sont les moins enclines à partager ce point de vue, suivies par les chômeurs (21%). Toutefois, parmi tous les groupes démographiques, pas plus de 20% des personnes interrogées pensent que l'appartenance à l'UE a apporté plus de désavantages.

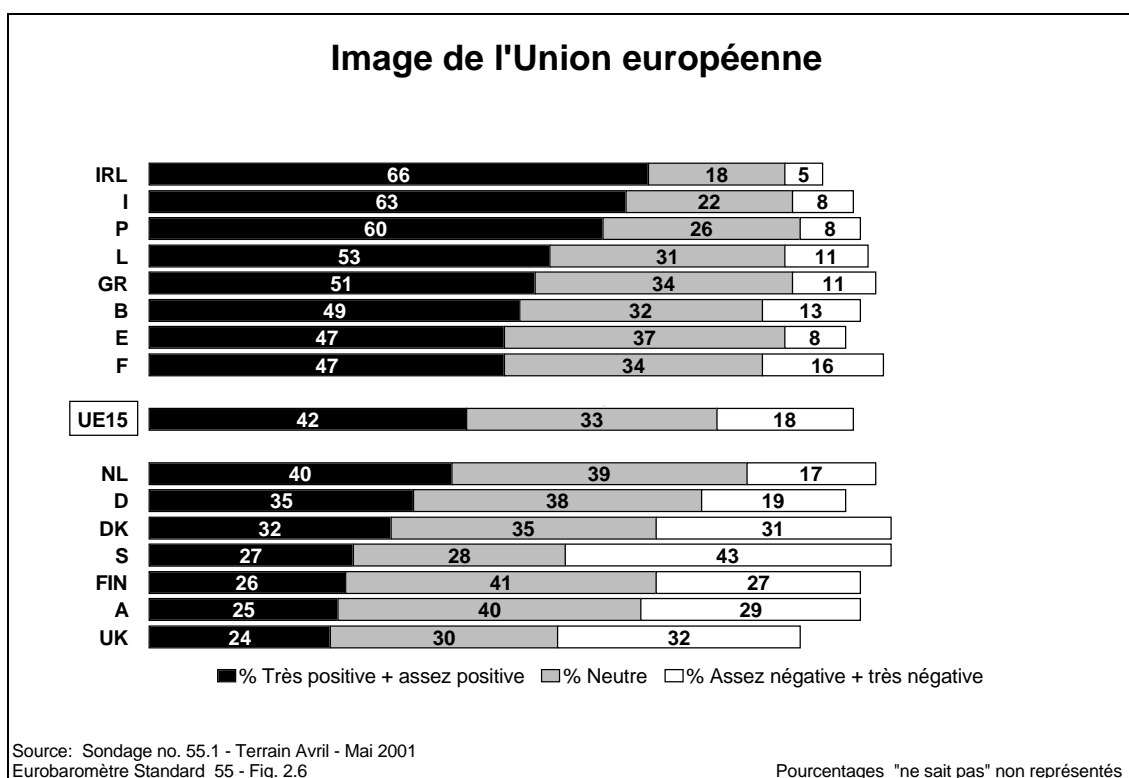
Au niveau attitudinal, on constate que 45% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE pensent en avoir personnellement obtenu plus d'avantages. A l'autre extrémité, nous constatons que 62% des personnes qui ne soutiennent pas l'appartenance de leur pays à l'UE pensent en avoir personnellement obtenu plus de désavantages (Tableau 2.3b).

2.3. Approche spontanée des citoyens vis-à-vis de l'UE en 2001

La question suivante, posée pour la deuxième fois depuis son introduction au printemps 2000, fournit une indication quant à l'approche spontanée des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne :

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, plutôt négative ou très négative ?

En moyenne, 42% des citoyens de l'UE ont une image positive de l'Union européenne dont 7% une image très positive. 33% voient l'UE de manière neutre. Seuls 18% déclarent que l'UE évoque une image négative, dont 5% une image très négative.



Comme le montre le graphique ci-dessus, plus de la moitié des Irlandais (66%), des Italiens (63%), des Portugais (60%), des Luxembourgeois (53%) et des Grecs (51%) ont une image positive de l'UE. En Belgique (49%), en France, en Espagne (toutes deux 47%) et aux Pays-Bas (40%), la majorité des répondants partagent ce point de vue. La population danoise se répartit en trois groupes de réponses : un tiers environ en a une image positive, un tiers une image neutre et un tiers une image négative. En Finlande (41%), en Autriche (40%) et en Allemagne (38%), le point de vue le plus répandu est que l'UE évoque une image neutre. Au Royaume-Uni (32%), et plus encore en Suède (43%), le point de vue majoritaire est que l'UE évoque une image négative.

Par rapport au printemps 2000, nous constatons un revirement positif au Luxembourg et au Royaume-Uni. Les Autrichiens, sont à présent, nettement moins enclins à penser que l'UE évoque une image négative et plus enclins à penser qu'elle évoque une image neutre. On enregistre un revirement d'impressions très positives à des impressions plus neutres en Espagne, en Finlande, en France, au Portugal et en Italie (tableau 2.4a).

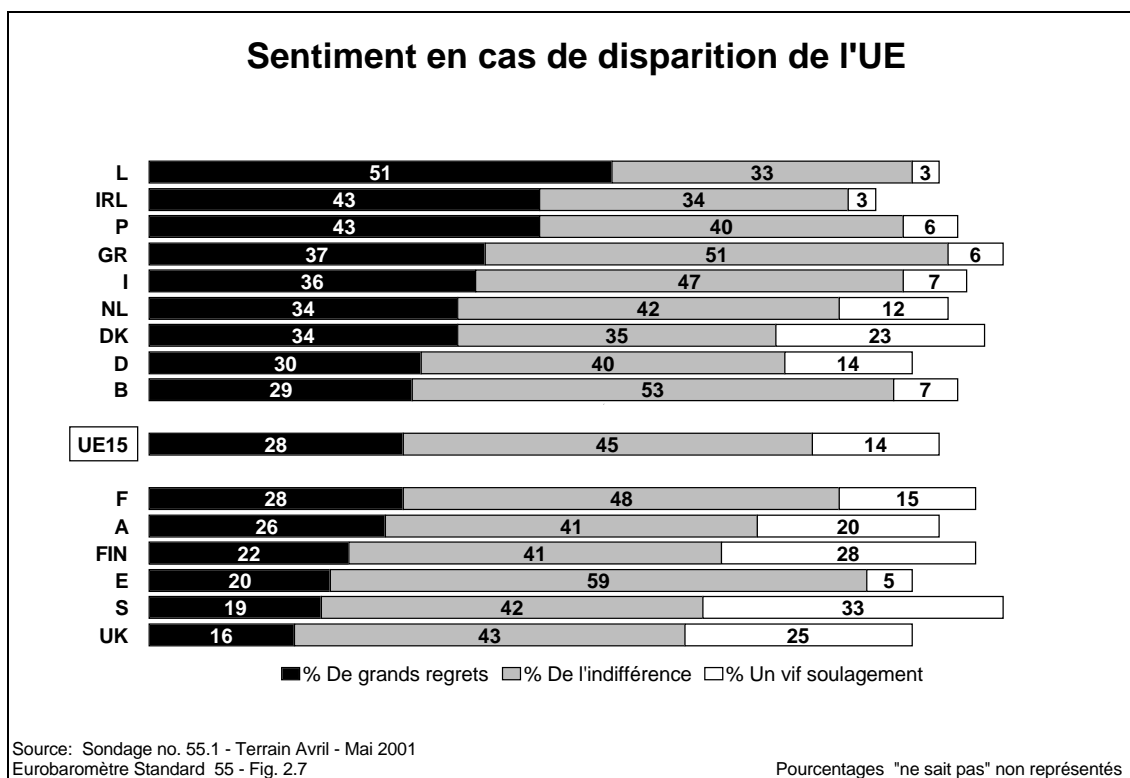
Une analyse des différents groupes démographiques de la population montre qu'au moins la moitié des personnes qui n'ont pas fini d'étudier (56%), qui sont indépendantes, qui ont poursuivi leurs études à plein temps jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (tous deux 53%) et qui occupent un poste de manager (50%) déclarent que l'UE évoque une image positive. Avec 35%, les chômeurs sont les moins enclins à partager ce point de vue. Dans aucun groupe démographique, plus du quart des personnes ne pensent que l'Union européenne évoque une image négative.

Le tableau suivant représente la relation entre cette question et un autre item de mesure de l'approche spontanée des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne. Il montre que parmi les personnes qui seraient très déçues si l'UE disparaissait demain, 83% pensent que l'UE évoque une image positive. A l'autre extrémité, nous constatons que 72% des personnes qui seraient très soulagées si cela se produisait déclarent que l'UE évoque une image négative.

Relation entre l'image de l'UE et ce que ressentiraient les citoyens si elle disparaissait		
Image de l'UE :	Ce que ressentiraient les citoyens si l'UE disparaissait :	
	Très déçus	Très soulagés
	%	%
Positive	83	5
Neutre	13	21
Négative	3	72
(Ne sait pas)	1	3
<i>Total</i>	100	101

De plus, comme nous pouvions nous y attendre, la plupart des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE ont une image positive (75%) de l'UE. De même, 75% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose en ont une image négative (Tableau 2.4b).

Si nous examinons à présent les résultats de la question mesurant ce que les citoyens ressentiraient s'ils apprenaient demain que l'Union européenne n'est plus, nous constatons que 28% des répondants seraient très déçus. 45% seraient indifférents et 14% seraient très soulagés.



Le graphique ci-dessus montre que les Luxembourgeois seraient les plus déçus s'ils apprenaient que l'UE a disparu (51%), suivis par les Irlandais et les Portugais (tous deux 43%). Comme nous l'avons déjà montré, le soutien à l'appartenance à l'UE est également au plus haut au Luxembourg et en Irlande. En Suède (33%), en Finlande (28%) et au Royaume-Uni (25%), nous trouvons les proportions les plus élevées de personnes qui se sentiraient soulagées si l'UE disparaissait.

La part de personnes déclarant qu'elles seraient indifférentes à la disparition de l'UE est assez élevée à travers l'Union européenne, allant de 33% au Luxembourg à 59% en Espagne. Dans tous les pays, sauf au Luxembourg, en Irlande et au Portugal, les personnes qui partagent ce point de vue dépassent celles qui seraient très déçues. Ces résultats indiquent un manque d'implication émotionnelle dans les politiques touchant de nombreuses sociétés occidentales. Toutefois, la proportion de personnes qui seraient très soulagées par la disparition de l'UE est très faible. Après la Suède, la Finlande et le Royaume-Uni, ce point de vue n'est partagé que par 2 personnes sur 10 au Danemark et en Autriche.

La tendance générale, par rapport à l'automne 1998, est que les citoyens de l'UE sont aujourd'hui plus susceptibles d'être indifférents si l'UE venait à disparaître. Les plus importantes augmentations de ces résultats sont enregistrées en Grèce (+15) et en Espagne (+14). Dans la plupart des pays, cette augmentation a lieu au détriment du sentiment de déception. Le Royaume-Uni et la Suède sont les deux seuls pays où la proportion de personnes indifférentes n'a pas augmenté. La proportion de personnes qui se sentiraient très soulagées si l'UE disparaissait a augmenté de manière significative en Autriche (+6), en Italie (+4), aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède (tous +3) (Tableau 2.5a).

Les analyses démographiques montrent que les hommes seraient plus déçus que les femmes (32% et 24%, respectivement), bien que les deux genres soient dans la même proportion enclins à se sentir très soulagés (14% et 13%, respectivement). Au sein des 4 groupes d'âge, nous constatons que les personnes âgées de 40 à 54 ans seraient les plus soulagées (18%). En termes de niveau d'instruction, nous constatons que le niveau de réponses positives sur cette mesure augmente avec le nombre d'années d'études à temps plein. Seuls 21% des personnes ayant quitté l'école à 15 ans ou moins déclarent qu'elles seraient très déçues, contre 40% des personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus. L'analyse de l'échelle d'activité économique montre que 43% des cadres seraient très déçus, suivis par les indépendants (38%) tandis que seulement 17% des chômeurs partagent ce point de vue. Les retraités (19%) sont plus enclins à déclarer qu'ils seraient très soulagés (Tableau 2.5b).

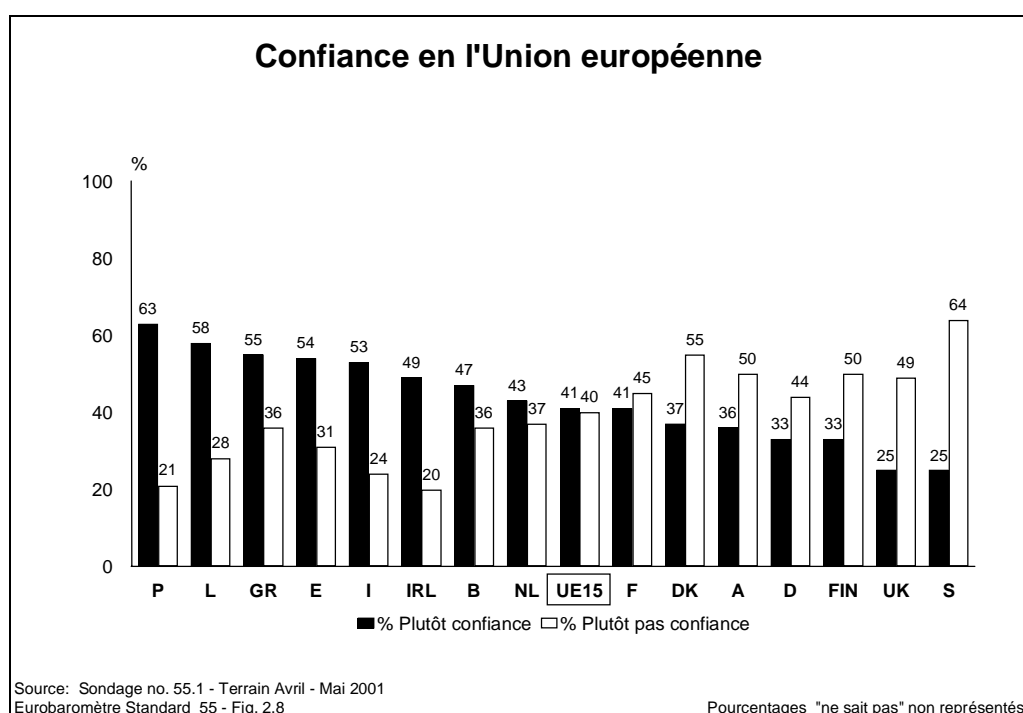
Le tableau ci-dessous montre une corrélation étroite entre l'attitude des citoyens vis-à-vis de l'appartenance de leur pays et ce qu'ils ressentiraient si l'UE disparaissait.

Relation entre ce que ressentiraient les citoyens si l'UE disparaissait et le soutien à l'appartenance à l'UE			
Ce que ressentiraient les citoyens si l'Union européenne disparaissait	L'appartenance à l'Union européenne est :		
	Une bonne chose	Ni bonne ni mauvaise	Une mauvaise chose
	%	%	%
Très déçus	53	7	3
Indifférents	35	68	28
Très soulagés	2	13	65
Ne sait pas	10	12	4
Total	100	100	100

Comme nous pouvons le voir, 53% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE seraient très déçues si elles apprenaient que l'UE a disparu, tandis que 65% des personnes qui considèrent que l'appartenance de leur pays est une mauvaise chose seraient très soulagées. Toutefois, par rapport à l'automne 1998, nous constatons que les partisans de l'Union sont à présent moins susceptibles d'être déçus (-8) et plus susceptibles d'être indifférents (+8). Les opposants à l'Union sont à présent encore plus enclins à être très soulagés (+5). 68% des personnes qui pensent que l'appartenance de leur pays n'est ni bonne ni mauvaise sont indifférents, en croissance par rapport aux 62% de l'automne 1998.

2.4. Confiance dans l'Union européenne, ses institutions et ses organes

Nous examinerons ensuite la répartition des niveaux de confiance en l'Union européenne et 9 de ses institutions et organes, dans les 15 États membres. Si nous étudions d'abord les niveaux de confiance dans l'ensemble de l'Union européenne, nous constatons qu'en moyenne 41% des Européens ont tendance à faire confiance à l'UE, 40% à ne pas lui faire confiance et 20% sont sans opinion⁶.



⁶ Cette question fait partie d'une batterie de questions plus importante. Les autres items de confiance sont abordés au chapitre 1 (voir tableaux 1.4a-c).

Toutefois, comme le montre le graphique ci-dessus, nous remarquons d'importantes variations entre les États membres. Les Portugais sont plus enclins à faire confiance à l'Union européenne (63%) de même que plus de la moitié du public au Luxembourg (58%), en Grèce (55%), en Espagne (54%) et en Italie (53%). Les Suédois (64%) sont, de loin, les moins enclins à faire même confiance, suivis par les Danois (55%), les Finlandais, les Autrichiens (tous deux 50%) et les Britanniques (49%).

Bien qu'aucun changement significatif n'ait été noté au niveau de l'UE15 par rapport au printemps 1999, d'importants revirements, principalement positifs, ont eu lieu dans plusieurs États membres. Les plus importants revirements positifs ont eu lieu en Grèce (+10), en Irlande (+7), en Belgique, au Luxembourg, au Portugal (tous +6), au Danemark, au Royaume-Uni (tous deux +5), en Autriche et en Suède (tous deux +4). Toutefois, en Suède et en Autriche les citoyens ont à présent plus tendance à ne pas avoir confiance en elle. La Finlande est le seul pays où nous avons enregistré une tendance négative fondée sur une augmentation de 5 pour-cent de la part de personnes déclarant avoir tendance à ne pas faire confiance à l'Union européenne (Tableau 2.6a).

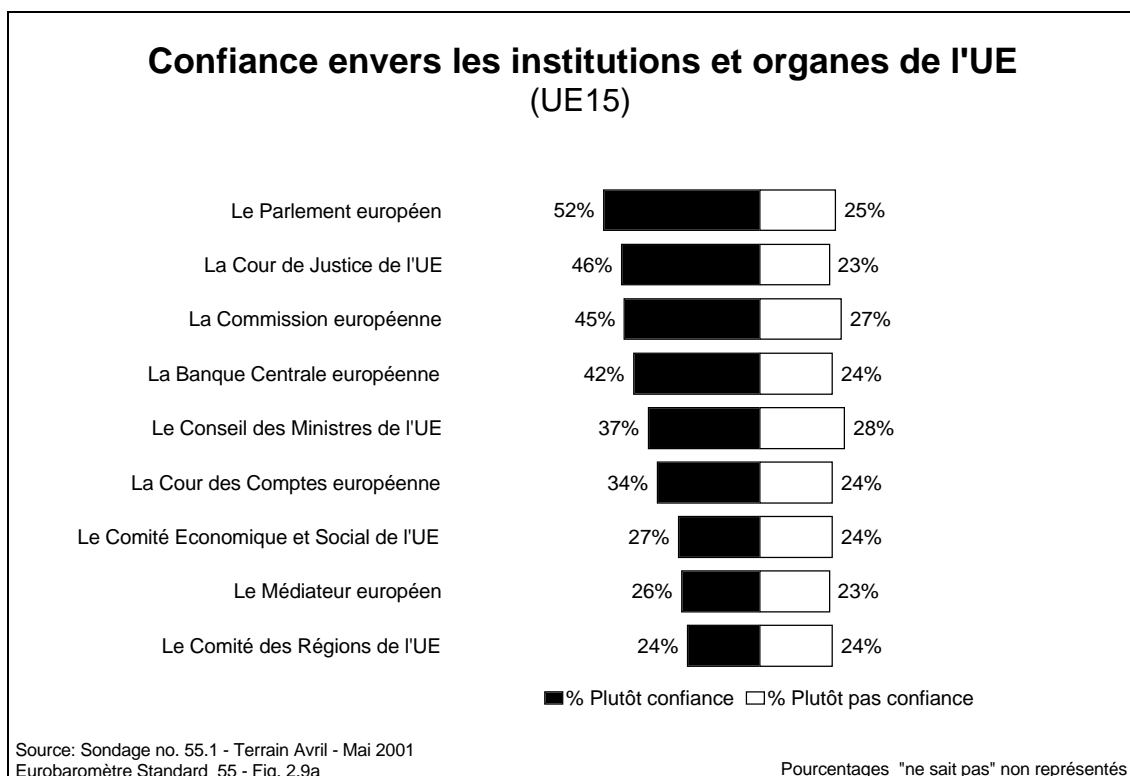
Les niveaux de confiance ne varient pas seulement de pays en pays. Ils dépendent également de ce que pensent généralement les citoyens de l'appartenance de leur pays à l'UE. Comme le montre le tableau ci-dessous, 65% des personnes qui seraient très déçues si l'UE disparaissait demain font confiance à l'Union européenne tandis que 75% des personnes qui seraient très soulagées ont tendance à ne pas lui faire confiance.

Confiance dans l'UE par rapport à ce que ressentiraient les citoyens si l'UE disparaissait (en %)			
	Très déçus	Indifférents	Très soulagés
% font confiance	65	37	11
% ne font pas confiance	23	42	75
% ne savent pas	12	21	14
<i>% Total</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

De plus, les analyses montrent que 60% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une bonne chose font confiance à l'Union européenne, tandis que 77% des personnes qui la considèrent comme une mauvaise chose déclarent ne pas lui faire confiance.

Les analyses démographiques révèlent que les hommes sont un peu plus enclins que les femmes à la fois à faire confiance et à ne pas faire confiance à l'Union européenne, les femmes étant plus enclines à ne pas avoir d'opinion. Le groupe d'âge le plus jeune (47%) est nettement plus enclin à faire confiance à l'UE que les personnes plus âgées. Au sein des différents niveaux d'instruction, nous constatons que les personnes qui sont encore aux études sont les plus susceptibles de faire confiance à l'UE (52%) contre 38% des personnes ayant quitté l'école avant l'âge de 16 ans. Avec 48%, les indépendants représentent le groupe professionnel le plus susceptible de faire confiance à l'UE tandis qu'avec 47%, les chômeurs sont les plus susceptibles de ne pas lui faire confiance (Tableau 2.6b).

Nous examinerons ensuite les niveaux de confiance vis-à-vis de 9 institutions et organes. Bien que les niveaux de confiance varient de manière significative entre les 15 États membres, la première chose que nous remarquons est la forte proportion de réponses "ne sait pas", particulièrement pour le Comité des Régions, le Comité Économique et Social et le Médiateur européen. Ces résultats expliquent en partie pourquoi les niveaux de confiance, comme nous le voyons sur le graphique de la page suivante, sont si faibles.



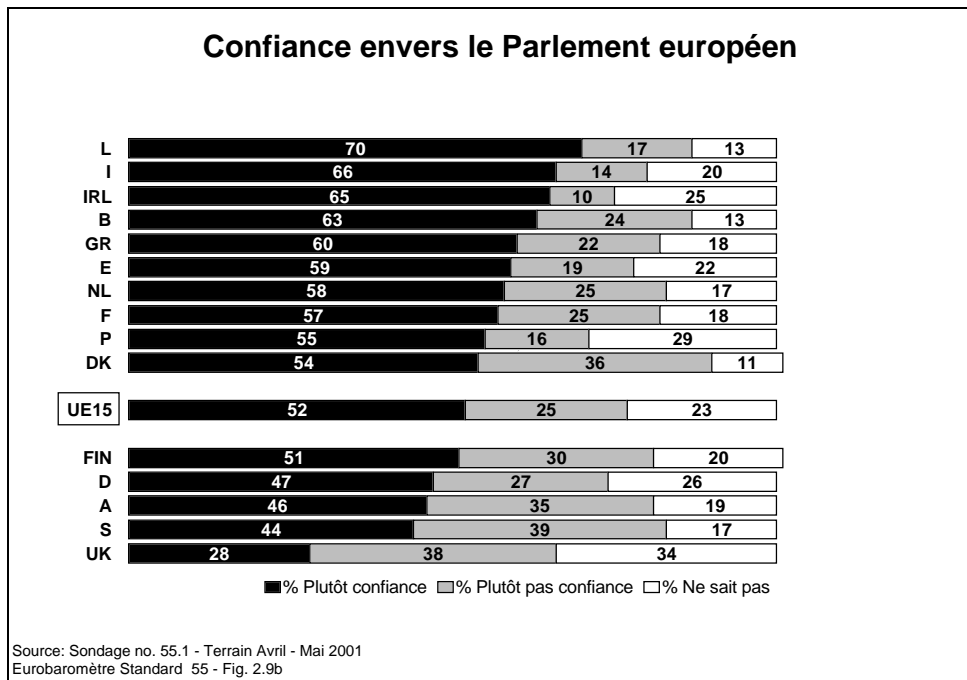
Avec 52%, le Parlement européen bénéficie de la plus grande confiance, suivi par la Cour de Justice (46%) et la Commission européenne (45%). Ces résultats sont identiques à ceux de l'automne 2000. Nous constatons néanmoins une baisse significative de la part des personnes qui ne font pas confiance à la Commission (-3)⁷.

Le tableau suivant montre, pour chaque Etat membre, les trois institutions et organes qui y inspirent le plus confiance. Le **Parlement européen** fait partie des trois premiers choix dans les 15 États membres. Il est en tête de liste dans 8 pays, vient en seconde place dans trois pays et en troisième place dans quatre autres pays. La **Cour de Justice** se trouve en tête de liste dans six pays, vient en seconde place dans deux pays et en troisième place dans quatre autres pays. L'Italie, l'Espagne et le Portugal sont les seuls pays où elle ne fait pas partie des trois premiers choix. La **Commission européenne** vient en seconde ou en troisième place dans neuf pays tandis que la **Banque centrale européenne** vient en seconde ou en troisième place dans sept pays. L'Espagne est le seul pays où le **Conseil des Ministres** fait partie des trois premiers choix. Le **Médiateur européen**, qui est finlandais, se trouve en tête de liste dans son pays d'origine mais ne fait pas partie des trois premiers choix des autres États membres (voir également tableau 2.7).

⁷ Voir Rapport Eurobaromètre 54, tableau 4.5.

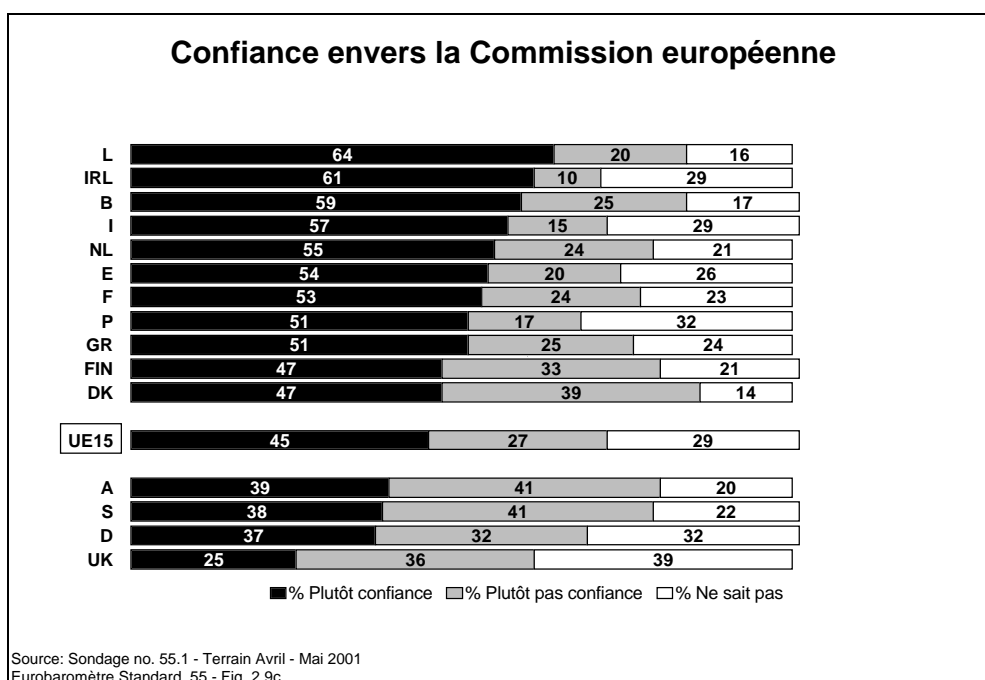
LES TROIS PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UE INSPIRANT LE PLUS CONFIANCE AUX CITOYENS (EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)	
Belgique	
Parlement européen	63
Commission européenne	59
Cour de Justice	51
Danemark	
Cour de Justice	67
Parlement européen	54
Banque centrale européenne	51
Allemagne	
Cour de Justice	53
Banque centrale européenne	50
Parlement européen	47
Grèce	
Parlement européen	60
Commission européenne	51
Cour de Justice	51
Espagne	
Parlement européen	59
Commission européenne	54
Conseil des Ministres	49
France	
Parlement européen	57
Commission européenne	53
Cour de Justice	45
Irlande	
Parlement européen	65
Commission européenne	61
Cour de Justice	56
Italie	
Parlement européen	66
Commission européenne	57
Banque centrale européenne	43
Luxembourg	
Parlement européen	70
Cour de Justice	69
Commission européenne	64
Pays-Bas	
Cour de Justice	65
Banque centrale européenne	63
Parlement européen	58
Autriche	
Cour de Justice	51
Parlement européen	46
Banque centrale européenne	44
Portugal	
Parlement européen	55
Commission européenne	51
Banque centrale européenne	49
Finlande	
Médiateur européen	59
Cour de Justice	56
Parlement européen	51
Suède	
Cour de Justice	52
Banque centrale européenne	44
Parlement européen	44
Royaume-Uni	
Cour de Justice	28
Parlement européen	28
Commission européenne	25

Si nous étudions ensuite plus en détails les résultats par pays pour le **Parlement européen**, nous constatons que les Luxembourgeois (70%), les Italiens (66%), les Irlandais (65%), les Belges (63%) et les Grecs (60%) sont les plus enclins à lui faire confiance. Les Suédois (39%), les Britanniques (38%) et les Danois (36%) sont les plus enclins à ne pas lui faire confiance. La part de réponses "ne sait pas" va de 11% au Danemark à 34% au Royaume-Uni.



Par rapport à l'automne 2000, les niveaux de confiance ont augmenté de manière significative au Luxembourg, au Danemark et aux Pays-Bas (tous +4). En France (-5), en Allemagne et au Royaume-Uni (tous deux -4), le public est à présent nettement moins enclin à ne pas faire confiance. Les niveaux de confiance ont chuté en Espagne (-12). C'est également le cas en Italie (-5) mais dans ce pays nous constatons également une baisse de la part de personnes qui ne lui font pas confiance (-3) accompagnée d'une augmentation des réponses "ne sait pas". La part des personnes sans opinion a augmenté dans tous les États membres, bien que cette augmentation ne soit significative que dans 9 pays⁸.

Si nous examinons les résultats par pays pour la **Commission européenne**, nous constatons que plus de 6 personnes sur 10 au Luxembourg (64%) et en Irlande (61%) lui font confiance. Plus de la moitié de la population de sept autres pays fait également confiance à la Commission européenne. Les Suédois, les Autrichiens (tous deux 41%), le Danemark (39%) et le Royaume-Uni (36%) sont les plus susceptibles de ne pas faire confiance à cette institution européenne. La part de réponses "ne sait pas" va de 14% au Danemark à 39% au Royaume-Uni.



⁸ Voir Rapport Eurobaromètre 54, tableau 4.5.

Les revirements qui ont eu lieu depuis l'automne 2000 sont identiques à ceux que nous avons notés ci-dessus pour le Parlement européen. Le public a donné une réponse plus positive au Danemark, en France, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Suède, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Portugal et en Belgique soit en étant plus enclin à faire confiance à la Commission, soit en étant moins enclin à ne pas lui faire confiance, soit les deux. Nous remarquons une évolution négative en Espagne et en Italie mais une fois encore, dans ce dernier pays, nous constatons également une baisse de la part des personnes qui ne lui font pas confiance et une augmentation des réponses "ne sait pas". La part des personnes qui sont sans opinion a également augmenté de manière significative dans 9 États membres⁹.

Pour finir, nous étudierons le niveau de confiance médian pour les 9 institutions et organes dans chaque État Membre¹⁰. Comme le montre le tableau suivant, la moyenne la plus élevée est enregistrée au Luxembourg (61%) et la plus basse au Royaume-Uni (18%).

Confiance dans les institutions et organes de l'UE	
(résultat médian - % déclarant faire confiance aux 9 institutions et organes, par pays)	
Pays	Médiane
Luxembourg	61
Irlande	51
Pays-Bas	48
Finlande	47
Danemark	46
Portugal	45
Espagne	45
Belgique	43
Italie	41
Grèce	41
France	40
Autriche	39
Suède	38
UE15	37
Allemagne	37
Royaume-Uni	18

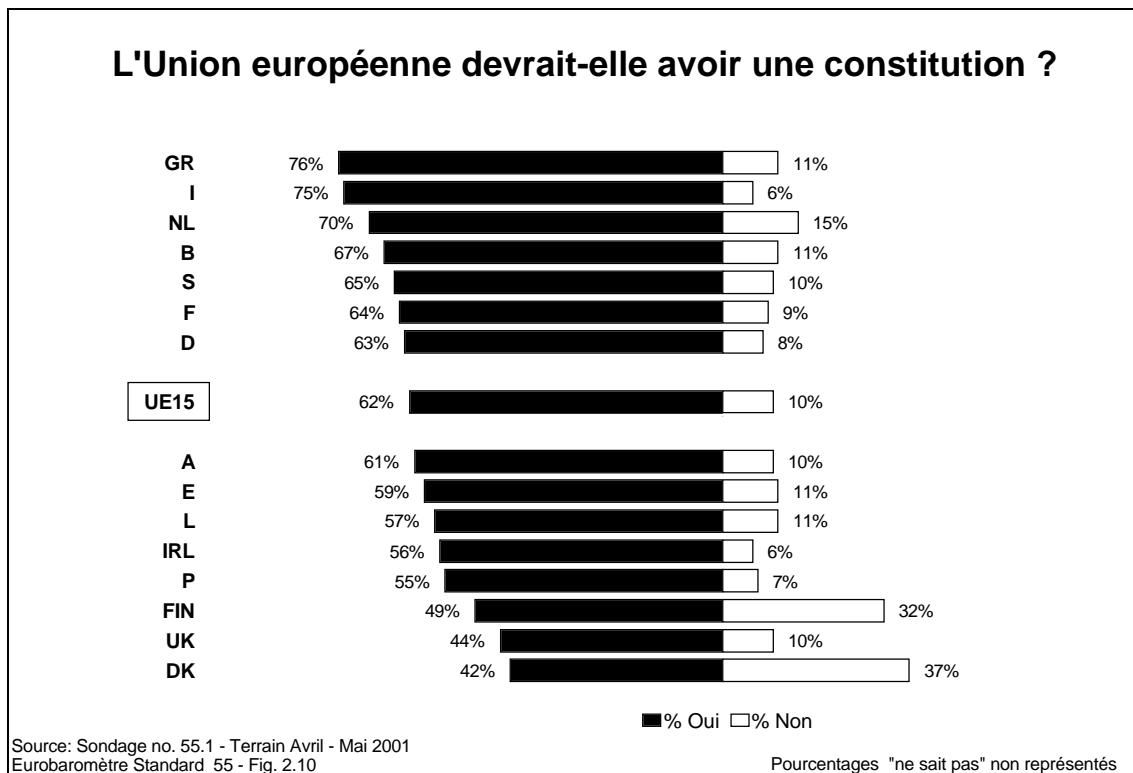
2.5. Soutien à une constitution de l'Union européenne

Dans une déclaration sur l'avenir de l'Union, annexée au Traité de Nice, la Conférence Intergouvernementale appelle à un débat plus approfondi et plus étendu sur l'avenir de l'Union européenne. L'un des points pouvant être discutés serait de savoir si l'Union européenne devrait se doter d'une constitution en vue du prochain élargissement.

⁹ Voir également Rapport Eurobaromètre 54, tableau 4.5.

¹⁰ Nous préférons montrer le résultat médian du "% de confiance" plutôt que la moyenne car la médiane est la mesure appropriée de la tendance centrale dans les distributions présentant des valeurs extrêmes. Encore une fois, nous rappelons aux lecteurs que les faibles niveaux de confiance sont principalement compensés par des niveaux élevés de réponses "ne sait pas" et non par des niveaux élevés d'absence de confiance.

Dans ce contexte, l'étude a mesuré les points de vue des citoyens vis-à-vis d'une Constitution de l'Union européenne. Les résultats révèlent que 62% des citoyens de l'UE pensent que l'UE devrait avoir une constitution contre 10% qui y sont opposés. Les 29% restants sont sans opinion.



Dans les 15 États membres, la majorité du public soutient cette idée. Néanmoins, nous notons une variation considérable parmi les pays avec des niveaux de soutien allant de 76% en Grèce à 42% au Danemark. Le niveau de réponses "ne sait pas" est élevé et va de 13% en Grèce à 47% au Royaume-Uni. Par conséquent, le niveau d'opposition catégorique à une constitution est faible. Dans la plupart des pays environ 1 personne sur 10 seulement y est opposée, sauf au Danemark (37%) et en Finlande (32%).

Par rapport au printemps 2000, lorsque la question a été précédemment posée, nous constatons que dans la plupart des pays le public est à présent plus enclin à ne pas avoir d'opinion. L'Irlande est le seul pays où le public exprime plus volontiers une opinion avec une augmentation de 3 pour-cent enregistrée à la fois pour le soutien et pour l'opposition à une Constitution. Bien que les niveaux d'opposition restent faibles, une augmentation de ces niveaux peut être relevée dans la plupart des pays ayant pour conséquence des niveaux inférieurs de soutien à une Constitution européenne dans 14 des 15 États membres (Tableau 2.8a).

Les analyses démographiques montrent que le soutien à une constitution est au plus haut parmi les cadres (72%), les personnes ayant poursuivi des études à plein temps jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (71%) et les indépendants (69%). L'opposition est faible et va de 7% parmi les employés à 12% parmi les personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus et parmi les chômeurs. Nous pouvons donc principalement expliquer les différences des niveaux de soutien par les variations relativement importantes dans la proportion de réponses « ne sait pas ».

Comme nous pouvions nous y attendre, les personnes qui pensent en savoir beaucoup sur l'Union européenne sont nettement plus enclines à avoir une opinion que celles qui pensent ne pas savoir grand chose à son sujet. Le tableau suivant montre que les niveaux de soutien sont nettement plus élevés au sein du premier groupe (79%) qu'au sein du second (51%).

Soutien à une Constitution européenne par rapport aux connaissances sur l'UE (en %)			
	Niveau de connaissance élevé	Niveau de connaissance moyen	Niveau de connaissance faible
% favorables	79	70	51
% opposés	12	10	9
% ne sait pas	9	20	40
<i>% Total</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

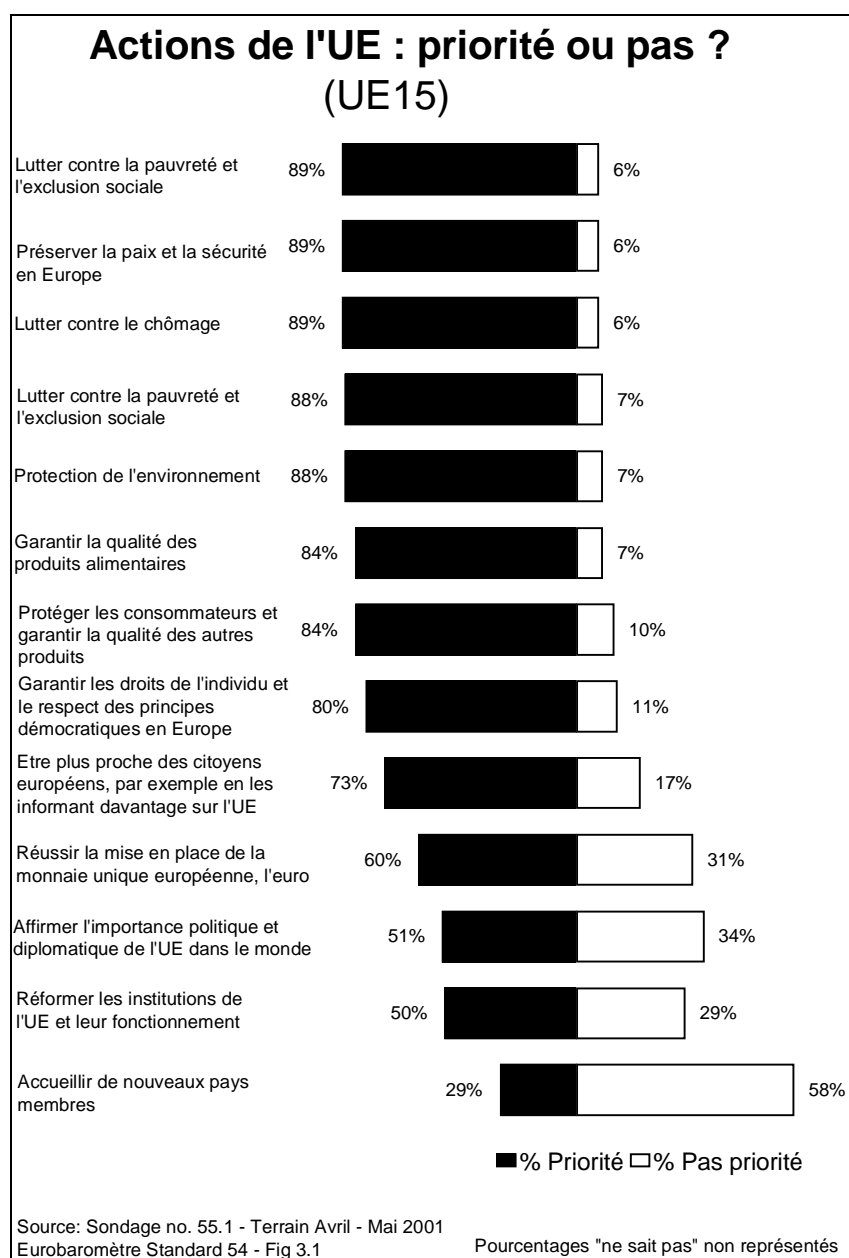
Il n'est pas surprenant de constater que les partisans de l'UE sont plus enclins à être en faveur d'une constitution que ses opposants (74% contre 49%). 21% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme une mauvaise chose sont opposés à une constitution contre 8% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE (Tableau 2.8b).

3. Soutien aux questions politiques actuelles

Ce chapitre présente les constatations tirées de questions qui mesurent le soutien du public et la connaissance qu'il possède de certaines questions politiques actuelles de l'Union. Ce chapitre commence par examiner dans quelle mesure l'opinion publique européenne considère les activités actuelles de l'Union comme des priorités. Il étudie ensuite le soutien aux principales questions politiques comme l'euro, l'élargissement et les politiques étrangères et de défense. Les deux dernières sections de ce chapitre examinent plus en détail les attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'euro et de l'élargissement.

3.1. Soutien aux priorités de l'Union

Depuis des années, l'Eurobaromètre contient une question qui mesure à quel point le public considère les actions actuelles de l'Union comme des priorités¹¹.



¹¹ Pour une description du Programme de Travail de la Commission pour l'année 2001, voir http://www.europa.eu.int/comm/off/work_programme/index_fr.htm.

Le Conseil européen spécial de Stockholm, qui a eu lieu les 23 et 24 mars 2001, a été le premier d'une série de sommets visant à ce que l'Union européenne devienne l'économie du savoir la plus compétitive du monde, capable d'une croissance économique durable avec de plus nombreux et de meilleurs emplois, une plus grande cohésion sociale. La « Stratégie de Lisbonne » a été conçue pour permettre à l'Union de retrouver des conditions de plein emploi et montre l'implication de l'UE dans la lutte contre le chômage.

Les résultats de l'enquête montrent qu'en moyenne, 89% des citoyens de l'UE pensent que la lutte contre le chômage devrait être une priorité pour l'UE. Les résultats par pays vont de 77% au Royaume-Uni à 96% en Grèce et au Portugal. Dans un domaine lié à celui-ci, nous constatons que 89% des citoyens de l'UE pensent également que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale devrait être une priorité. Les résultats par pays vont ici de 82% au Royaume-Uni à 97% au Portugal.

Plus de 8 Européens sur 10 pensent également que le maintien de la paix et de la sécurité en Europe, la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue, la protection de l'environnement et des consommateurs ainsi que la garantie de la qualité des produits devraient être des actions prioritaires pour l'Union européenne.

L'opinion publique accueille bien l'objectif de l'Union européenne visant à se rapprocher des citoyens. En moyenne, 73% des citoyens de l'UE pensent que cet objectif devrait être une priorité. A l'échelle des pays, nous constatons que le soutien accordé à cette priorité varie de 54% au Royaume-Uni à 87% aux Pays-Bas.

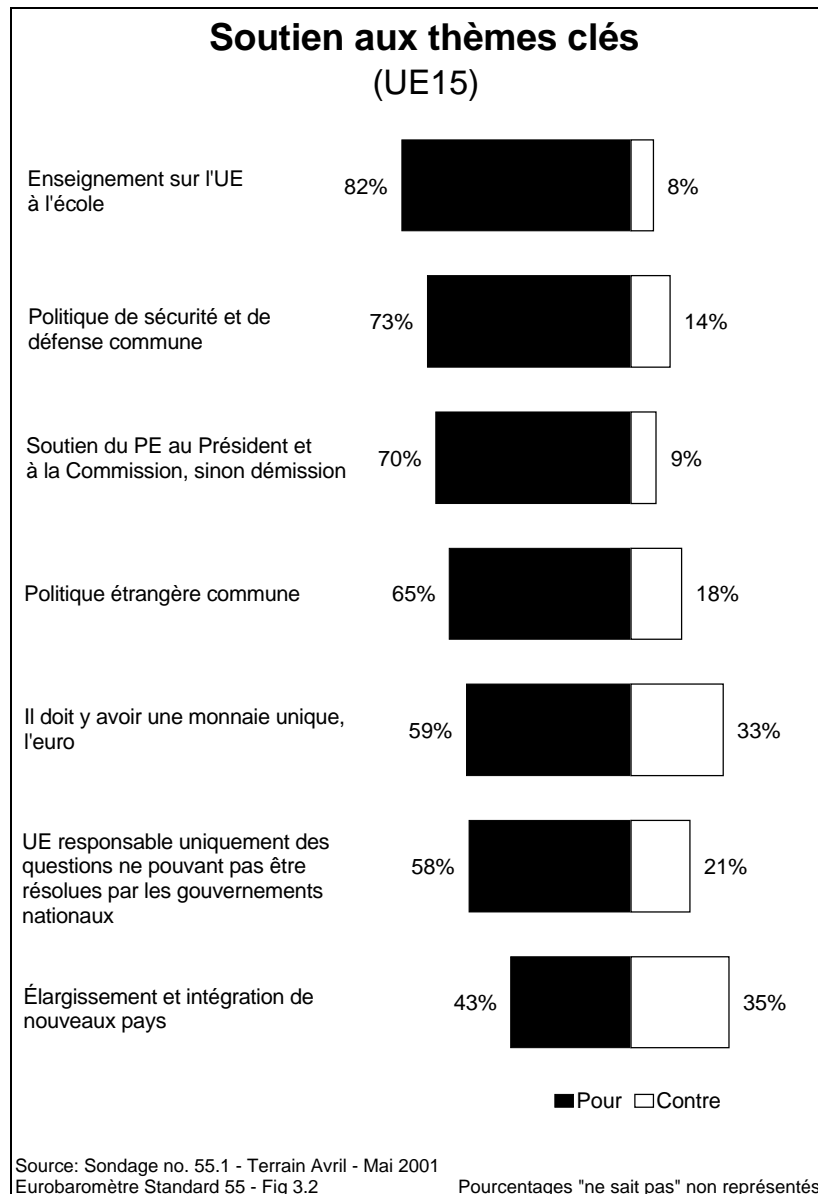
Le Traité de Nice, signé le 26 février 2001, reprend nombre des questions politiques discutées au cours de la Conférence Intergouvernementale 2000 (CIG) tout en visant à réformer les institutions de l'Union européenne en vue de l'élargissement¹². Nous remarquons d'importantes différences d'opinion de pays à pays en ce qui concerne le besoin d'une réforme. Les Danois (73%) sont les plus enclins à considérer ce point comme une priorité pour l'UE les Britanniques et les Belges (tous deux 44%) sont les moins enclins à partager ce point de vue.

Le graphique de la page ci-contre montre que 60% des citoyens de l'UE pensent que la mise en place de l'euro devrait être une priorité. 68% des citoyens des 12 pays de la zone euro partagent ce point de vue. Comme nous pouvions nous y attendre, seuls 26% des personnes vivant dans les pays hors de la zone euro (Danemark, Suède et Royaume-Uni) pensent que la mise en place de l'euro devrait être une priorité de l'Union européenne. Bien que l'élargissement ne soit toujours considéré comme une priorité que par une minorité du public, la tendance est actuellement plus au soutien de cet objectif qu'elle ne l'était à l'automne 2000 : 29% du public le considère aujourd'hui comme une priorité (+3) (voir également tableau 3.1).

3.2. Soutien aux questions clés

Depuis 1993, l'Eurobaromètre a sondé l'opinion publique sur un certain nombre de questions clés de l'Union européenne. Certaines de ces questions concernent clairement des politiques de l'Union tandis que d'autres sont liées à des procédures démocratiques qui gouvernent la manière dont fonctionne l'Union européenne.

¹² Pour plus de détails concernant la réforme, visitez le site Web de la CIG de la Commission : http://www.europa.eu.int/comm/archives/igc2000/index_fr.htm.



Dans les 15 États membres, le public s'accorde à penser que les enfants devraient apprendre à l'école le fonctionnement des institutions de l'Union européenne. Les niveaux de soutien varient de 65% au Royaume-Uni à 90% au Luxembourg et en Suède.

Le Traité de Nice parle également d'ébauche progressive d'une politique de défense commune. En moyenne, 73% des citoyens de l'UE sont favorables à une politique de défense commune, les Grecs étant les plus enclins à soutenir ce projet (87%) et les Finlandais (40%), les Suédois (38%) étant les plus enclins à s'y opposer. Le soutien à une politique extérieure commune obtient 65% des suffrages, les niveaux de soutien les plus élevés étant enregistrés en France (75%) et les niveaux d'opposition les plus élevés étant enregistrés en Finlande (39%).

Au Danemark (86%) et en Suède (81%), où beaucoup de personnes pensent que l'UE a trop de pouvoir et que les mesures pour contrôler ce pouvoir sont insuffisantes, nous constatons un soutien important concernant la notion selon laquelle le Président de la Commission européenne ainsi que les membres de la Commission devraient avoir le soutien de la majorité au Parlement européen. Toutefois, aux Pays-Bas, en Finlande et en Grèce, où le public est généralement assez positif vis-à-vis de l'UE, 8 personnes sur 10 soutiennent également ce principe.

Le soutien au principe de subsidiarité, la notion selon laquelle l'Union européenne ne devrait être responsable que des problèmes ne pouvant être gérés efficacement par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, est de 58%. Les Grecs (67%), les Irlandais et les Italiens (tous deux 66%) sont les plus enclins à se montrer favorables à ce principe tandis que le soutien atteint son niveau le plus bas au Royaume-Uni (41%). Toutefois, la part des personnes sans opinion pour cette question est élevée et varie de 11% en Grèce à 30% au Royaume-Uni.

Le soutien à la monnaie unique est de 59%, contre 55% à l'automne 2000. L'opinion des Européens sur la monnaie unique est examinée plus en détails dans les sections 3.3 et 3.4 ci-dessous. 43% des citoyens de l'UE sont d'accord pour dire que l'Union européenne devrait être élargie et inclure de nouveaux pays. L'élargissement est étudié plus en détails dans les sections 3.5 à 3.8 (Tableau 3.2).

Le tableau suivant indique, pour chaque État membre¹³, le niveau de soutien moyen aux 7 questions clés présentées dans cette enquête. Comme on peut le constater, le soutien à ces questions clés tend à être au plus haut en Grèce et au plus bas au Royaume-Uni.

% MOYEN DE SOUTIEN AUX 7 QUESTIONS CLES PAR PAYS	
Pays	% Moyen de Soutien
Grèce	78
Luxembourg	73
Italie	71
Belgique	70
Pays-Bas	69
Espagne	68
France	68
Irlande	67
Allemagne	66
UE15	64
Portugal	63
Finlande	61
Danemark	60
Autriche	58
Suède	58
Royaume-Uni	44

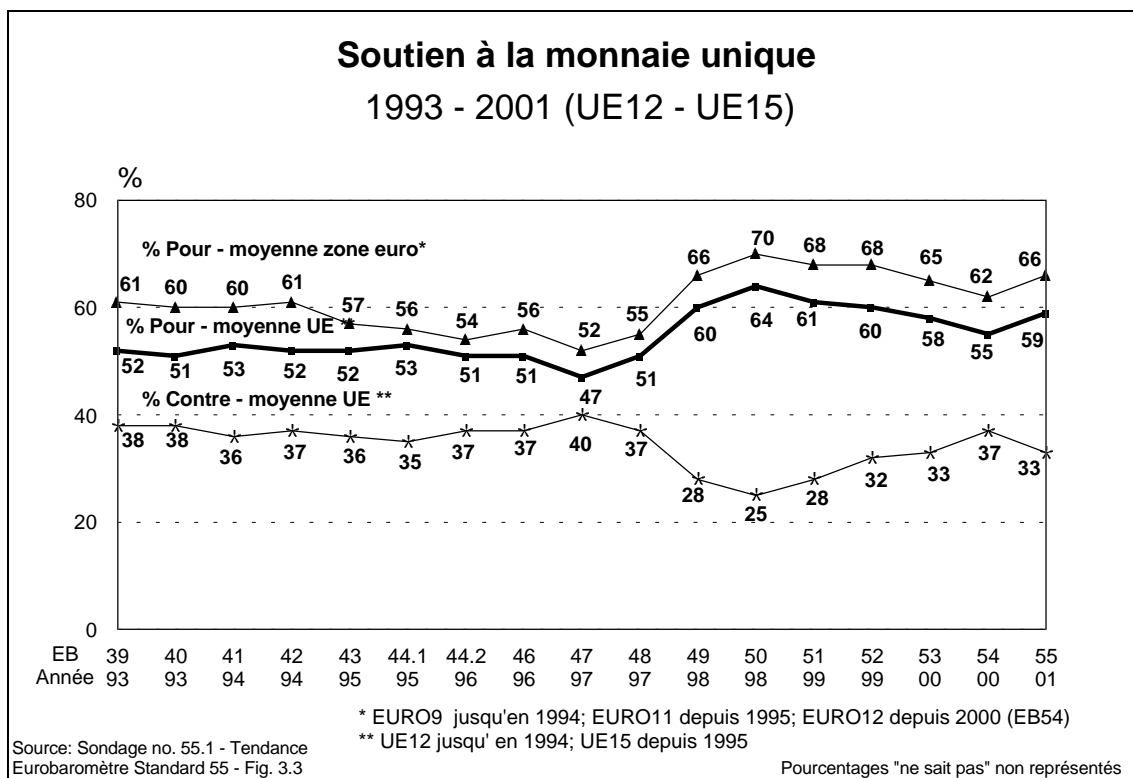
¹³ Les lecteurs devraient noter que dans certains pays les faibles niveaux de soutien correspondent à un niveau élevé de réponses "ne sait pas" et non à de forts niveaux d'opposition.

3.3. Soutien à la monnaie unique

Douze des quinze États membres¹⁴ ont introduit la monnaie unique européenne, l'euro et dans quelques mois ces 12 nations passeront à l'utilisation des billets et des pièces en euros. La Grèce, ayant répondu aux conditions économiques exigées pour se joindre à la monnaie unique, a rejoint la zone euro en janvier 2001.

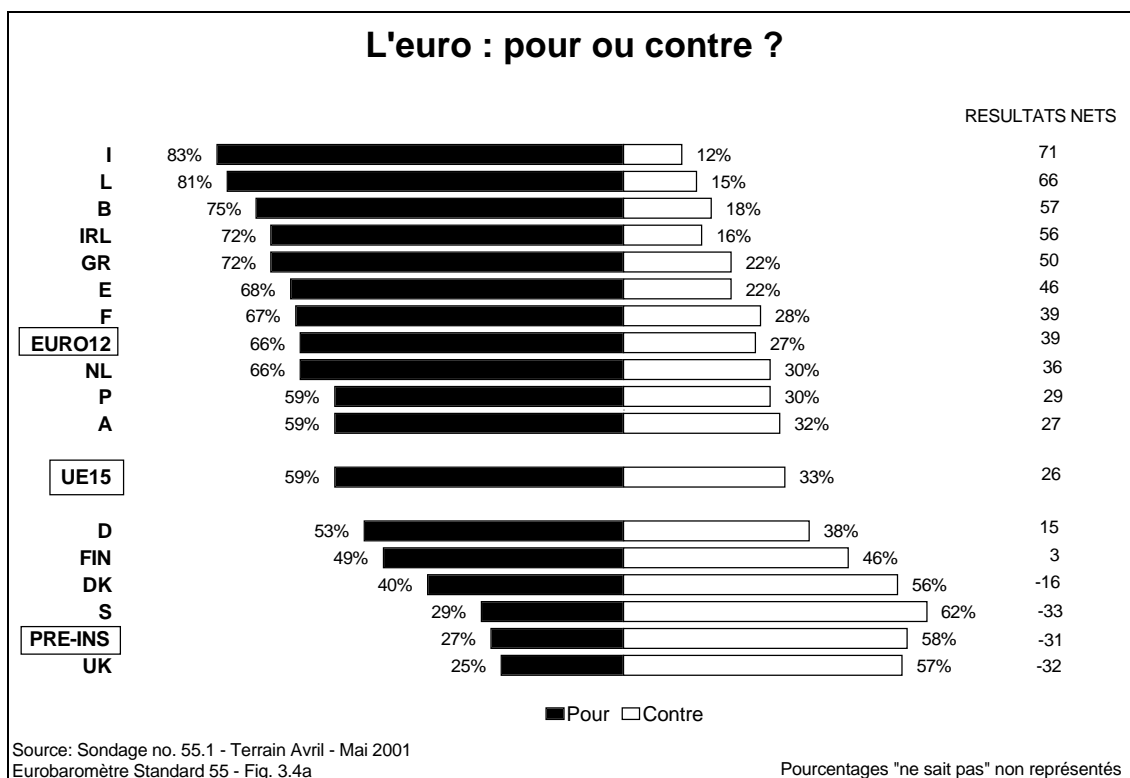
Les résultats de l'Eurobaromètre du printemps 2001 montrent que 59% des citoyens de l'UE s'accordent à dire qu'il doit y avoir une monnaie unique, l'euro, qui remplace les monnaies nationales des États membres de l'Union européenne tandis que 33% y sont opposés. Les 9% restants n'ont pas d'opinion. Le soutien à l'euro est nettement plus élevé dans les pays "EURO 12" que dans les 3 autres pays (66% contre 27%).

Le graphique suivant montre l'évolution du soutien du public à l'euro depuis que l'Eurobaromètre l'a mesuré pour la première fois en 1993.



Comme nous pouvons le voir, le soutien du public a nettement augmenté pendant la période précédant l'introduction de l'euro, le 1er janvier 1999, atteignant un record de 64% à l'automne 1998. Le soutien a ensuite chuté pour atteindre son niveau le plus bas, 55%, à l'automne 2000. Tandis que l'euro offre les avantages escomptés pour l'économie européenne, sa valeur vis-à-vis de monnaies étrangères majeures comme le Dollar US et la Livre Sterling a nettement chuté depuis son introduction, bien qu'il ait retrouvé un peu de sa valeur au cours des derniers mois. L'impression de faiblesse de l'euro explique peut-être qu'une partie du public (33%) manque d'enthousiasme à abandonner sa propre monnaie. Cependant, la dernière enquête montre que le soutien à l'euro a augmenté de 4 pour-cent depuis l'automne 2000, couplée à une baisse égale des niveaux d'opposition.

¹⁴ Ces pays sont l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. Dans tout le reste de ce rapport, nous ferons référence à ce groupe comme étant les pays "EURO 12". Les 3 pays situés hors de la zone euro sont le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni. Nous les appellerons les pays "pré-euro".

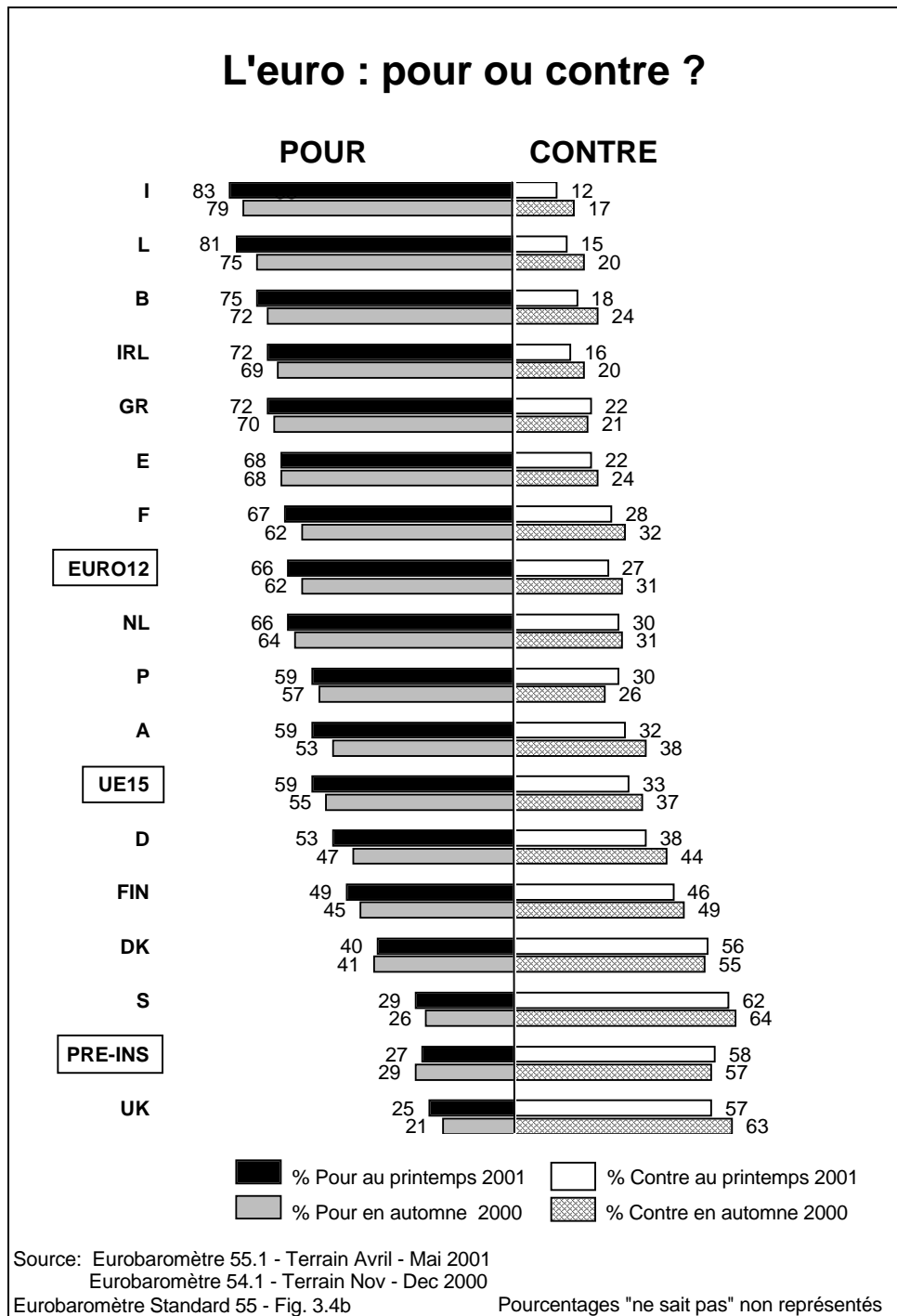


Le graphique ci-dessus révèle que le soutien à l'euro dans les pays "EURO 12" est au plus haut en Italie (83%) et au Luxembourg (81%) et qu'au moins 7 personnes sur 10 y sont favorables en Belgique, en Irlande et en Grèce. En Espagne, en France et aux Pays-Bas, plus de 6 personnes sur 10 soutiennent l'euro et plus de 5 personnes sur 10 le soutiennent au Portugal, en Autriche et en Allemagne. La Finlande est le seul pays "EURO 12" où le soutien à l'euro est juste inférieur à 50%, bien que, comme dans tous les autres pays, les partisans à l'euro soient plus nombreux que les opposants.

Parmi les pays "pré-euro", le soutien est au plus haut au Danemark (40%) tandis qu'au Royaume-Uni et en Suède moins de 3 personnes sur 10 sont en faveur de la monnaie unique. Dans ces trois pays, plus de la moitié de la population est opposée à l'euro.

Une analyse de l'évolution des mouvements des niveaux de soutien depuis l'automne 2000 dans les pays "EURO 12" révèle que le soutien à l'euro a augmenté dans de nombreux pays. Nous enregistrons la plus forte augmentation en Allemagne, en Autriche et au Luxembourg (tous +6), suivis par la France (+5), l'Italie, la Finlande (tous deux +4), la Belgique et l'Irlande (tous deux +3). Nous n'avons noté aucun changement significatif aux Pays-Bas, en Grèce et en Espagne. Le Portugal est le seul pays où nous relevons une augmentation des niveaux d'opposition (+4), bien que les niveaux de soutien y aient également augmenté (+2), avec pour résultat un nombre réduit de réponses "ne sait pas".

L'étude des pays "pré-euro" montre que les Britanniques sont à présent plus enclins à soutenir l'euro (+4) tandis que les niveaux d'opposition ont chuté de 6 pour-cent. Le soutien à la monnaie unique a également augmenté en Suède (+3). Nous n'enregistrons aucun changement significatif au Danemark (Tableau 3.3a).

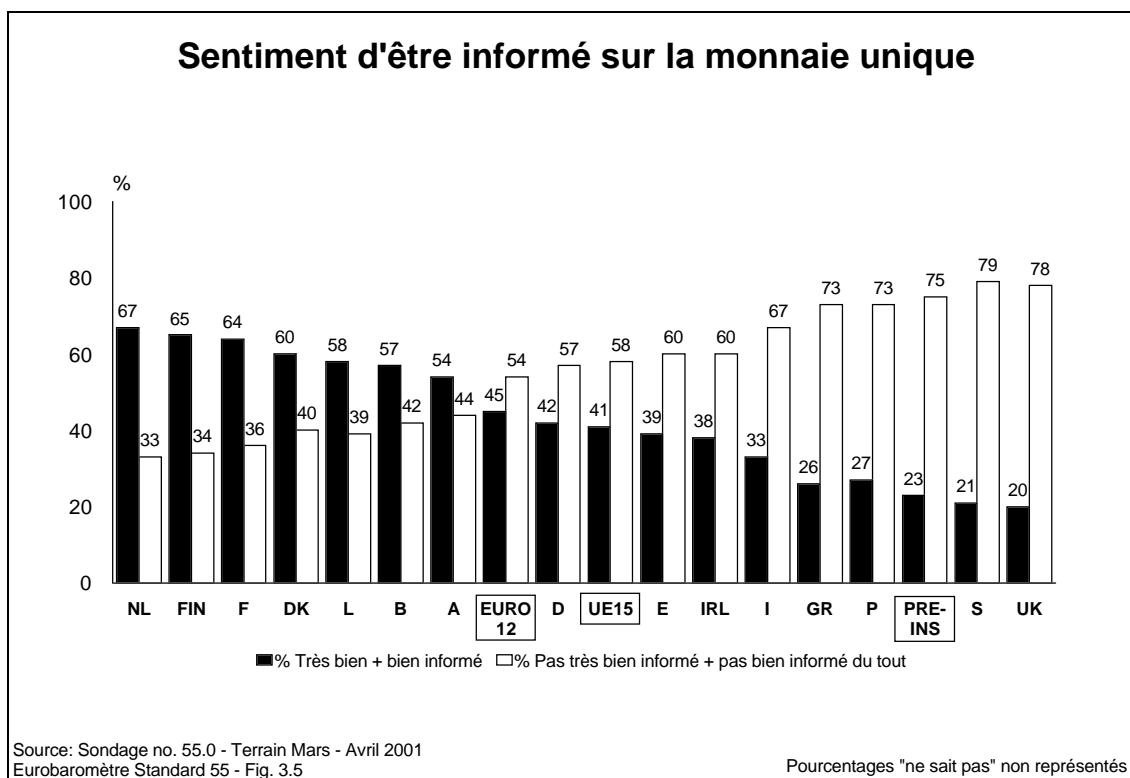


Au sein des différents groupes démographiques de la population, le soutien à l'euro est au plus haut parmi les indépendants (70%), les personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (69%) et les étudiants (67%). Nous notons les niveaux d'opposition les plus élevés parmi les travailleurs manuels et les personnes retraitées (tous deux 39%).

Au niveau attitudinal, nous constatons que l'écart des niveaux de soutien entre les personnes qui considèrent que l'appartenance de leur pays est une bonne chose (81%) et les personnes qui considèrent cette appartenance comme une mauvaise chose (20%) reste très important (Tableau 3.3b).

3.4. Informations concernant la monnaie unique¹⁵

Au printemps 2001, 41% des citoyens de l'UE se sentaient très bien ou bien informés sur la monnaie unique. 58% des répondants déclarent ne pas se sentir bien informés. Les 1% restants sont sans opinion. Les niveaux d'information sont plus bas qu'à l'automne 2000. A cette époque, 45% des citoyens de l'UE estimaient bien informés.



Les analyses par pays montrent que les niveaux d'information sont toujours plus élevés dans les pays "EURO 12" (45%) que dans les pays "pré-euro" (23%). Si nous étudions d'abord les pays "EURO 12", nous constatons qu'aux Pays-Bas (67%) les citoyens sont les plus susceptibles de se sentir bien informés, suivis par la Finlande (65%), la France (64%), le Luxembourg (58%) et la Belgique (57%). Les Portugais (27%) et les Grecs (26%) les citoyens sont toujours les moins enclins à se sentir bien informés. Dans tous les autres pays "EURO 12" au moins un tiers de la population se sent bien informée.

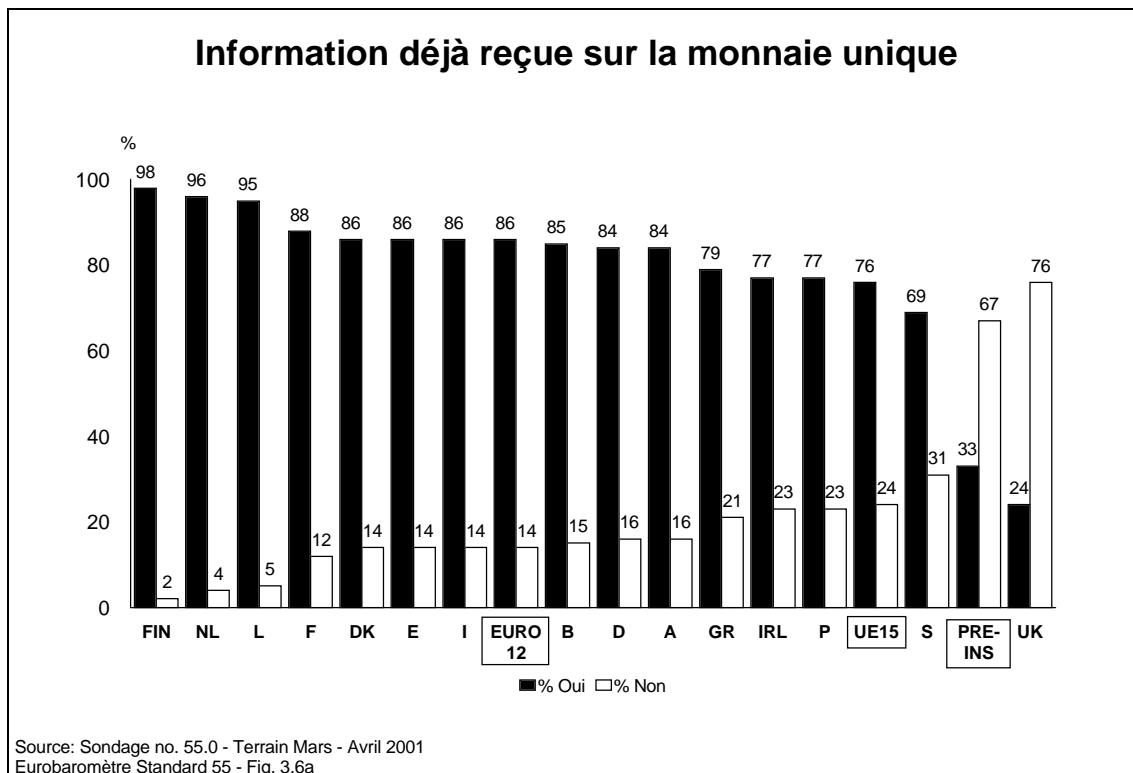
Par rapport à l'automne 2000, nous constatons que la France (+8) et la Finlande (+3) sont les 2 seuls pays "EURO 12" où les niveaux d'information ont nettement augmenté. Nous enregistrons la baisse la plus importante en Allemagne (-12) et au Luxembourg (-9), suivis par l'Autriche, l'Espagne, l'Irlande (tous -6), la Belgique (-5) et l'Italie (-4). Nous n'avons noté aucun changement significatif dans les 3 autres pays "EURO 12". Si nous observons les mouvements qui se sont produits entre le printemps et l'automne 2000 et que nous les comparons aux plus récentes évolutions, il devient évident que les niveaux d'information dans les pays "EURO 12" varient énormément d'une période à une autre et qu'il semble n'y avoir aucune tendance claire dans l'une ou l'autre direction dans la plupart de ces pays.

Si nous étudions les pays "pré-euro", nous constatons que 60% des Danois se sentent très bien ou bien informés. Ce chiffre est nettement moins élevé qu'à l'automne 2000 (-7), période où les niveaux d'information étaient clairement influencés par les nombreuses informations fournies au public danois au cours du référendum sur l'euro du mois de septembre 2000. Au Royaume-Uni et en Suède, seules 2 personnes sur 10 environ se sentent bien informées sur l'euro. Dans ces deux pays, les niveaux d'information sont à présent nettement plus faibles qu'à l'automne 2000 (Tableau 3.4a)

¹⁵ Les questions étudiées dans cette section ont été posées au cours de la première vague de l'Eurobaromètre 55, réalisée entre le 5 mars et le 24 avril 2001.

Les analyses démographiques montrent que les hommes sont nettement plus enclins que les femmes à se sentir bien informés sur l'euro (48% contre 34%). Parmi les différents groupes d'âge, les personnes âgées de 40 à 54 ans sont les plus susceptibles de se sentir bien informées (45%) tandis que les personnes âgées de 55 ans et plus sont les moins susceptibles de se sentir bien informées (36%). Les niveaux d'information dépendent fortement de l'âge auquel les répondants ont quitté l'éducation à temps plein. Seulement 26% des personnes qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 15 ans se sentent bien informées, contre 59% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus. Au sein des différentes catégories professionnelles, nous constatons que les cadres sont les plus enclins à se sentir bien informés (59%) tandis que seulement 29% des personnes au foyer se sentent bien informées.

Le graphique suivant montre que 3 citoyens de l'UE sur 4 déclarent avoir reçu des informations sur l'euro.

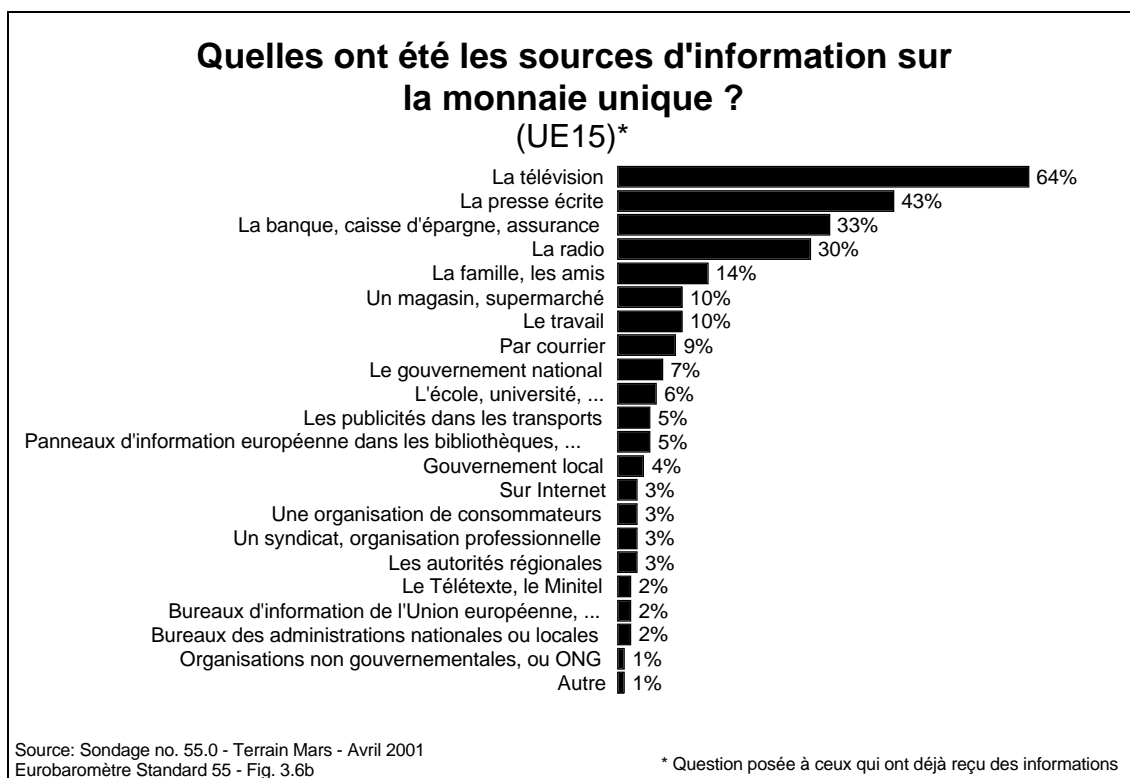


Dans tous les pays "EURO 12" au moins 3 personnes sur 4 déclarent avoir reçu des informations sur l'euro dans des proportions variant de 77% au Portugal et en Irlande à 98% en Finlande.

Dans la plupart des pays "EURO 12", la part des personnes ayant reçu des informations concernant l'euro n'a pas changé. Toutefois, au Portugal, nous constatons que la population est à présent nettement plus encline à déclarer avoir reçu des informations (+16). Tandis que ce chiffre peut aider à expliquer pourquoi les Portugais ont à présent légèrement plus tendance à se sentir bien informés concernant l'euro, cette hypothèse n'est pas soutenue par des développements dans d'autres pays. Dans plusieurs pays, les niveaux d'information ont baissé en dépit du fait que les niveaux d'information reçues soient restés identiques ou aient augmenté.

Parmi les pays "pré-euro", nous constatons que 86% des Danois déclarent avoir reçu des informations concernant la monnaie unique contre 100% à l'automne 2000. Avant le référendum sur l'euro de septembre 2000, tous les Danois ont reçu des informations de leur gouvernement local. Les derniers résultats indiquent que seulement 3% des Danois ont reçu des informations concernant l'euro de la part de leur gouvernement local. En Suède, 69% des répondants déclarent avoir reçu des informations concernant l'euro contre 73% à l'automne 2000. Seuls 24% des Britanniques ont reçu des informations concernant la monnaie unique, ce qui représente 3 pour-cent de moins qu'à l'automne 2000.

Comme le montre le graphique suivant, le public a plus tendance à déclarer avoir reçu des informations sur l'euro par le biais de la télévision (64%), soit cinq pour-cent de plus qu'à l'automne 2000. 43% des répondants déclarent avoir reçu des informations par le biais de la presse écrite (+4) et 33% par le biais d'institutions financières (-2). Trois répondants sur dix déclarent avoir obtenu des informations par le biais de la radio (+4). Toutes les autres sources comprises dans le questionnaire ont été choisies par moins de 2 répondants sur 10¹⁶.



Le tableau suivant montre que la télévision, les journaux et magazines, les institutions financières, sont les sources les plus fréquemment mentionnées dans tous les pays "EURO12", à l'exception de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, du Luxembourg et du Portugal. Dans ces pays, la radio et non les institutions financières est l'une des trois sources les plus fréquemment mentionnées, sauf au Portugal où les amis et la famille viennent en troisième place. En toute logique, les institutions financières ne font pas non plus partie des trois premiers choix dans les pays "pré-euro". Dans ces pays, la radio vient en troisième place. Tandis que nous notons peu de variation entre les nations, dans les sources faisant partie des trois premiers choix, nous notons en revanche une grande variation du nombre de personnes qui déclarent avoir reçu des informations de chacune des sources (voir également tableau 3.5).

¹⁶ Le total combiné des réponses dépasse le pourcentage de personnes ayant reçu des informations car les répondants pouvaient lister n'importe laquelle des sources présentées dont ils avaient reçu des informations. Pour les résultats de l'automne 2000, voir tableau 5.6 du Rapport Eurobaromètre n° 54.

LES TROIS SOURCES PRINCIPALES D'OU LA POPULATION TIRE SES INFORMATIONS SUR L'EURO (EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)		
Belgique		
Télévision		65
Institutions financières		54
Journaux, magazines		46
Danemark		
Télévision		79
Journaux, magazines		61
Radio		47
Allemagne		
Télévision		68
Journaux, magazines		56
Institutions financières		41
Grèce		
Télévision		68
Journaux, magazines		35
Radio		24
Espagne		
Télévision		77
Journaux, magazines		34
Radio		34
France		
Télévision		73
Institutions financières		63
Journaux, magazines		44
Irlande		
Télévision		42
Institutions financières		39
Journaux, magazines		30
Italie		
Télévision		74
Journaux, magazines		48
Radio		24
Luxembourg		
Télévision		79
Journaux, magazines		62
Radio		62
Pays-Bas		
Télévision		86
Institutions financières		66
Journaux, magazines		64
Autriche		
Télévision		59
Journaux, magazines		52
Institutions financières		50
Portugal		
Télévision		69
Journaux, magazines		27
Amis et famille		21
Finlande		
Télévision		80
Journaux, magazines		75
Institutions financières		47
Suède		
Télévision		62
Journaux, magazines		50
Radio		35
Royaume-Uni		
Télévision		18
Journaux, magazines		13
Radio		6

3.5. Soutien à l'élargissement

L'Union européenne projette de s'élargir vers le sud et l'est et, nouveaux pays devraient être en mesure de rejoindre l'Union d'ici quelques années. Treize pays candidats prennent actuellement part au processus d'accession¹⁷.

La section 3.2 ci-dessus a déjà mentionné que 43% des répondants s'accordent à dire que l'Union européenne devrait s'élargir et inclure de nouveaux pays. 35% ne sont pas d'accord et 23% sont sans opinion.



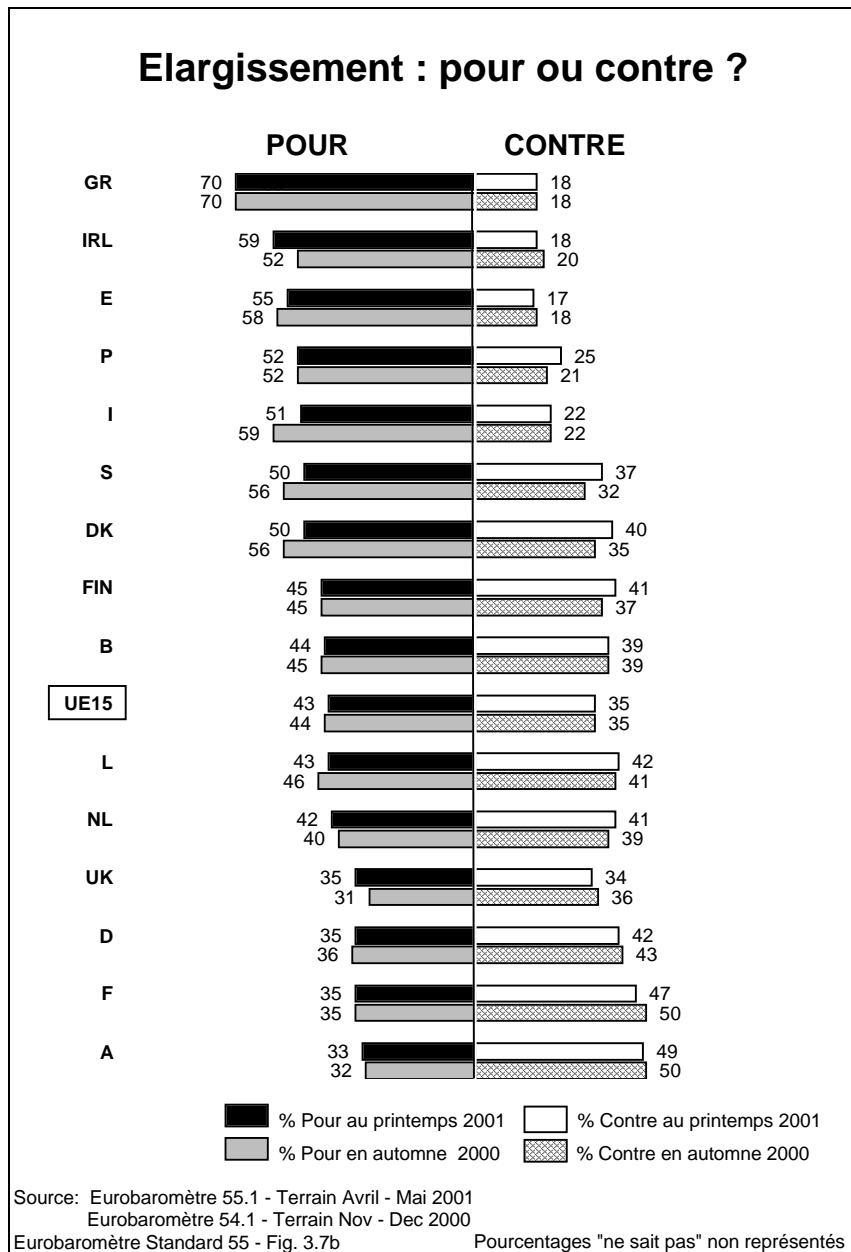
Les résultats par pays montrent que le soutien à l'élargissement est au plus haut en Grèce (70%), suivie à distance par l'Irlande (59%)¹⁸, l'Espagne (55%), le Portugal (52%), l'Italie (51%), la Suède et le Danemark (tous deux 50%). Les Autrichiens (49%) et les Français (47%) sont les plus enclins à s'opposer à l'élargissement.

Depuis l'automne 2000, le soutien à l'élargissement a nettement augmenté en Irlande (+7) et au Royaume-Uni (+4) et les niveaux d'opposition ont nettement baissé en France (-3). Les Danois et les Suédois ont à présent moins tendance à être en faveur de l'élargissement (-6). Nous enregistrons également une baisse des niveaux de soutien en Italie (-8), en Espagne et au Luxembourg (tous deux -3) mais, contrairement au Danemark et à la Suède, nous ne constatons aucune augmentation significative des niveaux d'opposition dans ces pays. Le Portugal et la Finlande (tous deux +4) sont les seuls pays, à l'exception du Danemark et de la Suède, où les niveaux d'opposition ont augmenté (Tableau 3.6a).

¹⁷ Les 13 pays candidats sont la Bulgarie, Chypre, la République Tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie. Les négociations en vue de l'adhésion sont en cours pour les 12 premiers pays cités.

Vous trouverez plus d'informations concernant l'élargissement sur <http://www.europa.eu.int/comm/enlargement/index.htm>.

¹⁸ La République d'Irlande a rejeté le Traité de Nice dans son référendum du 7 juin 2001, bien que la participation au référendum ait été très faible (34%). Le travail sur le terrain pour l'EB55.1 a été mené en Irlande du 16 avril au 11 mai 2001.



Les différences dans les niveaux de soutien entre hommes et femmes s'expliquent largement par le fait que les femmes ont plus tendance que les hommes à ne pas exprimer d'opinion. Nous notons cependant de réelles divergences d'opinion entre les groupes d'âge, le groupe le plus jeune, i.e. les personnes âgées de 15 à 24 ans, ayant nettement plus tendance à soutenir l'élargissement que les personnes âgées de 55 ans et plus (49% contre 38%). Les niveaux de soutien les plus élevés sont enregistrés parmi les personnes qui sont toujours aux études (53%) et les niveaux les plus bas parmi les retraités (36%).

Les analyses attitudinales montrent que 59% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne sont en faveur de l'élargissement contre seulement 20% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose.

Le tableau suivant montre que les points de vue concernant l'élargissement sont encore plus polarisés entre les personnes qui seraient très déçues si elles apprenaient que l'UE avait disparu et celles qui se sentiraient très soulagées (voir également tableau 3.6b).

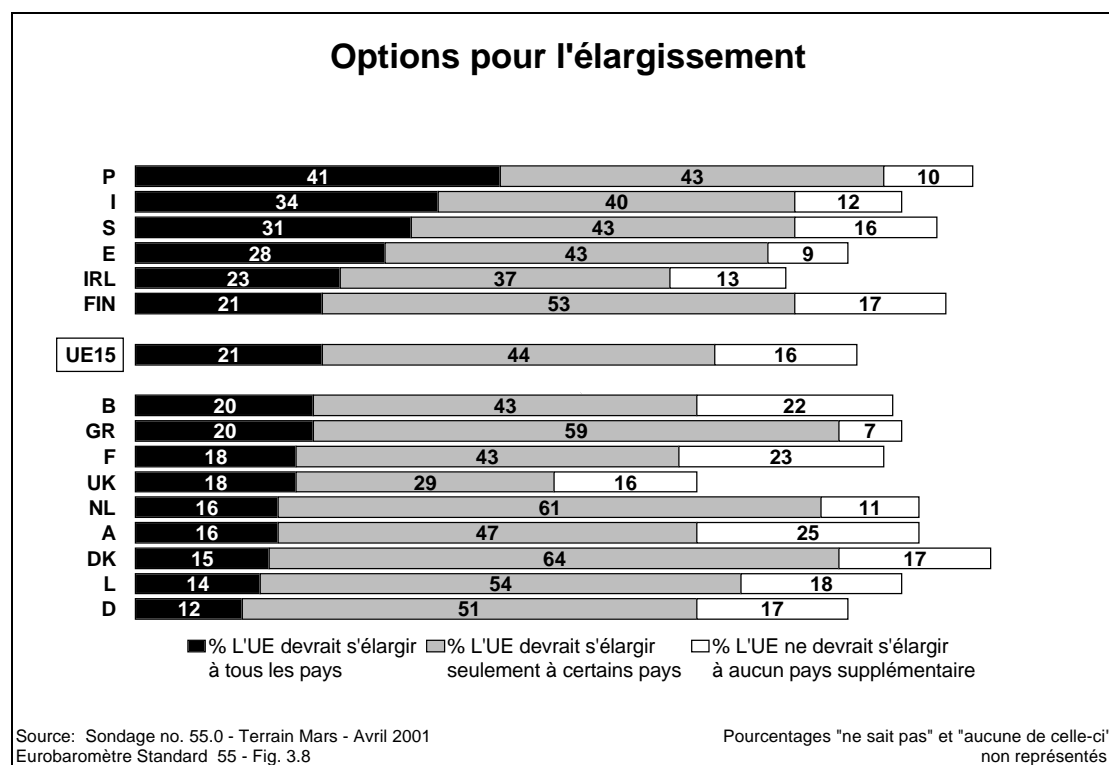
Relation entre le soutien à l'élargissement et ce que ressentiraient les citoyens si l'UE disparaissait			
	Ce que ressentiraient les citoyens si l'UE disparaissait		
	Très déçus	Indifférents	Très soulagés
	%	%	%
Pour l'élargissement	63	40	19
Contre l'élargissement	21	36	67
Ne sait pas	16	24	15
Total	100	100	101

La question de base "L'élargissement : pour ou contre" ne tient pas compte du fait que les 13 pays candidats ne rejoindront pas l'Union en même temps. Par conséquent, nous avons inclus une autre question qui mesure le soutien à l'élargissement dans la première vague de travail sur le terrain de l'Eurobaromètre 55. Nous avons demandé aux répondants :

"Laquelle de ces trois options préférez-vous pour l'avenir immédiat de l'Europe ?

- L'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie
 - L'Union européenne devrait s'élargir seulement à certains des pays qui souhaitent en faire partie
 - L'Union européenne ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire
- Aucune de celles-ci (spontané)
Ne sait pas"

L'option la plus prisée semble être que l'Union européenne soit élargie pour inclure seulement certains des pays qui souhaitent la rejoindre. 44% des citoyens de l'UE partagent cette opinion, et 21% montrent un soutien illimité à l'élargissement. Seuls 16% des citoyens ont choisi la troisième option. Ces résultats révèlent que lorsque nous donnons au répondant la chance de fournir une réponse plus spécifique, l'opposition à l'élargissement n'est pas aussi répandue que lorsque les répondants peuvent uniquement déclarer s'ils sont pour ou contre.



Les résultats par pays montrent que le soutien à un élargissement sans restriction atteint son niveau le plus élevé au Portugal, où 41% des répondants choisissent cette option. En Italie (34%) et en Suède (31%), environ un répondant sur trois choisit cette option pour l'avenir immédiat de l'Europe et plus d'un quart des répondants partage cette opinion en Espagne (28%).

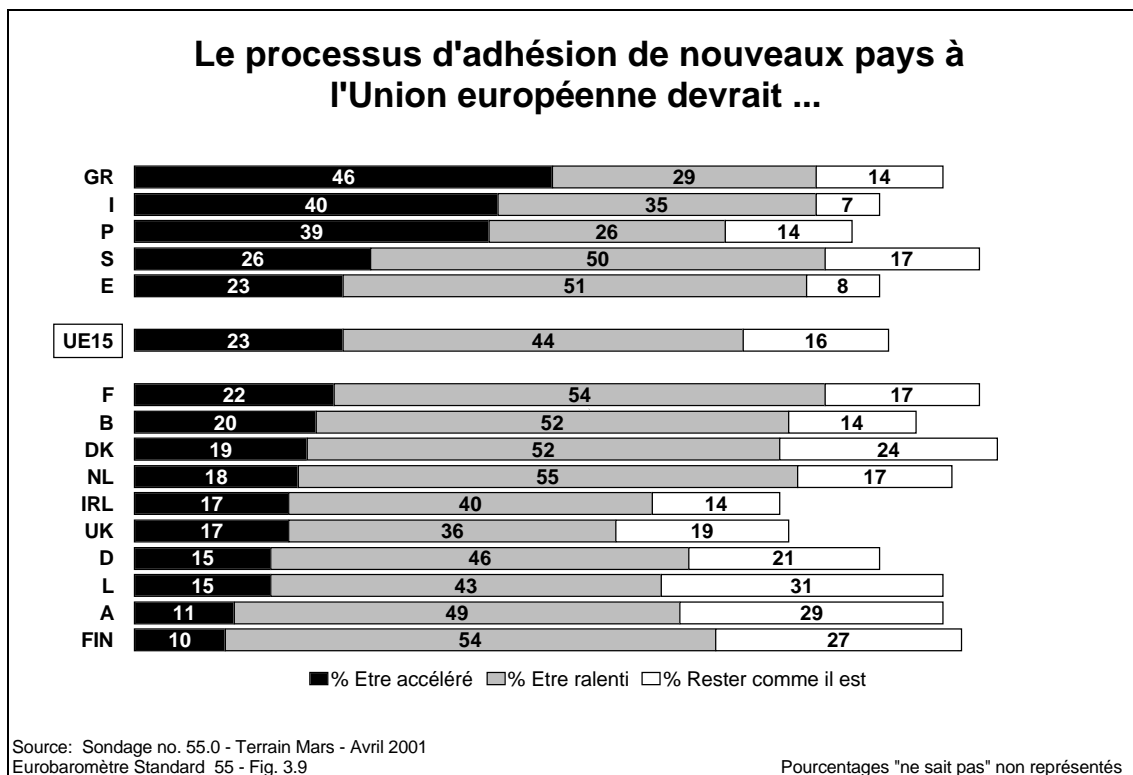
L'élargissement limité est la solution la plus populaire pour le futur immédiat de l'Europe dans tous les États membres. Il obtient le soutien le plus important au Danemark (64%), aux Pays-Bas (61%) et en Grèce (59%). Au Luxembourg (54%), en Finlande (53%) et en Allemagne (51%), plus de la moitié des répondants sont en faveur de cette option.

L'Autriche (25%), la France (23%) et la Belgique (22%) sont les trois seuls États membres où plus de 2 personnes sur 10 pensent que l'Union européenne ne devrait pas être élargie à d'autres pays. La part de réponses "ne sait pas" varie de 3% au Danemark à 31% au Royaume-Uni (tableau 3.7a).

Les analyses démographiques révèlent que le soutien à un élargissement sans restriction va de 18% parmi les personnes âgées de 55 ans et plus (y compris les personnes retraitées) à 26% pour les étudiants. Le soutien à un élargissement limité atteint son niveau le plus élevé parmi les cadres (57%) et son niveau le moins élevé parmi les personnes au foyer (35%). L'opposition complète à l'élargissement va de 9% pour les étudiants à 20% pour les personnes retraitées. La part des personnes qui rejettent ces trois options est faible pour tous les groupes démographiques. Le niveau de réponses "ne sait pas" va de 6% pour les indépendants à 24% pour les personnes au foyer.

Lorsque nous comparons ces résultats à ceux d'une question demandant aux répondants d'indiquer s'ils pensent que le processus d'adhésion de nouveaux pays devrait être accéléré, ralenti ou rester le même, nous constatons que l'élargissement limité est l'option préférée des trois groupes. Toutefois, comme nous pouvions nous y attendre, les personnes qui veulent voir le processus accéléré sont beaucoup plus enclines à préférer un élargissement sans restriction (37%) que les personnes qui veulent voir le processus ralenti (11%) (tableau 3.7b).

Si nous étudions ensuite les résultats de la question de la vitesse de l'élargissement, nous constatons que 44% des répondants pensent que cette vitesse devrait demeurer la même, 23% veulent que le processus soit accéléré et 16% veulent qu'il soit ralenti. Les 17% restants sont sans opinion.



Les résultats par pays révèlent que les répondants qui veulent que le processus d'élargissement s'accélère sont majoritaires en Grèce (46%), en Italie (40%) et au Portugal (39%). Dans tous les autres pays, les citoyens préfèrent que la vitesse du processus demeure identique à ce qu'elle est. Aux Pays-Bas (55%), en France, en Finlande (tous deux 54%), en Belgique, au Danemark (tous deux 52%), en Espagne (51%) et en Suède (50%) au moins la moitié des répondants partagent cette opinion. Le point de vue selon lequel le processus d'élargissement devrait ralentir est au plus haut au Luxembourg (31%), en Autriche (29%), en Finlande (27%), au Danemark (24%) et en Allemagne (21%). Dans tous les autres pays, moins de 2 répondants sur 10 souhaitent que le processus soit ralenti (tableau 3.8a).

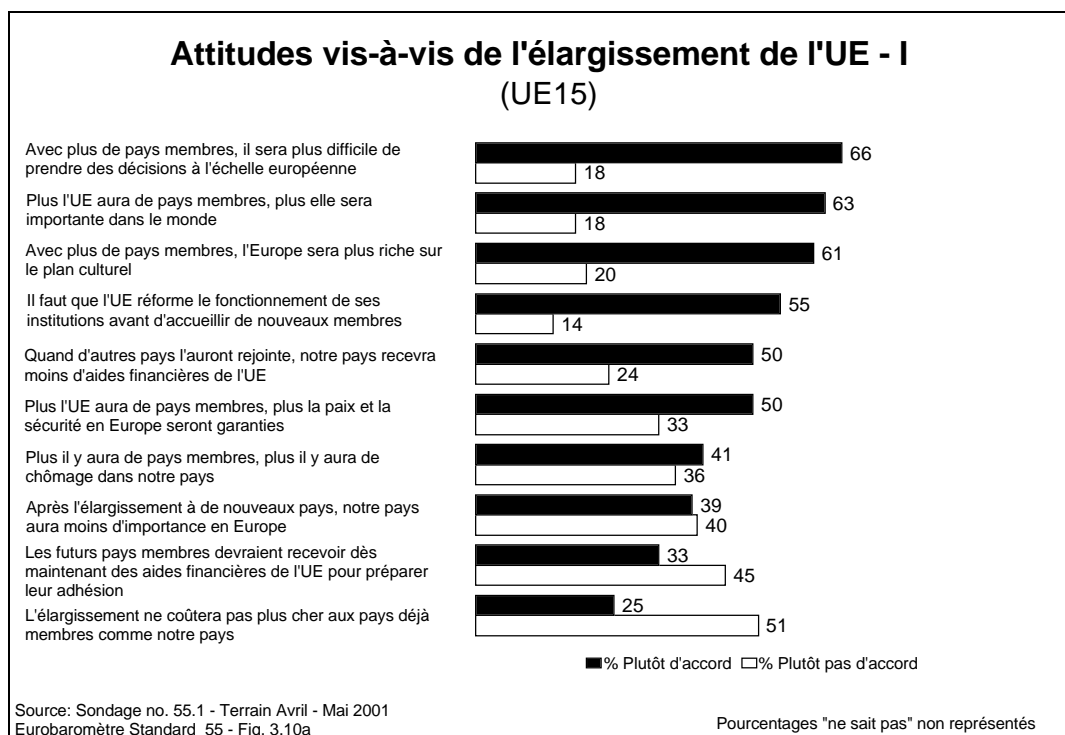
Les analyses démographiques montrent que la proportion de personnes qui désirent que le processus d'élargissement soit accéléré varie de 19% parmi les personnes âgées de 55 ans ou plus à 30% pour les étudiants. Moins de 20% souhaitent que le processus soit ralenti, compte non tenu des caractéristiques démographiques.

Une fois de plus, nous constatons que les citoyens préfèrent en majorité que la vitesse de l'élargissement demeure la même, compte non tenu du fait qu'ils pensent que l'élargissement devrait se faire sans restriction ou ne devrait pas se faire du tout. Toutefois, parmi les personnes se prononçant en faveur d'un élargissement sans restriction, nous constatons que 40% veulent que le processus soit accéléré tandis que 33% des personnes opposées à l'élargissement pensent que le processus devrait être ralenti (tableau 3.8b).

3.6. Attitudes vis-à-vis de l'élargissement

Malgré un certain degré d'hésitation au sein de l'opinion publique, de nombreuses personnes voient certains aspects de l'élargissement sous un jour assez positif.

La majorité des citoyens de l'UE pensent que l'Union aura un rôle plus important dans le monde si elle comprend plus de pays (63%) tandis que seulement 39% pensent que leur propre pays deviendra moins important suite à l'élargissement. 61% des citoyens de l'UE considèrent qu'une Union qui comprendrait plus de pays membres représenterait un enrichissement culturel et 50% pensent qu'une Union élargie garantira mieux la paix et la sécurité.



De nombreux Européens partagent également le point de vue officiel selon lequel les institutions de l'Union doivent être réformées (55%) car de nombreux citoyens s'inquiètent de ce qu'il sera plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne si l'UE comprend plus de pays (66%).

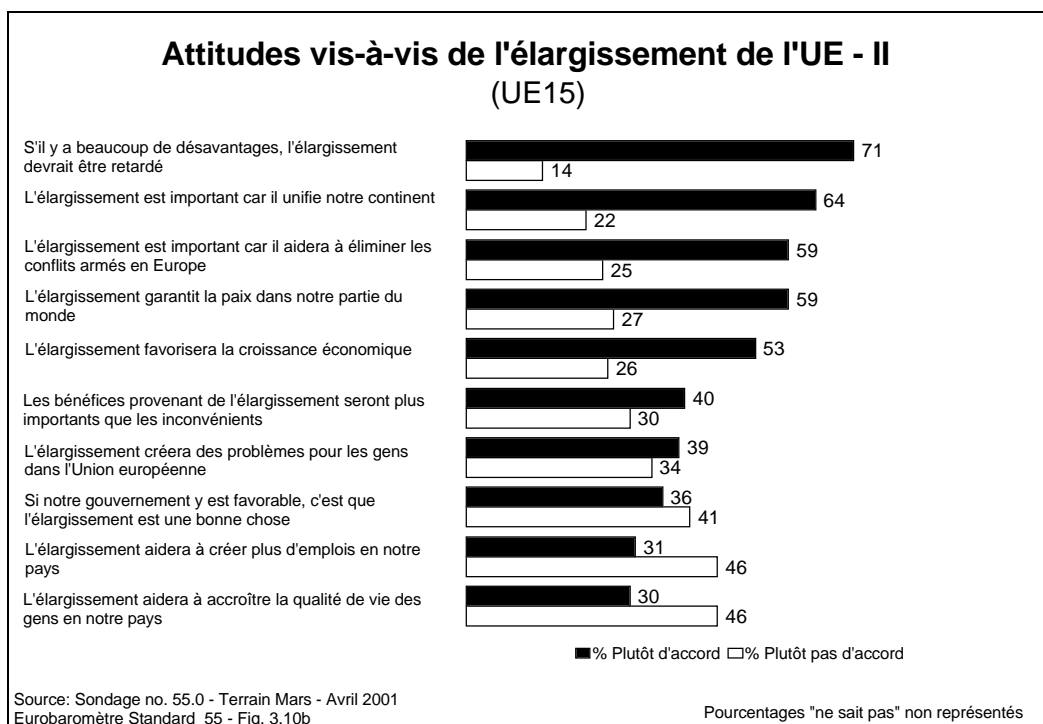
Toutefois, nous comprenons plus facilement pourquoi l'élargissement inquiète de nombreux Européens lorsque nous examinons la perception des citoyens face aux implications économiques. 51% des citoyens de l'UE pensent que l'élargissement coûtera plus cher à leur pays. Beaucoup de personnes craignent également que le budget soit réparti différemment. 50% des Européens pensent qu'une fois que les nouveaux pays auront rejoint l'UE, leur pays recevra moins d'aides financières. De plus, nous constatons qu'un certain nombre de citoyens de l'UE ne veulent pas que les futurs pays membres reçoivent une aide financière de l'Union européenne visant à les aider à se préparer à rejoindre l'Union (seuls 33% se prononcent en faveur de ce projet). Les résultats révèlent également que 41% des Européens sont d'avis que "plus il y aura de pays, plus il y aura de chômage dans notre pays", ce qui indique, en fait, que certaines personnes craignent que l'élargissement ne mène à des niveaux de chômage plus élevés.

Le tableau suivant montre les différences d'opinion entre les personnes qui soutiennent l'élargissement et celles qui y sont opposées pour chacun de ces dix items attitudinaux.

Relation entre les attitudes face à l'élargissement et le soutien à l'élargissement		
Attitudes face à l'élargissement :	Soutien à l'élargissement	
	Pour	Contre
	%	%
Attitudes positives :		
L'UE sera plus importante	83	49
L'UE sera plus riche culturellement	80	47
Plus de paix et de sécurité	71	32
Aide financière aux nouveaux membres	50	21
Pas de coût supplémentaire	35	19
Attitude neutre :		
Réforme des institutions	62	58
Attitudes négatives :		
Plus de chômage	31	58
Le pays deviendra moins important	34	54
Le pays bénéficiera de moins d'aide	48	63
Prise de décisions plus difficile	63	78

Une autre batterie de questions qui mesure les attitudes sous-jacentes des citoyens vis-à-vis de l'élargissement a été incluse à la première vague de travail sur le terrain de l'enquête¹⁹. Nous constatons à nouveau que la population considère que l'élargissement a des avantages politiques. 64% des citoyens de l'UE pensent que c'est important parce que cet élargissement unifiera notre continent et une majorité de la population le soutient pour des raisons de paix et de sécurité. Toutefois, beaucoup des items inclus dans cette seconde batterie de questions révèlent que les points de vue de la population concernant l'élargissement sont souvent assez contradictoires. Lorsqu'il s'agit du bien-être économique des citoyens, nous constatons que tandis qu'une majorité des répondants (53%) convient que l'élargissement favorisera la croissance économique, seuls 31% des citoyens pensent qu'il contribuera à créer plus d'emplois dans leur pays et seuls 30% pensent qu'il contribuera à améliorer la qualité de vie des citoyens de l'UE. Nous notons une deuxième contradiction : 40% des citoyens pensent que les bénéfices tirés de l'élargissement dépasseront les désavantages, cependant que 39% pensent que l'élargissement créera des problèmes pour la population de l'Union européenne. L'incertitude des citoyens quant aux conséquences de l'élargissement est évidente au vu du grand nombre de répondants (71%) qui pensent que l'élargissement devrait être retardé s'il implique de nombreux désavantages.

¹⁹ La première vague de l'enquête a eu lieu du 5 mars au 24 avril 2001. Le rapport complet de cette première vague est sur Internet à l'adresse suivante : <http://europa.eu.int/comm/dg10/epo/eb/ebrep1/ebrep1.html>



La proportion de réponses "ne sait pas" pour toutes les questions concernant l'élargissement est toujours substantiellement plus élevée que ce que nous constatons généralement dans cette enquête, ce qui nous laisse supposer que l'opinion publique dispose d'une certaine marge d'évolution (tableaux 3.9a+b).

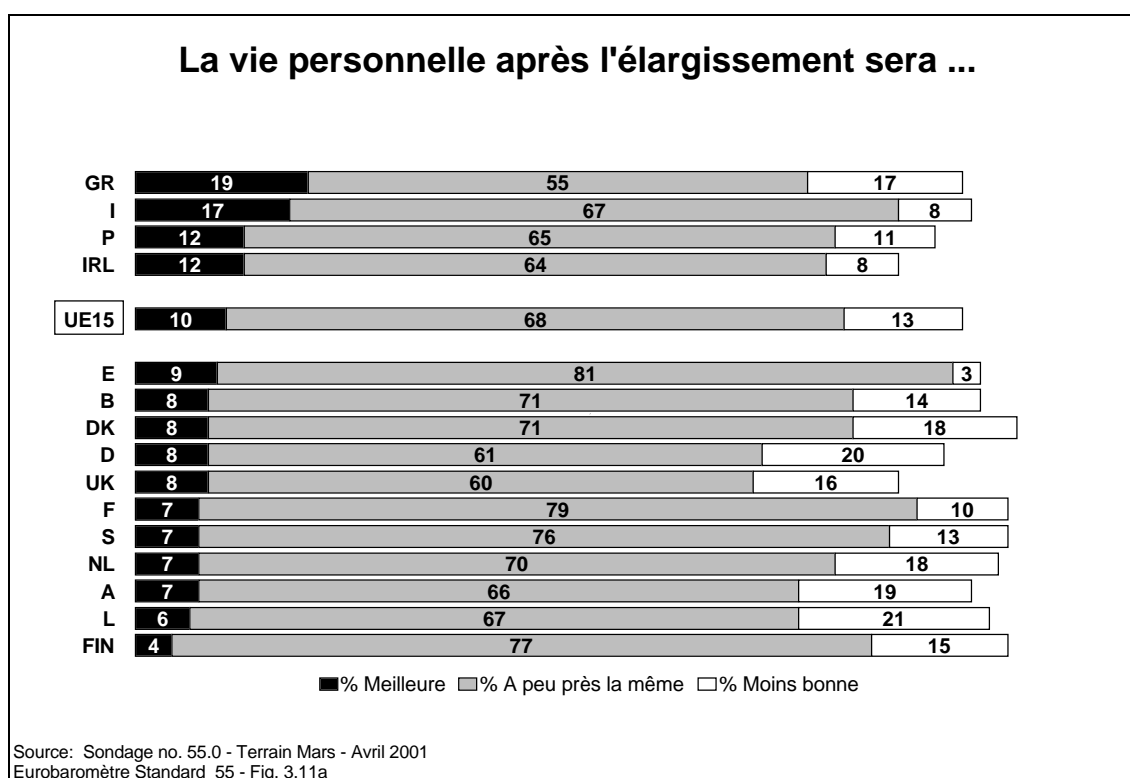
Le tableau suivant montre le pourcentage moyen d'attitudes positives vis-à-vis de l'élargissement pour les 20 éléments étudiés ci-dessus²⁰. Comme nous pouvons le constater, ce résultat moyen atteint son niveau le plus élevé en Grèce et son niveau le plus bas au Royaume-Uni.

% MOYEN D'ATTITUDES POSITIVES VIS-A-VIS DE L'ÉLARGISSEMENT (20 ITEMS, PAR PAYS)	
Pays	% Moyen d'Attitudes Positives
Grèce	56
Espagne	48
Italie	47
Suède	44
Portugal	43
Danemark	42
France	42
Luxembourg	41
UE15	41
Pays-Bas	41
Belgique	41
Irlande	40
Finlande	40
Allemagne	37
Autriche	34
Royaume-Uni	33

²⁰ Cette moyenne est un résultat résumé des dix items posés pour l'EB55.0 et des dix items posés pour l'EB55.1. Il est obtenu en calculant le résultat moyen des dix premiers items et le résultat moyen des dix items suivants, additionnés puis divisés par 2.

3.7. La vie personnelle après l'élargissement

Comme nous l'avons déjà montré, lorsque nous avons demandé si l'élargissement contribuerait à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens dans leur pays, 30% étaient d'accord et 46% n'étaient pas d'accord. Lorsque nous avons demandé aux citoyens si leur vie personnelle s'améliorerait après l'élargissement, si elle empirerait ou si elle resterait à peu près identique, nous constatons que la plupart des répondants - 68% - pensent que leur vie personnelle demeurera à peu près inchangée²¹. Cette constatation a son importance car elle montre que malgré les contradictions concernant les implications économiques de l'élargissement, la plupart d'entre eux ne pensent pas en être affectés personnellement. La Grèce (19%) et l'Italie (17%) sont plus enclines à penser que la vie après l'élargissement sera meilleure. Le Luxembourg (21%) et l'Allemagne (20%) sont les plus enclins à penser que l'élargissement aura des conséquences négatives sur la population – dans tous les autres pays moins de 2 personnes sur 10 partagent ce point de vue (tableau 3.10a).

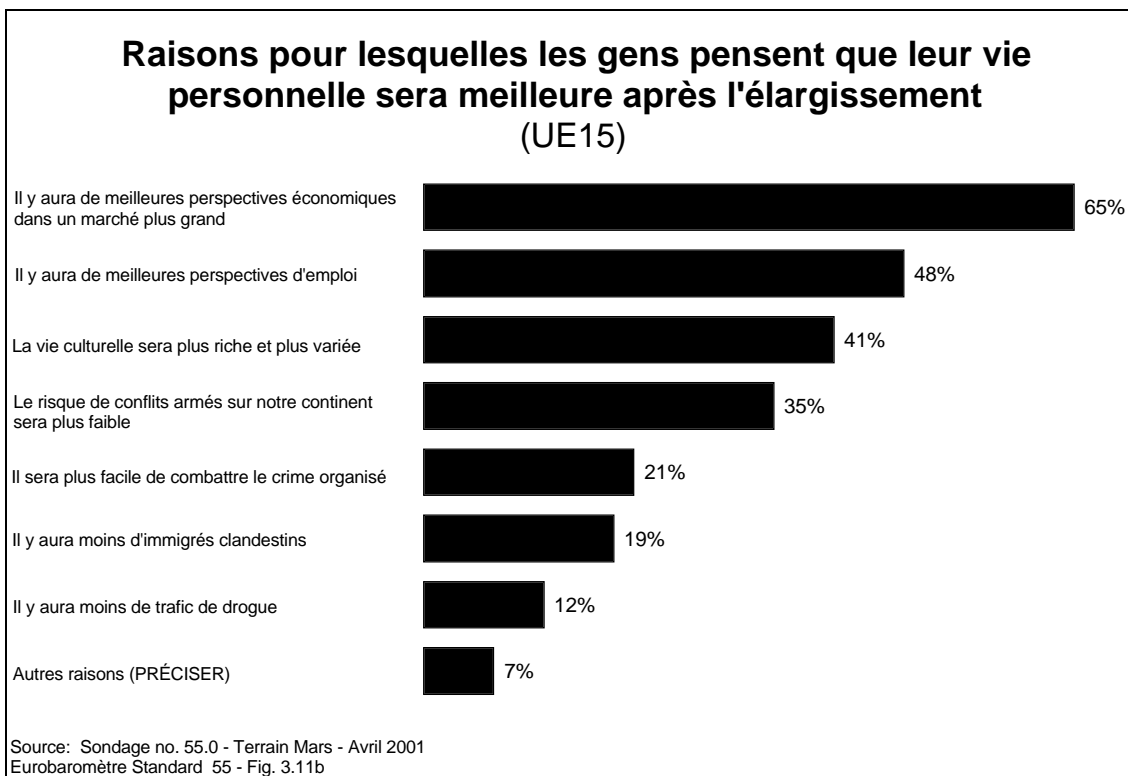


Les analyses démographiques révèlent que la proportion de personnes qui pensent que la vie sera meilleure après l'élargissement varie de 7% pour les personnes ayant arrêté les études à temps plein avant l'âge de 16 ans et les personnes au foyer à 16% pour les étudiants. De manière égale, nous notons très peu de variation dans la proportion de personnes qui pensent que la vie sera pire : de 6% pour les étudiants à 16% pour les personnes âgées de 40 à 54 ans, les chômeurs, les travailleurs manuels et les retraités.

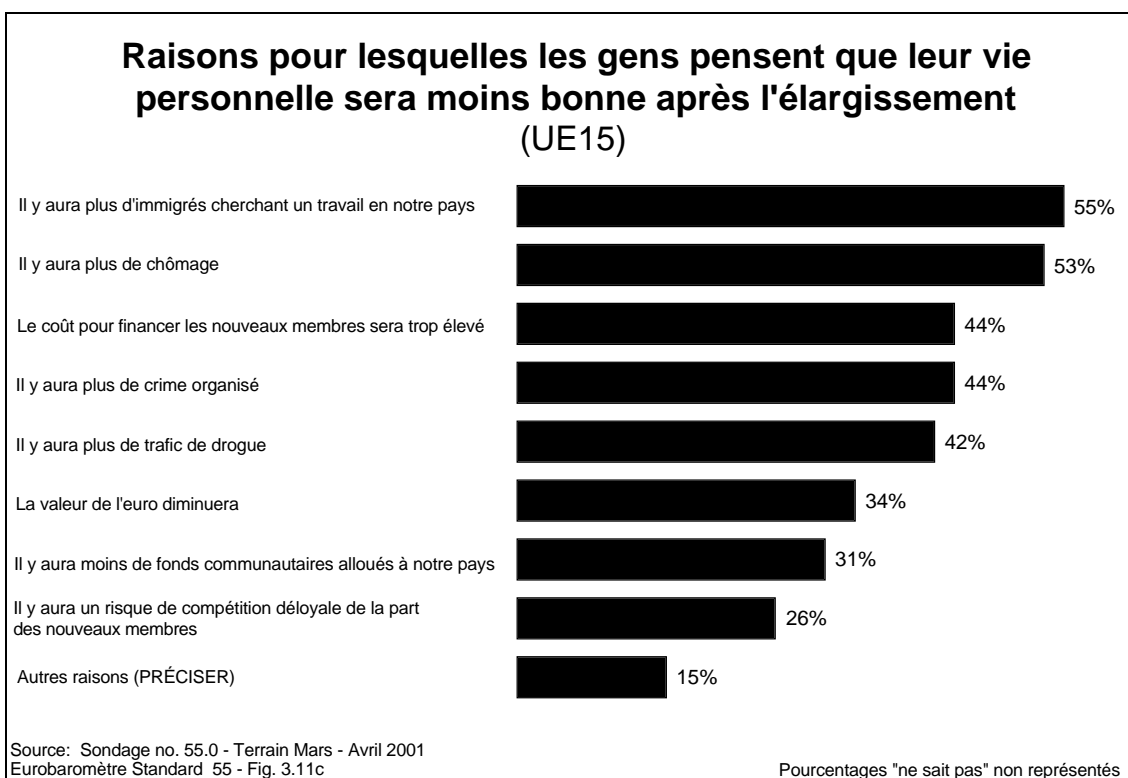
Nous constatons, à nouveau, que les personnes qui se prononcent en faveur d'un élargissement sans restriction ont des attitudes plus positives que les personnes opposées à l'élargissement. Au sein du premier groupe, 18% des citoyens pensent que la vie après l'élargissement sera meilleure. Au sein du second groupe, 30% des citoyens pensent que la vie après l'élargissement sera pire (tableau 3.10b).

Si nous étudions les raisons pour lesquelles les citoyens pensent que leur vie personnelle sera meilleure après l'élargissement, nous constatons que la principale raison pour les 10% qui partagent cette opinion est que les perspectives économiques seront meilleures dans un marché plus grand (65%). 48% de la population pense que les perspectives d'emploi seront meilleures, 41% pensent que la vie culturelle sera plus riche et plus variée et 35% pensent que le risque de conflit armé sur notre continent sera moins important.

²¹ Cette question a été posée lors de la première vague de l'Eurobaromètre 55.



Si nous étudions les raisons des 13% de citoyens qui pensent que leur vie personnelle sera pire après l'élargissement, nous constatons que 55% des personnes de ce groupe pensent que plus d'immigrés chercheront du travail dans leur pays. Lié à cela, nous constatons que 53% des citoyens pensent que le chômage augmentera. De plus, les résultats révèlent que 44% de la population de ce groupe pense que le coût du financement accordé aux nouveaux pays membres sera trop élevé et que le crime organisé augmentera.



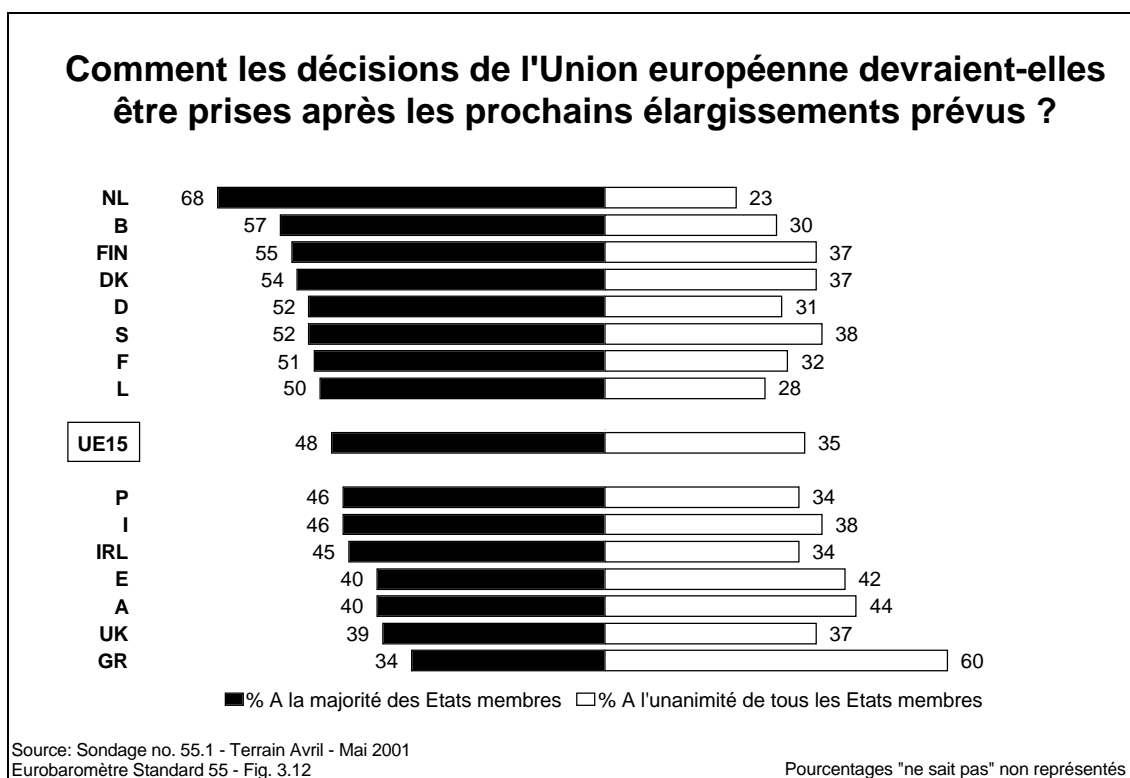
3.8. Prise de décision dans une Union élargie

L'Union européenne devra changer sa manière de travailler dans un certain nombre de domaines avant que de nouveaux pays puissent la rejoindre. Une union élargie ne pourra pas avoir le même système de prise de décision car elle aurait beaucoup de mal à obtenir un accord à l'unanimité d'un aussi grand nombre de pays. Au Conseil européen de Nice, qui a eu lieu les 20 et 21 décembre 2000²², les Chefs d'État et de Gouvernement ont réduit le nombre de domaines exigeant une prise de décision à l'unanimité et se sont mis d'accord pour changer le nombre de votes requis pour parvenir à un accord à la majorité.

L'Eurobaromètre a mesuré ce que ressent le public vis-à-vis du vote à la majorité par le biais de la question suivante :

Après les élargissements prévus de l'Union européenne, le nombre d'États membres passera de 15 à plus de 25. A votre avis, les décisions de l'Union européennes devraient-elles alors être prises à l'unanimité de tous les États membres ou à la majorité des États membres ?

Les résultats montrent que l'opinion publique a tendance à soutenir un vote à la majorité dans une Union élargie, à 48% contre 35% qui préfère l'unanimité.



Si nous étudions les résultats par pays, nous constatons que les Pays-Bas (68%) sont de loin les plus enclins à se prononcer en faveur du vote à la majorité, suivis par la Belgique (57%), la Finlande (55%), le Danemark (54%), l'Allemagne, la Suède (tous deux 52%), la France (51%) et le Luxembourg (50%). La Grèce reste le seul pays où plus de 50% du public désire que les décisions de l'UE soient prises à l'unanimité.

Par rapport à l'automne 2000, le vote à la majorité a nettement gagné en popularité en Belgique, aux Pays-Bas (tous deux +4) et en Finlande (+3). Au Portugal (-8), en Allemagne (-5) et en Irlande (-3), le soutien au vote à l'unanimité a chuté mais le soutien au vote à la majorité n'a pas augmenté. L'Italie (+10) et la Grèce (+9) sont les deux seuls pays où le soutien au vote à l'unanimité a augmenté de manière significative (tableau 3.11a).

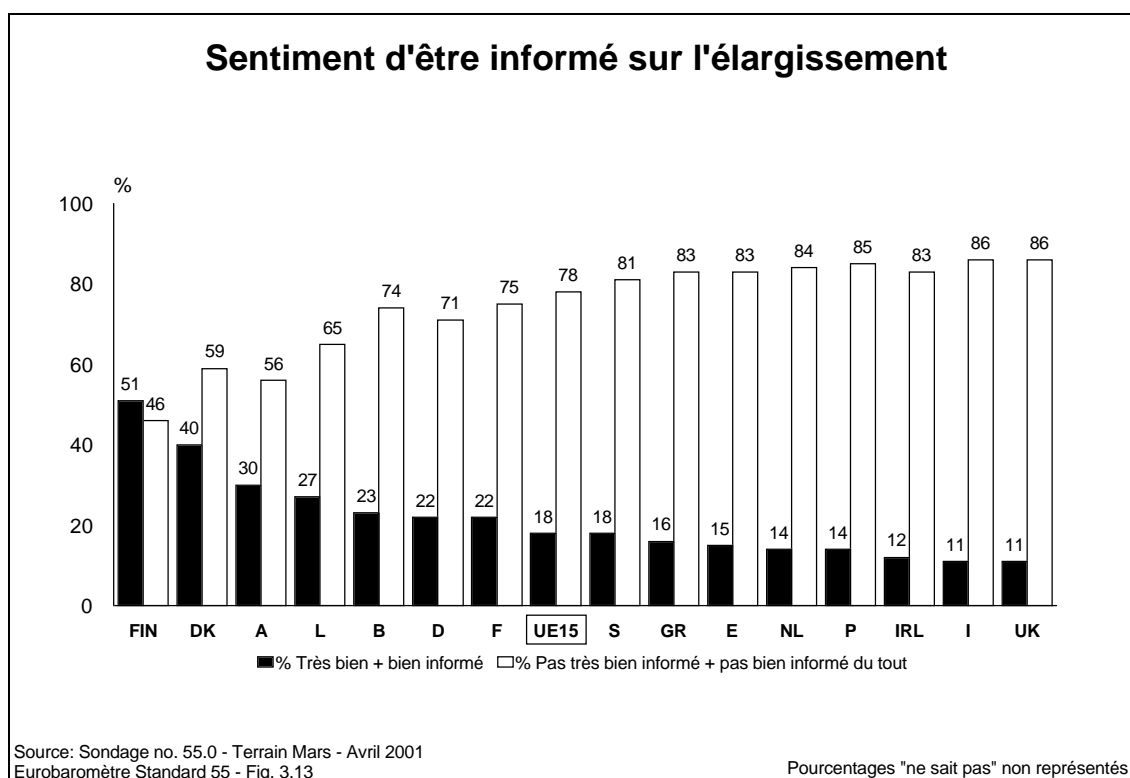
²² Pour plus d'informations concernant le Traité de Nice, voir <http://ue.eu.int/presid/conclusions.htm>.

Les analyses démographiques montrent que les personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (59%) ont le plus tendance à se prononcer en faveur du vote à la majorité, suivis en cela par les cadres (57%) et les autres employés (52%). Les personnes ayant arrêté leurs études à temps plein avant l'âge de 16 ans ainsi que les chômeurs (tous deux 41%) sont les moins susceptibles de se prononcer en faveur de cette opinion. Toutefois, le vote à la majorité est la méthode de prise de décision préférée au sein de tous les groupes démographiques.

Au niveau attitudinal, nous constatons que 57% des citoyens qui soutiennent l'UE préfèrent le vote à la majorité, contre 38% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose. Dans ce dernier groupe, le vote à l'unanimité est préférée par une majorité (42%) (tableau 3.11b).

3.9. Sentiment d'être informé sur l'élargissement

La première vague de cette enquête comprend pour la première fois une question visant à mesurer dans quelle mesure l'opinion publique se sent bien informée vis-à-vis de l'élargissement. Les résultats montrent que seuls 18% des citoyens de l'UE se sentent très bien ou bien informés vis-à-vis de l'élargissement et 78% ne se sentent pas très bien informés ou pas informés du tout. Cela signifie que les niveaux d'information vis-à-vis de l'élargissement sont sensiblement plus faibles que les niveaux d'information vis-à-vis de l'euro (voir section 3.4). Toutefois, les résultats ne sont pas surprenants étant donné que les questions concernant l'élargissement ont obtenu jusqu'à aujourd'hui une proportion plus élevée de réponses "ne sait pas" que ce que nous constatons généralement dans les questions Eurobaromètre.



Les résultats par pays indiquent que la Finlande est le seul pays où plus de la moitié de la population se sent bien informée vis-à-vis de l'élargissement (51%), suivie par le Danemark (40%) et l'Autriche (30%). Dans tous les autres pays, moins de 30% de la population se sent bien informée, les niveaux d'information variant de 11% en Italie et au Royaume-Uni à 27% au Luxembourg (tableau 3.12a).

Les analyses démographiques montrent que la proportion de personnes qui pensent être bien informées sur l'élargissement va de 11% pour les personnes au foyer à 30% pour les cadres. Les niveaux d'information sont légèrement plus élevés parmi les personnes qui soutiennent (avec ou sans restriction) l'élargissement que parmi les personnes qui pensent que l'Union européenne ne devrait pas être élargie (tableau 3.12b).

4. Sources d'information et niveaux de connaissances parmi les citoyens de l'UE

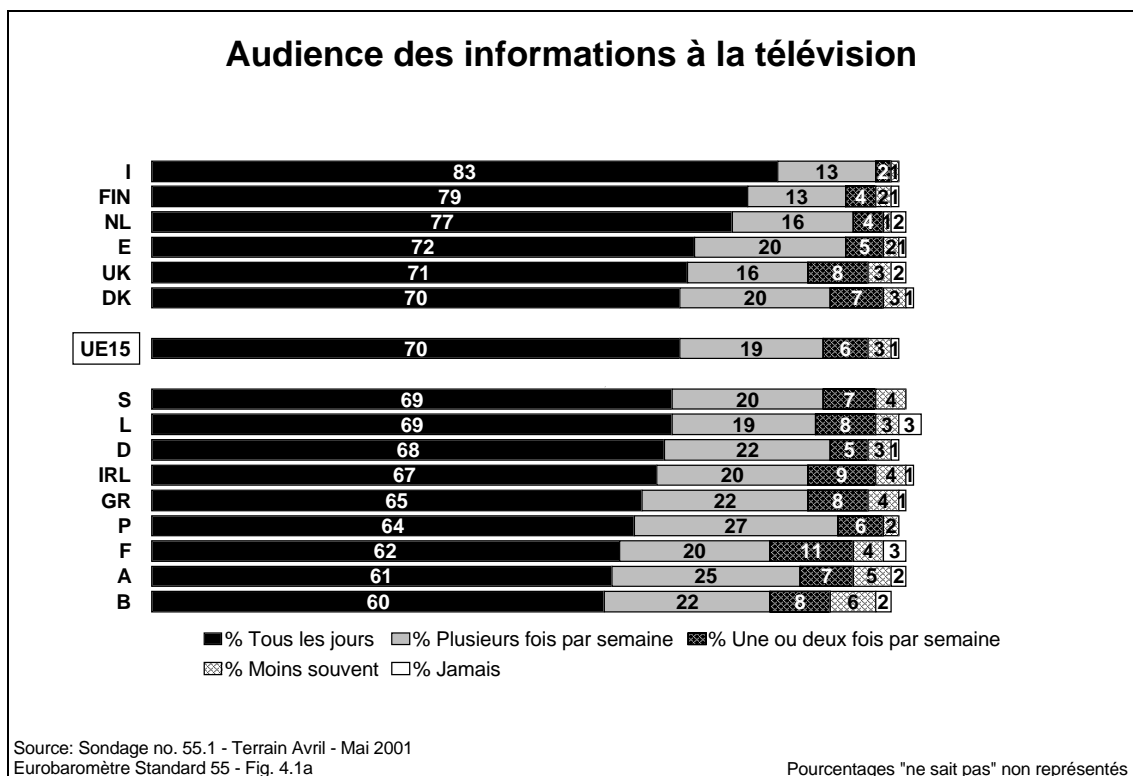
Ce chapitre étudie les sources utilisées par les citoyens pour rechercher des informations concernant l'Union européenne. Il rapporte également l'évaluation faite par les citoyens sur leurs connaissances de l'Union européenne et la notoriété d'un certain nombre d'institutions de l'UE. Ce chapitre étudie également ce que les citoyens de l'UE ressentent à l'idée de participer à des discussions publiques concernant l'Union européenne. Il rapporte enfin les raisons pour lesquelles l'opinion publique est ou n'est pas intéressée.

4.1. Utilisation des médias de l'information et accès aux outils d'information modernes

La première section de ce chapitre rapporte la fréquence à laquelle les citoyens de l'UE regardent les informations télévisées, lisent les informations dans les journaux quotidiens et écoutent les nouvelles à la radio. Elle montre également dans quelle mesure les Européens ont accès aux technologies de l'information.

Informations télévisées

Comme le montre le graphique ci-dessous, 70% des répondants regardent les informations à la télévision tous les jours et 19% les regardent plusieurs fois par semaine²³.



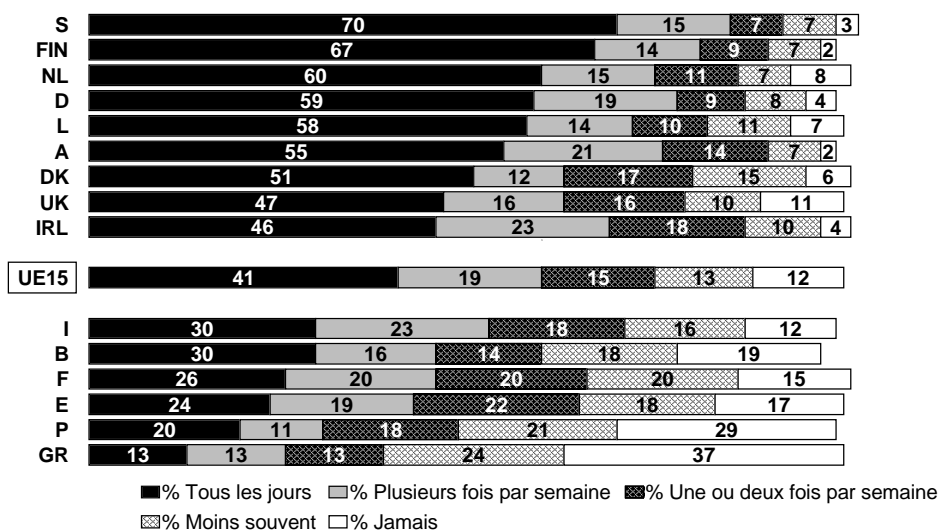
Nouvelles dans les journaux quotidiens

Six répondants sur dix lisent les informations dans les journaux quotidiens tous les jours (41%) ou plusieurs fois par semaine (19%)²⁴.

²³ Voir tableau 4.1a pour les résultats par pays.

²⁴ Voir tableau 4.1b pour les résultats par pays.

Lecture des informations dans les quotidiens



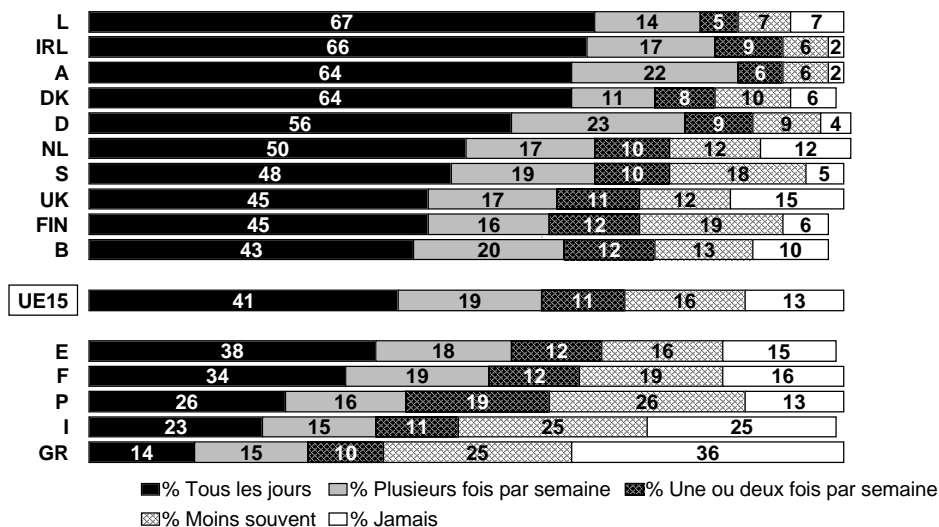
Source: Sondage no. 55.1 - Terrain Avril - Mai 2001
Eurobaromètre Standard 55 - Fig. 4.1b

Pourcentages "ne sait pas" non représentés

Informations à la radio

De même, six répondants sur dix écoutent la radio tous les jours (41%) ou plusieurs fois par semaine (19%)²⁵.

Ecoute des informations à la radio



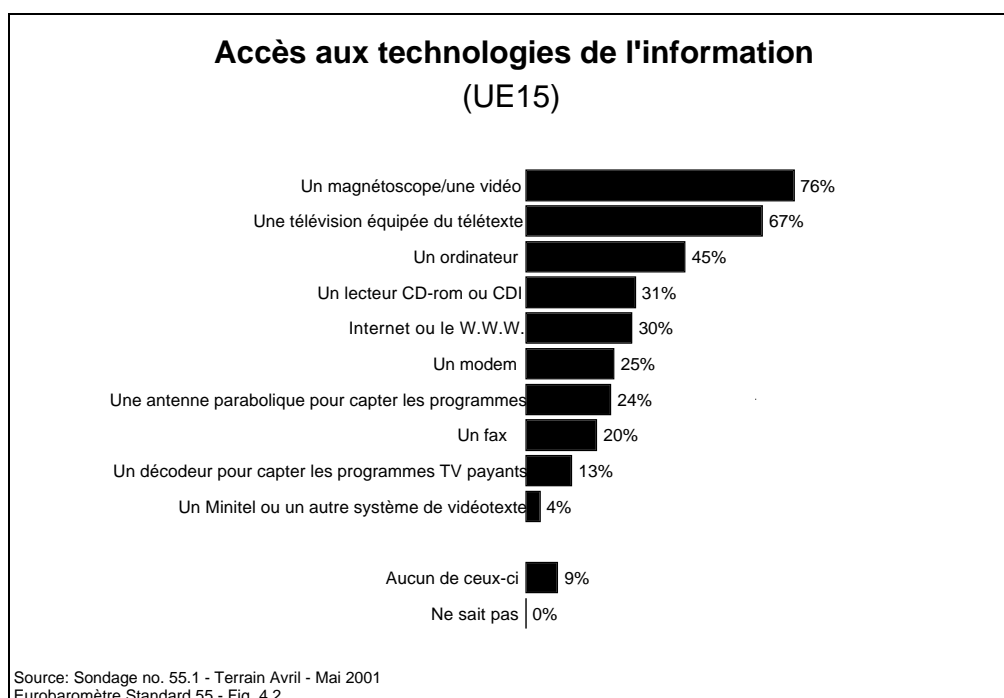
Source: Sondage no. 55.1 - Terrain Avril - Mai 2001
Eurobaromètre Standard 55 - Fig. 4.1c

Pourcentages "ne sait pas" non représentés

²⁵ Voir tableau 4.1c pour les résultats par pays.

Accès aux technologies de l'information

L'enquête étudie également dans quelle mesure le public a accès aux technologies de l'information. Alors que l'accès atteint toujours son niveau le plus élevé pour les moyens traditionnels comme le magnétoscope (76%) et la télévision pourvue du télétexte (67%), l'enquête montre une augmentation exceptionnelle de l'accès à des formes plus modernes de technologies de l'information. Près de la moitié des citoyens européens a, à présent accès, à un ordinateur (45%), contre seulement 35% au printemps 1999. La part des personnes ayant accès à Internet a doublé depuis le printemps 1999 pour atteindre 30% et 25% de la population a accès à un modem (17% au printemps 1999). De même, nous constatons que 31% du public a accès à un lecteur CD-Rom ou CDI, contre 23% au printemps 1999. La part des personnes n'ayant accès à aucun des moyens d'information listés dans l'étude a diminué de 4 pour-cent pour atteindre 9%.



L'accès à Internet varie toujours beaucoup d'un pays à l'autre. Il est au plus haut en Suède (63% - contre 55% au printemps 1999), suivie par le Danemark (62%; +18) et les Pays-Bas (59%; +24). Toutefois, l'accès à Internet a également augmenté dans tous les autres pays, de sorte qu'au printemps 2001 plus aucun d'entre-eux ne se situe en dessous de 10%. En fait, seuls deux pays comptent actuellement moins de 2 personnes sur 10 ayant accès à Internet : le Portugal (15%; +9) et la Grèce (16%; +11) (tableau 4.2²⁶).

4.2. Intérêt pour les informations concernant l'Union européenne

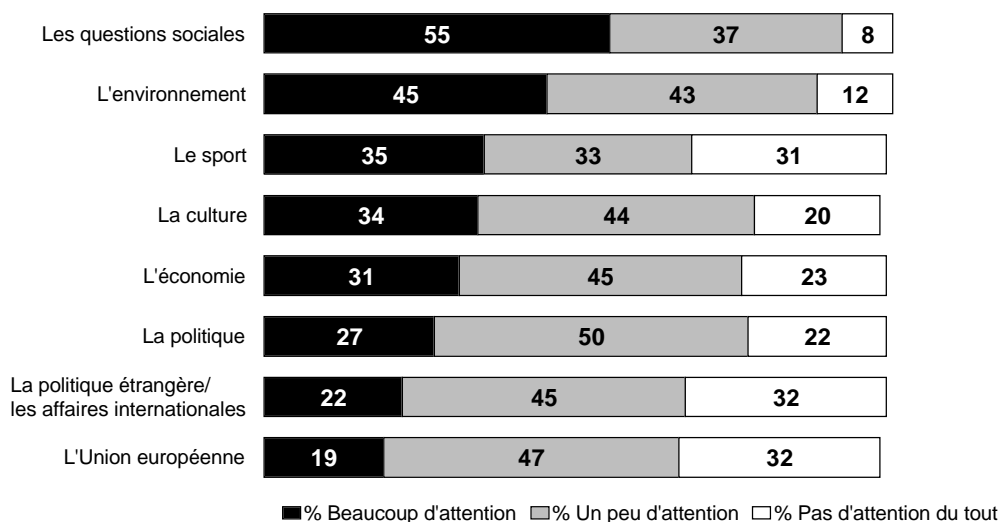
Nous étudierons ensuite les résultats d'une question qui nous donne des informations sur le niveau d'intérêt des Européens vis-à-vis de l'actualité concernant l'Union européenne par rapport à d'autres sujets d'actualité. La question, posée pour la première fois à l'automne 1999, consiste à demander aux répondants s'ils font très attention, un peu attention ou pas attention du tout aux actualités concernant 8 domaines, l'un d'entre-eux étant l'Union européenne.

Comme le montre le graphique de la page suivante, deux tiers des répondants déclarent faire attention aux nouvelles concernant l'Union européenne. Toutefois, les informations qui intéressent le plus les répondants sont celles qui concernent des questions sociales : 55% des répondants y font très attention et 37% y font un peu attention. Nous notons également un intérêt important pour les nouvelles concernant l'environnement : 45% des répondants y font très attention et 43% y font un peu attention. Plus de 3 personnes sur 4 dans l'UE sont également attentives aux nouvelles concernant la culture (78%), la politique (77%) et l'économie (76%)²⁷.

²⁶ Pour les résultats du printemps 1999, voir Rapport Eurobaromètre 51, tableau 2.8.

²⁷ Voir aussi tableau 4.3.

Attention accordée aux actualités dans les domaines suivants (UE15)

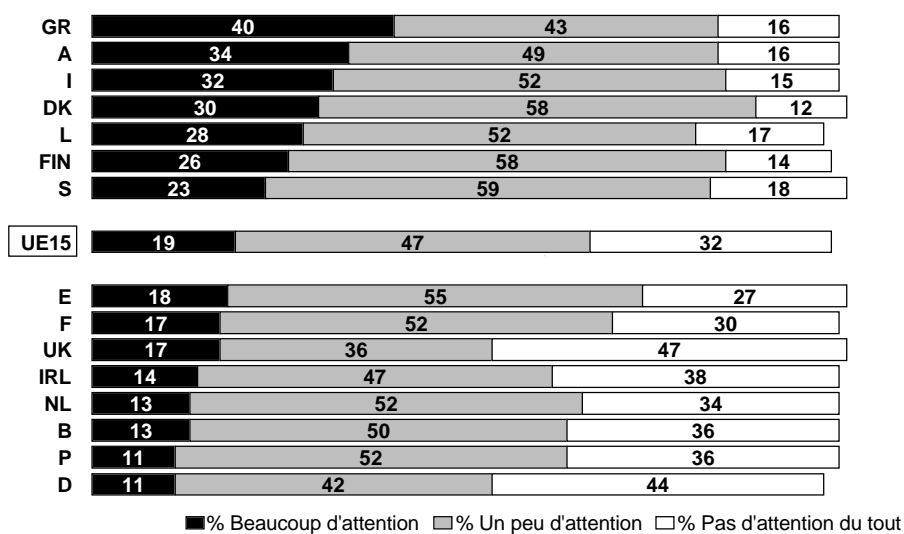


Source: Sondage no. 55.1 - Terrain Avril - Mai 2001
Eurobaromètre Standard 55 - Fig. 4.3a

Pourcentages "ne sait pas" non représentés

Si nous observons dans quelle mesure l'intérêt pour les nouvelles concernant l'Union européenne varie d'un pays à l'autre, nous constatons qu'au moins 8 personnes sur 10 au Danemark (88%), en Italie, en Finlande (tous deux 84%), en Grèce, en Autriche (toutes deux 83%), en Suède (82%) et au Luxembourg (80%) y sont attentifs, les Grecs étant de loin les plus enclins à y être très attentifs (40%). Le Royaume-Uni (47%) et l'Allemagne (44%) sont les plus enclins à ne pas y être attentifs du tout.

Intérêt accordé aux les nouvelles sur l'UE



Source: Sondage no. 55.1 - Terrain Avril - Mai 2001
Eurobaromètre Standard 55 - Fig. 4.3b

Pourcentages "ne sait pas" non représentés

Par rapport à l'automne 1999, nous constatons que la Grèce, le Luxembourg, le Danemark et le Portugal sont à présent nettement plus enclins à être attentifs aux nouvelles concernant l'Union européenne et nettement moins enclins à ne pas y prêter attention du tout. L'Italie, la Finlande, les Pays-Bas, l'Espagne, la France et la Suède sont plus enclins à y être très attentifs mais moins enclins à y être un peu attentifs. Nous ne notons par conséquent aucune baisse significative de la proportion de personnes qui n'y sont pas attentifs du tout. En Autriche, la population a maintenant moins tendance à y être très attentive et en Belgique la population a maintenant plus tendance à ne pas y être attentive du tout (tableau 4.4a).

Les analyses démographiques montrent que les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'être attentifs aux nouvelles concernant l'Union européenne (71% contre 61%). Le groupe d'âge le plus jeune est moins susceptible d'y être attentif que les personnes de 25 ans ou plus. 78% des personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus y sont attentifs contre 61% des personnes ayant arrêté les études à temps plein avant l'âge de 16 ans. Les analyses de l'échelle des professions des répondants montrent que les cadres sont les plus enclins à être attentifs aux nouvelles concernant l'Union européenne (76%) contre seulement 59% des personnes au foyer.

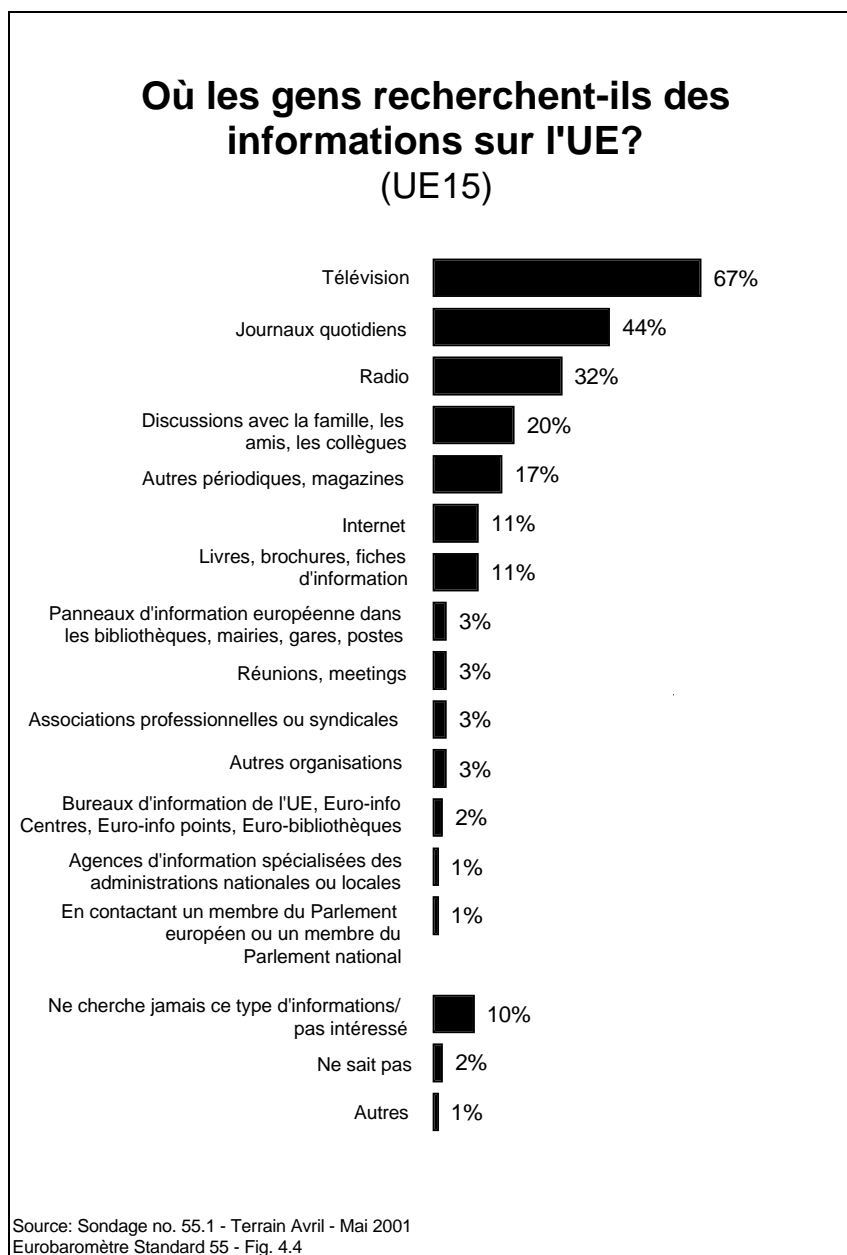
Au niveau attitudinal, nous constatons que l'écart entre les personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une bonne chose et les personnes qui la considèrent comme une mauvaise chose n'est pas aussi important que pour beaucoup des questions mesurant le point de vue de la population concernant l'Union européenne. Bien que beaucoup de partisans de l'UE soient nettement plus enclins à être attentifs aux informations concernant cette dernière (80%) que les opposants (58%), cette constatation montre que l'intérêt pour les nouvelles concernant l'UE n'est pas seulement déterminé par ce que ressent le public vis-à-vis de l'Union européenne (tableau 4.4b).

L'auto-évaluation de la population quant à son niveau de connaissance concernant l'Union européenne est une variable explicative plus forte en termes de compréhension du type de personnes intéressées par les nouvelles concernant l'UE. Comme le montre le tableau suivant, seuls 47% des personnes qui pensent en savoir très peu sur l'UE font attention à ce genre de nouvelles contre 90% des personnes qui pensent en savoir beaucoup sur l'UE.

Relation entre l'intérêt pour les nouvelles sur l'UE et auto-évaluation des connaissances sur l'UE			
Niveau d'attention vis-à-vis des informations sur l'UE :	Auto-évaluation des connaissances sur l'UE		
	Faibles (résultat 1-3)	Moyennes (résultat 4-7)	Elevées (résultat 8-10)
	%	%	%
Beaucoup	7	26	55
Un peu	40	56	35
Pas du tout	51	18	9
Ne sait pas	2	1	2
<i>Total</i>	100	101	101

4.3. Sources d'information sur l'Union européenne

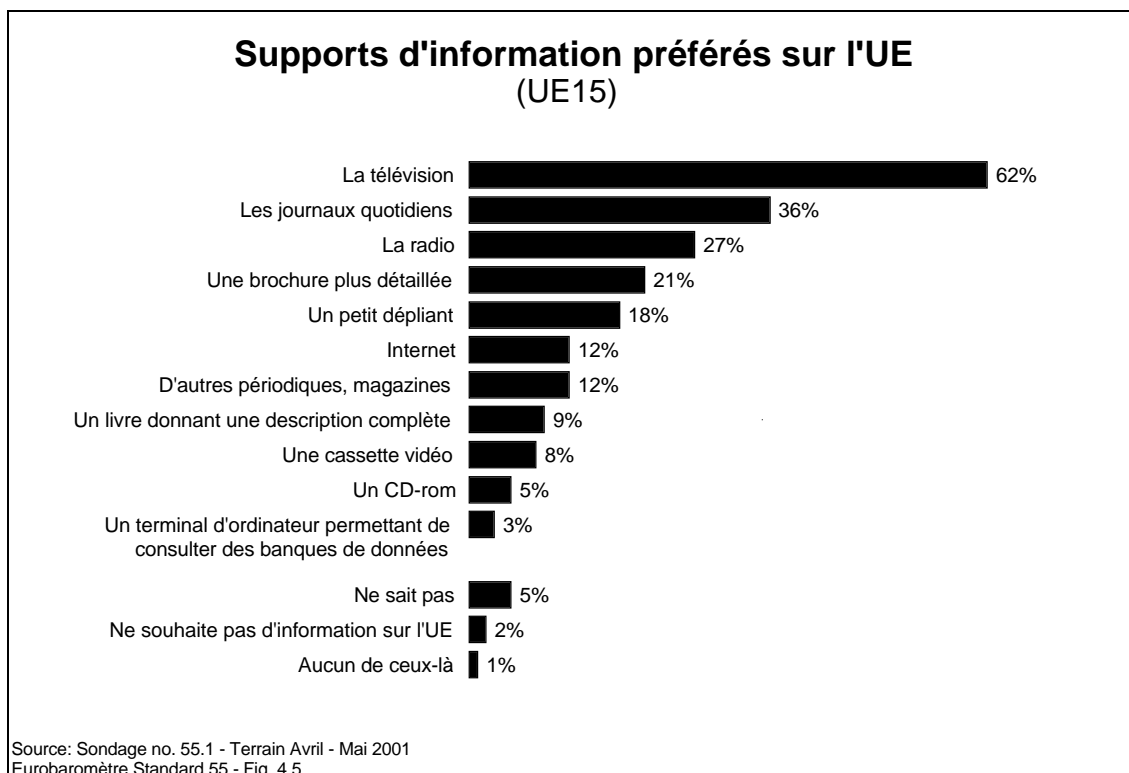
L'Eurobaromètre interroge régulièrement les citoyens de l'UE sur les sources qu'ils utilisent lorsqu'ils recherchent des informations sur l'Union européenne. Comme d'habitude, les résultats révèlent que le public utilise de préférence les médias. 67% des répondants déclarent allumer la télévision lorsqu'ils recherchent des informations, 44% des répondants lisent les journaux quotidiens et 32% écoutent la radio²⁸. Environ deux répondants sur dix discutent avec des proches, des amis et des collègues ou se tournent vers d'autres journaux et magazines lorsqu'ils recherchent des informations. 11% des répondants lisent des livres, des brochures ou des dépliant d'information ou surfent sur le World Wide Web pour obtenir des informations. Moins de 1 répondant sur 10 a sélectionné les 7 autres sources citées dans le questionnaire. 10% des répondants ne recherchent jamais d'informations concernant l'Union européenne, 1% mentionnent une autre source et 2% sont sans opinion²⁹.



²⁸ Nous avons montré aux répondants une fiche reprenant 14 sources ou types de sources et nous leur avons demandé de nommer toutes celles qu'ils utilisent lorsqu'ils recherchent des informations concernant l'Union européenne. Ils pouvaient également mentionner d'autres sources, dire qu'ils ne recherchent jamais d'informations sur l'UE (pas intéressés) ou déclarer qu'ils ne savaient pas.

²⁹ Voir tableau 4.5 pour les résultats par pays. NMMB

L'enquête demande aussi régulièrement aux répondants d'indiquer leur(s) méthode(s) préférée(s) pour recevoir des informations sur l'Union européenne à partir d'une liste de 11 sources prédéfinies. Comme nous pouvions nous y attendre, la préférence des citoyens va aux trois médias qu'ils utilisent le plus volontiers. 62% des répondants déclarent préférer la télévision, 36% déclarent préférer les journaux quotidiens et 27% citent la radio comme source préférée. 12% des répondants choisissent Internet. Les autres outils d'informations non imprimés, comme les cassettes vidéos (8%), les CD-ROM (5%) et les bases de données informatiques (3%) sont toujours moins populaires que les sources imprimées³⁰.



4.4. Auto-évaluation des connaissances sur l'Union européenne

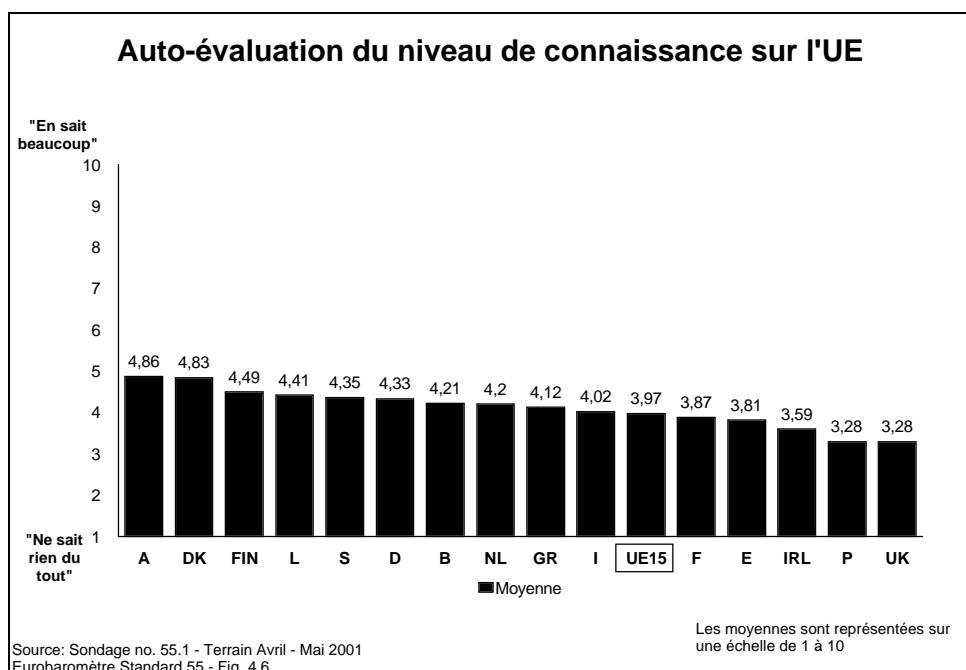
L'Eurobaromètre interroge également régulièrement les répondants sur le niveau de leurs connaissances concernant l'Union européenne³¹. Les résultats à l'échelle de l'UE15, présentés dans le tableau à la page suivante, montrent que 21% des citoyens de l'UE pensent avoir un assez bon ou un très bon niveau de connaissances sur l'Union européenne (i.e. les personnes ayant choisi un chiffre entre 6 et 10 sur l'échelle). Ce chiffre est nettement moins élevé qu'à l'automne 2000 où nous avons enregistré 29%.

³⁰ Voir tableau 4.6 pour les résultats par pays.

³¹ La question est : "selon vous, quel est votre niveau de connaissances concernant l'Union européenne, ses politiques, ses institutions". Nous avons demandé aux répondants de choisir un chiffre sur une fiche – sur une échelle de 1 à 10 – qui représente le mieux l'auto-évaluation de leurs connaissances sur l'Union européenne. Plus le chiffre choisi est élevé, plus ils pensent savoir de choses sur l'UE.

Auto-évaluation des connaissances concernant les affaires de l'UE Printemps 2001 (en %, UE15)	
Échelle	%
1 (ne sait rien du tout)	12
2	14
3	18
4	16
5	18
6	9
7	6
8	4
9	1
10 (sait beaucoup de choses)	1
Ne sait pas	3
Score moyen	3,97

Le graphique suivant représente les scores moyens³² pour chacun des 15 pays. Il montre que les niveaux d'auto-évaluation des connaissances varient de manière significative d'un État membre à l'autre.



Comme à l'automne 2000, nous relevons les niveaux de connaissances les plus élevés en Autriche, où le résultat moyen s'élève à 4,86, et nous enregistrons les niveaux les plus faibles au Royaume-Uni et au Portugal, où le résultat moyen est de 3,28. Une étude de la distribution des réponses montre que 35% des Danois pensent avoir un assez bon ou un très bon niveau de connaissances (i.e. des résultats de 6 et plus sur l'échelle) sur l'Union européenne. Avec 34%, les Autrichiens arrivent en seconde place, suivis par les Finlandais (29%), les Néerlandais (28%), les Allemands et les Luxembourgeois (tous deux 25%). Seule 1 personne sur 10 partage cette opinion au Portugal. Au Royaume-Uni et en France (tous deux 14%), en Espagne et en Irlande (tous deux 17%), 2 personnes sur 10 partagent cet avis (tableau 4.7a³³).

³² Les scores moyens représentent la somme des réponses pour chacun des dix points de l'échelle multipliée par la valeur de chaque point et divisée par le nombre total de réponses.

³³ Afin de faciliter la lecture du tableau, nous présentons une version recodée de l'échelle composée de quatre catégories : "ne sait (presque) rien" - points 1+2; "en sait un peu" - points 3 à 5; "en sait pas mal" - points 6 à 8 et "en sait beaucoup" - points 9+10.

Dans tous les pays, les niveaux d'auto-évaluation des connaissances, sont à présent, plus faibles qu'à l'automne 2000. Nous avons enregistré des baisses allant de 0,09 en Suède à 0,83 en Allemagne. La chute des niveaux de connaissance est également évident si nous observons les derniers résultats : aucun pays n'obtient un score égal ou supérieur à 5 sur l'échelle de 1 à 10, contre 4 pays à l'automne 2000. De même, à l'automne 2000, seuls 2 pays présentaient un résultat inférieur à 4 tandis qu'à présent c'est le cas pour 5 pays³⁴.

Le tableau suivant montre les scores moyens pour les différents groupes socio-démographiques dans l'UE. Il révèle que les cadres, les personnes ayant poursuivi les plus longues études à temps plein et les personnes utilisant le plus souvent les médias sont les groupes qui s'attribuent les résultats les plus élevés sur l'échelle d'auto-évaluation des connaissances. Au bas du tableau, nous trouvons les personnes ayant les résultats les plus faibles sur l'Index d'Utilisation des Médias³⁵.

Résultats moyens de l'échelle d'auto-évaluation des connaissances pour différents groupes à l'échelle de l'UE15	
Groupe	Score
Cadres	4,92
Ayant étudié jusqu'à 20 ans et +	4,70
Indice d'Utilisation des Médias : +++	4,50
Indépendants	4,60
Hommes	4,38
Étudiants	4,25
Employés	4,18
40-54 ans	4,18
Opinion Leadership Index: ++	4,17
25-39 ans	4,01
Opinion Leadership Index: +	3,93
Ayant étudiés jusqu'à 16-19 ans	3,93
Moyenne pour l'UE15	3,97
Indice d'Utilisation des Médias : ++	3,91
55 ans et +	3,81
15-24 ans	3,87
Travailleurs manuels	3,79
Opinion Leadership Index: -	3,78
Retraités	3,77
Chômeurs	3,63
Femmes	3,58
Opinion Leadership Index : --	3,56
Ayant étudié jusqu'à 15 ans ou moins	3,39
Personnes au foyer	3,23
Indice d'Utilisation des Médias : --	3,29
Indice d'Utilisation des Médias : ---	2,93

³⁴ Pour les résultats moyens de l'automne 2000, voir Rapport Eurobaromètre 54, figure 3.6.

³⁵ Voir Annexe C.4 pour une définition des indices représentés dans le tableau.

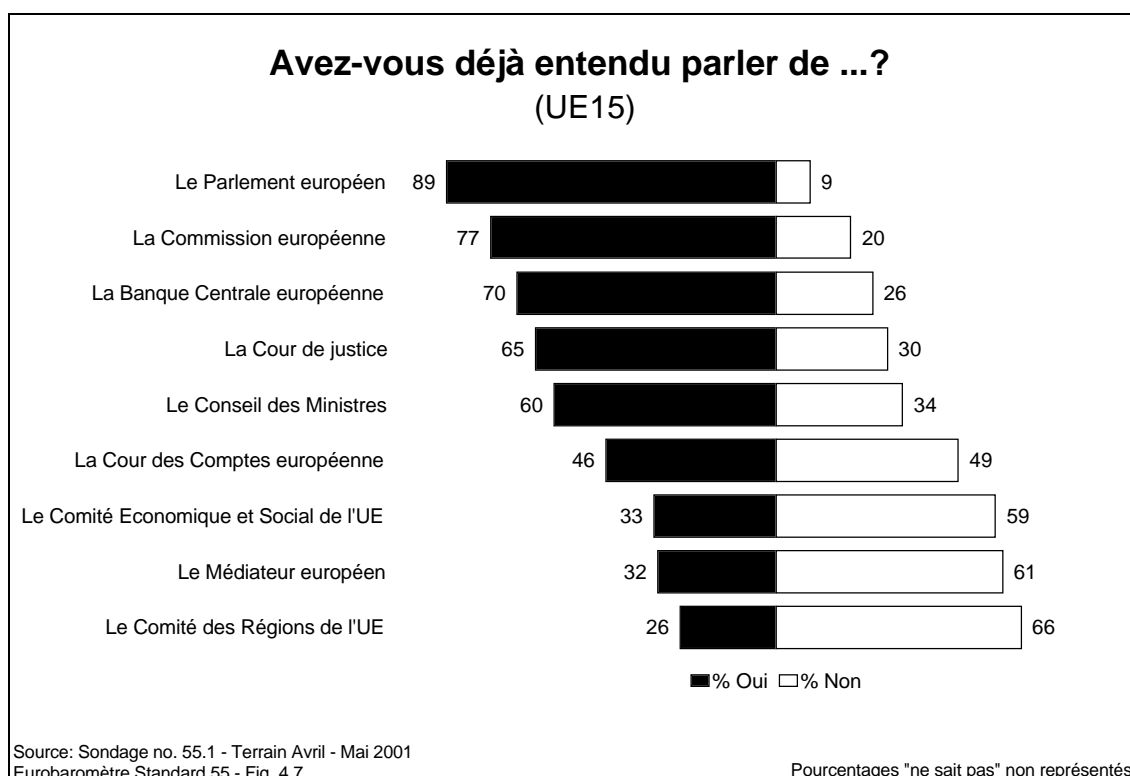
Non seulement les résultats présentés dans le tableau sont inférieurs pour tous les groupes à ceux de l'automne 2000, mais leur ordre est également assez différent. Par le passé, les personnes qui obtenaient les résultats les plus élevés sur l'Opinion Leadership Scale avaient toujours les niveaux d'auto-évaluation des connaissances les plus élevés et les personnes qui obtenaient les résultats les plus faibles sur l'Opinion Leadership Scale avaient toujours les niveaux de connaissances les plus faibles. A présent, l'écart entre ces deux groupes est nettement moins important (0,61 contre 2,64 à l'automne 2000). Nous constatons également que l'écart entre les personnes qui obtiennent à présent les scores les plus élevés (les cadres) et les plus faibles (Indice d'Utilisation des Médias : ---) sur l'échelle d'auto-évaluation des connaissances est bien moins important (1,99).

Les analyses attitudinales révèlent que le résultat moyen pour les personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE est de 4,52, contre 3,8 pour les personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose (voir aussi tableau 4.7b).

4.5. Notoriété et importance des institutions et organes de l'Union européenne

Pour la cinquième fois de suite, l'enquête a mesuré la notoriété auprès du public de 9 des institutions et organes de l'Union européenne³⁶.

Les institutions les plus populaires auprès du public sont le Parlement européen (89%), suivi par la Commission européenne (77%) et la Banque centrale européenne (70%). Les deux institutions les plus récentes sont les moins connues du public – le Comité des Régions (26%) et le Comité Économique et Social (33%) – de même que le Médiateur européen (32%). Bien que l'ordre de classement demeure identique à celui de l'automne 2000, les niveaux de notoriété sont, à présent, légèrement plus faibles pour les 9 institutions et organes³⁷.



³⁶ Nous avons demandé aux répondants s'ils avaient déjà entendu parler de l'institution en question. Le chapitre 2 présente dans quelle mesure la population fait confiance à ces institutions.

³⁷ Voir Eurobaromètre n° 54, figure et tableau 3.7.

Les résultats par pays indiquent que les niveaux de notoriété du **Parlement européen** sont supérieurs à 90% dans tous les pays sauf en Grèce (83%), en Allemagne (84%), au Royaume-Uni (85%) et en Espagne (89%). Au moins 9 personnes sur 10 au Luxembourg (94%), en Finlande et au Danemark (tous deux 93%) ont entendu parler de la **Commission européenne**. L'Allemagne (70%), la Grèce (71%), le Royaume-Uni, l'Italie (tous deux 75%) et l'Espagne (78%) sont les seuls pays où moins de 8 personnes sur 10 en ont entendu parler. La notoriété de la **Banque centrale européenne** atteint son plus haut niveau en Finlande (89%) et au Luxembourg (87%) et son niveau le plus bas en Grèce (55%) et au Royaume-Uni (58%). Les Danois (94%) sont les plus susceptibles d'avoir entendu parler de la **Cour de Justice**, tandis que les Italiens (44%) sont les moins susceptibles de connaître son existence. Les Suédois (91%), qui détenaient la Présidence européenne au moment de l'enquête, sont les plus susceptibles d'avoir entendu parler du **Conseil des Ministres**, tandis que nous enregistrons les niveaux de notoriété les plus faibles au Royaume-Uni (37%). La notoriété de la **Cour des Comptes européenne** atteint son plus haut niveau au Luxembourg (76%) et son niveau le plus bas au Royaume-Uni (15%). Les Luxembourgeois (56%) sont les plus susceptibles d'avoir entendu parler du **Comité Économique et Social**, tandis que les Néerlandais (20%) sont les moins susceptibles d'en avoir entendu parler. Le **Médiateur européen** - Jacob Söderman originaire de Finlande – atteint toujours, de loin, son plus haut niveau de popularité dans son pays d'origine (80%). C'est en Allemagne qu'il est le moins connu (20%). La notoriété du **Comité des Régions** est au plus haut au Portugal (50%), tandis que les Pays-Bas (10%) sont toujours les moins susceptibles de connaître l'existence de cette institution (tableau 4.8).

Afin de donner une impression générale des niveaux de notoriété dans chacun des États membres, nous avons calculé une moyenne en additionnant le pourcentage de réponses "connaît" pour chaque institution/organe et en divisant ce chiffre par le nombre total d'institutions (9) comprises dans l'enquête. Comme le montre le tableau suivant, les niveaux de notoriété les plus élevés sont relevés au Luxembourg (où sont situées bon nombre de ces institutions) et les niveaux les plus bas sont relevés au Royaume-Uni.

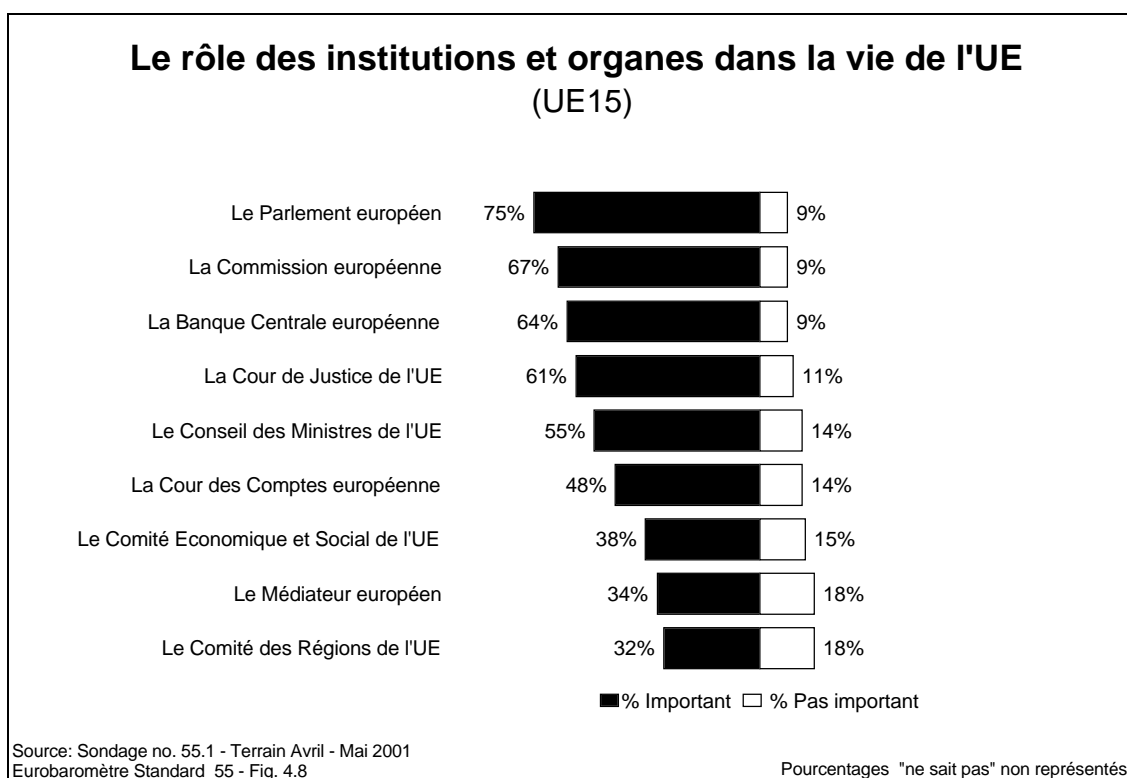
Notoriété des institutions et organes de l'UE	
(Niveaux de notoriété moyens pour les 9 institutions/organes, en % par pays)	
Pays	%
Luxembourg	75
Finlande	69
Danemark	67
Autriche	67
Irlande	61
Portugal	64
Espagne	60
Suède	60
Allemagne	59
France	57
Pays-Bas	57
Belgique	56
UE15	55
Grèce	54
Italie	49
Royaume-Uni	45

Les niveaux de notoriété ne varient pas seulement d'un pays à l'autre mais dépendent également du niveau général de connaissances du public concernant l'Union européenne. Le tableau de la page suivante montre que plus la population pense avoir des connaissances sur l'UE, plus elle est susceptible d'avoir entendu parler des institutions de l'UE.

Niveaux de notoriété des institutions/organes de l'UE par rapport à l'auto-évaluation des connaissances sur l'UE (en %)			
Institution :	Niveau de connaissance élevé	Niveau de connaissance moyen	Niveau de connaissance faible
Parlement européen	98%	96%	82%
Banque centrale européenne	93%	80%	56%
Commission européenne	92%	87%	65%
Cour de Justice	89%	76%	51%
Conseil des Ministres	85%	72%	44%
Cour des Comptes	74%	56%	31%
Comité Économique et Social	69%	42%	19%
Comité des Régions	58%	33%	14%
Médiateur européen	55%	38%	22%

Nous avons également demandé aux répondants s'ils pensaient que ces institutions et organes jouent un rôle important ou non dans la vie de l'Union européenne.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les institutions dont la population a le plus tendance à penser qu'elles jouent un rôle important dans la vie de l'Union européenne sont le Parlement européen (75%), la Commission européenne (67%) et la Banque centrale européenne (64%). L'institution dont le public a le moins tendance à penser qu'elle joue un rôle important est le Comité des Régions (32%).



Les analyses par pays montrent que la part des personnes qui pensent que le **Parlement européen** joue un rôle important dans la vie de l'Union européenne atteint son niveau le plus élevé au Luxembourg (88%) et s'élève à plus de 8 personnes sur 10 en Italie, aux Pays-Bas, en Suède, en Irlande et en Belgique. Les Britanniques (59%) sont les moins enclins à penser que le Parlement européen joue un rôle important dans la vie de l'Union européenne. Le Luxembourg (85%) compte également le pourcentage le plus élevé de personnes pensant que la **Commission européenne** joue un rôle important. Le Royaume-Uni (50%), l'Allemagne (61%) et l'Espagne (69%) sont les seuls pays où moins de 7 personnes sur 10 partagent cette opinion. Les Luxembourgeois (80%) sont les plus enclins à penser que la **Banque centrale européenne** joue un rôle important. Seuls 41% des Britanniques partagent ce point de vue. Dans tous les autres pays, à l'exception de la Grèce (59%), plus de 6 personnes sur 10 pensent que la BCE joue un rôle important dans la vie de l'Union européenne (tableau 4.9).

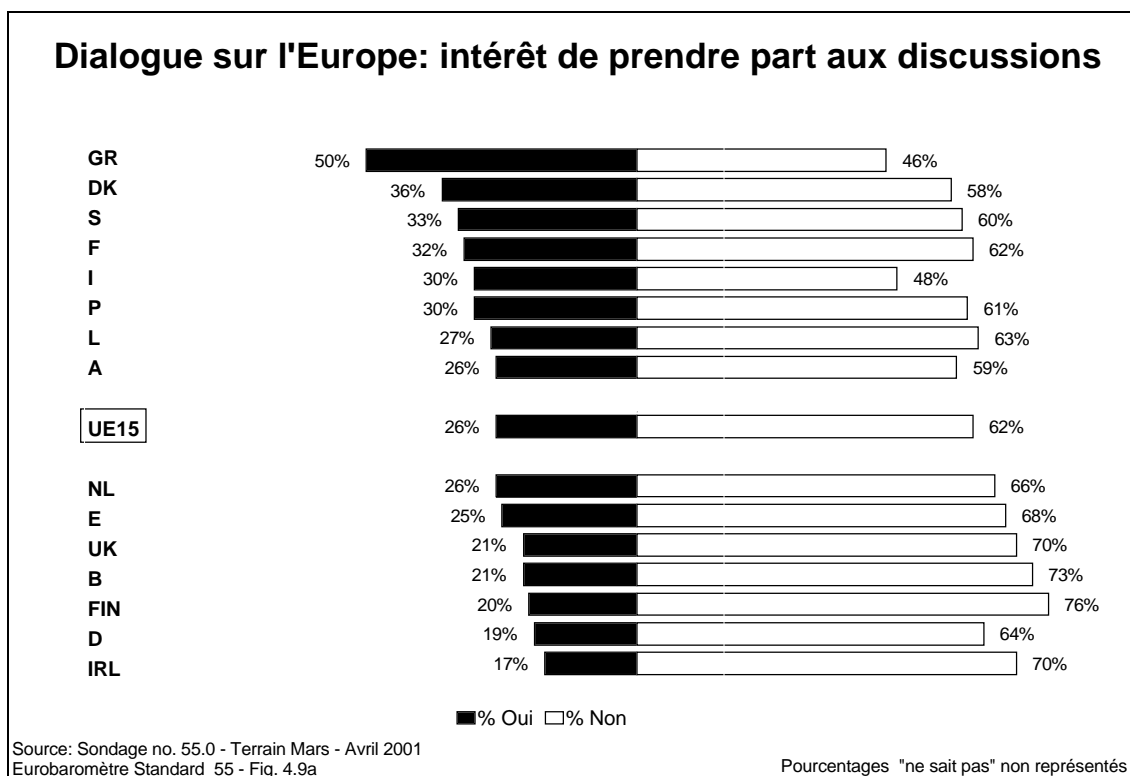
Afin de donner une vue générale de la mesure dans laquelle la population pense que les institutions et organes de l'UE jouent un rôle important dans la vie de l'Union européenne, le tableau suivant fait la liste des résultats moyens obtenus par chaque État Membre. Le Luxembourg obtient le résultat le plus élevé (72%) tandis que le Royaume-Uni (35%) a le résultat le plus faible.

Importance des institutions et organes de l'UE (Niveau d'importance moyen de 9 institutions/organes, en % par pays)	
Pays	%
Luxembourg	72
Portugal	62
Irlande	61
Finlande	61
Espagne	60
Pays-Bas	59
Grèce	59
France	57
Belgique	57
Suède	56
Autriche	56
Danemark	55
Italie	54
UE15	53
Allemagne	52
Royaume-Uni	35

4.6. Dialogue sur l'Europe

La première vague de cette enquête Eurobaromètre comprend une série de questions visant à déterminer si la population serait intéressée par une participation à un dialogue sur l'Europe³⁸. Les résultats révèlent que 26% des citoyens de l'UE seraient intéressés par une telle action contre 62% qui déclarent ne pas être intéressés.

³⁸ Ces questions ont été posées au nom des Bureaux de Représentation de l'Union européenne. Vous pouvez trouver des résultats plus détaillés sur le site Web de l'Unité Opinion Publique. Un rapport complet des constatations qui en ont été tirées est publié séparément.



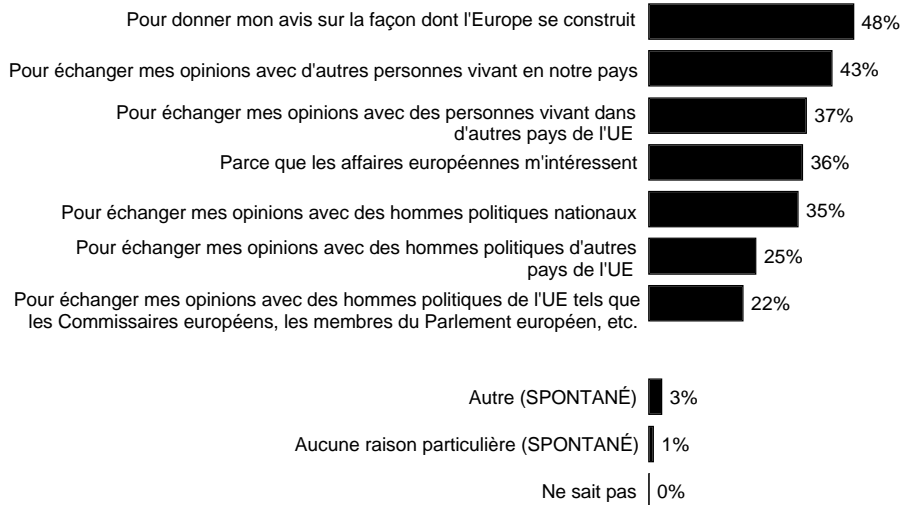
Les résultats par pays montrent que les niveaux d'intérêt varient sensiblement entre les 15 États membres. Avec 50%, la Grèce est la plus susceptible d'être intéressée par une participation à ces discussions, suivie par le Danemark (36%), la Suède (33%), la France (32%), le Portugal et l'Italie (tous deux 30%). La Finlande (76%) et la Belgique (73%) sont les plus enclines à indiquer qu'elles ne sont pas intéressées (tableau 4.10a).

Les analyses démographiques montrent que les personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (37%) sont les plus susceptibles d'être intéressées par une participation à un dialogue sur l'Europe, suivies par les cadres (36%) et les étudiants (34%). Les personnes ayant quitté l'éducation à temps plein avant l'âge de 16 ans (18%), les personnes au foyer (19%) et les personnes âgées de 55 ans et plus, y compris les retraités (20%), sont les moins enclins à partager ce point de vue (tableau 4.10b).

Nous avons ensuite montré aux répondants ayant indiqué qu'ils étaient intéressés par une participation aux discussions, une liste de 7 explications possibles de leur intérêt³⁹. Nous constatons que la principale raison pour laquelle la population aimerait prendre part aux discussions est l'expression de leur point de vue concernant la manière dont l'Europe prend forme (48%). La deuxième raison la plus populaire est l'échange de leurs points de vue avec leurs concitoyens (43%). 37% déclarent être intéressés parce qu'ils aimeraient échanger leur point de vue avec des personnes vivant dans d'autres pays de l'Union européenne et 36% parce qu'ils s'intéressent aux questions européennes. 35% voulaient profiter de l'occasion pour échanger leurs points de vue avec des hommes politiques de leur pays (tableau 4.11a).

³⁹ Ils pouvaient également donner spontanément d'autres raisons ou dire qu'ils étaient intéressés sans raison particulière.

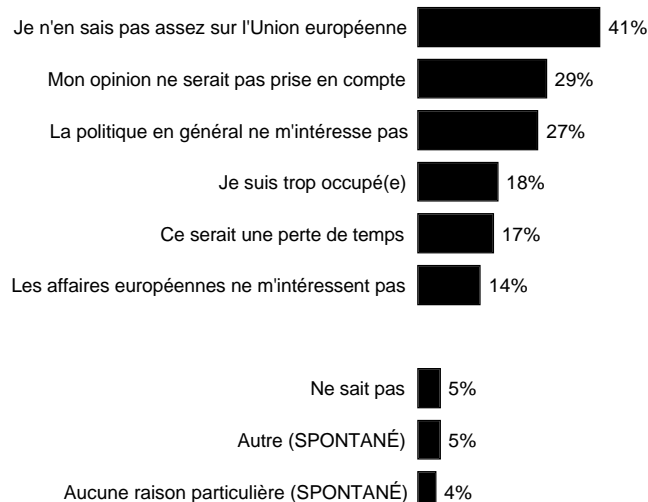
Raisons pour lesquelles les gens aimeraient prendre part à un dialogue sur l'Europe (UE15)



Source: Sondage no. 55.0 - Terrain Mars - Avril 2001
Eurobaromètre Standard 55 - Fig. 4.9b

Nous avons montré aux répondants qui ne voudraient pas y participer une liste différente de 6 explications possibles de leur manque d'intérêt⁴⁰. Nous constatons que la principale raison pour laquelle ces personnes ne souhaitent pas prendre part aux discussions est qu'elles pensent ne pas en savoir assez sur l'Union européenne (41%). Près de 3 de ces répondants sur 10 pensent que leur point de vue ne serait pas pris en compte de toute façon (29%) et 27% déclarent ne pas s'intéresser à la politique. Seuls 14% ne souhaitent pas y participer parce qu'ils ne s'intéressent pas aux questions européennes (tableau 4.11b).

Raisons pour lesquelles les gens ne voudraient pas prendre part à un dialogue sur l'Europe (UE15)



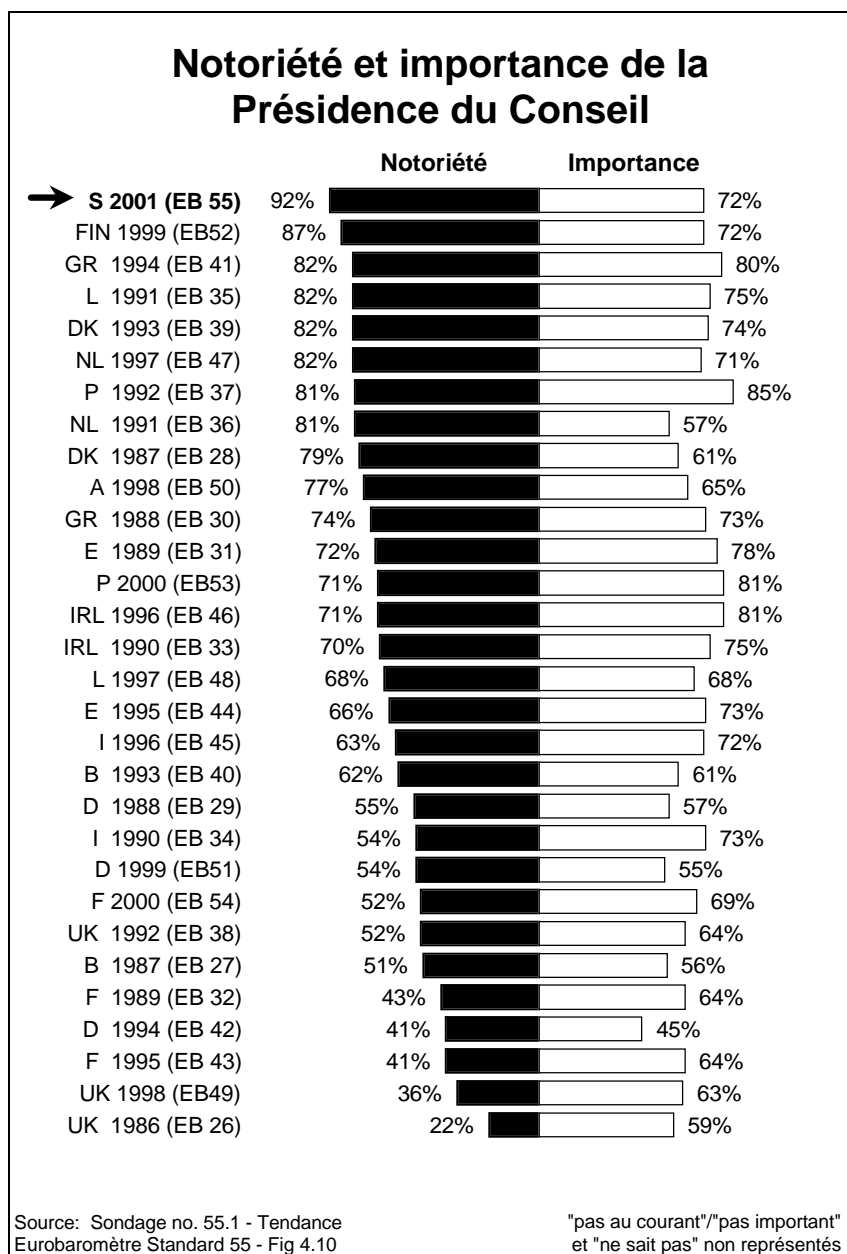
Source: Sondage no. 55.0 - Terrain Mars - Avril 2001
Eurobaromètre Standard 55 - Fig. 4.9c

⁴⁰ Une fois de plus, les répondants pouvaient donner spontanément d'autres raisons ou dire qu'ils n'étaient pas intéressés sans raison particulière.

4.7. Notoriété et importance de la Présidence du Conseil

Depuis 1987, l'Eurobaromètre examine la notoriété et l'évaluation de l'importance de la Présidence du Conseil des Ministres dans le pays qui préside au moment de l'enquête⁴¹. La Suède a assuré la présidence pour la première fois pendant six mois en 2001.

Comme le montre le graphique suivant, 92% des Suédois savent que leur pays a assuré la présidence. Ce niveau de notoriété est le plus élevé que nous ayons obtenu depuis que la question a été posée pour la première fois en 1987. 72% des Suédois considèrent que la présidence est un événement important, ce qui est équivalent à ce que nous avons constaté en Finlande lorsque celle-ci a assuré la présidence pour la première fois pendant les 6 derniers mois de l'année 1999.



⁴¹ Chaque État Membre de l'Union européenne assure à tour de rôle la présidence pour une période de six mois.

5. Les Européens et les langues

Dans le dernier chapitre de ce rapport, nous étudierons les résultats de certaines questions de l'Eurobaromètre concernant les langues parlées, connues et considérées comme les plus utiles par les citoyens de l'UE.

5.1. La langue maternelle

La langue maternelle de la majorité des répondants est la langue nationale parlée dans leur pays. Il est clair que plusieurs États membres de l'UE ont plusieurs langues officielles, la Belgique en étant un meilleur exemple. Dans plusieurs pays, la population considère également qu'une langue régionale est leur langue maternelle. La liberté de travailler et d'étudier dans un autre État Membre implique que la plupart des pays comptent des citoyens de l'UE « étrangers » dont la langue maternelle est une autre langue de l'UE. Enfin, pour certains citoyens de l'UE, la langue maternelle est une langue hors UE parlée dans leur pays d'origine.

Le tableau suivant montre le pourcentage de citoyens de l'UE de chaque pays dont la langue maternelle est la langue de l'UE officielle⁴² du pays dans lequel ils vivent (voir colonne 1). Il montre également la part des personnes dont la langue maternelle est une langue officielle de l'UE qui n'est pas la langue nationale du pays dans lequel elles vivent (colonne 2). La troisième colonne parle d'elle-même. La quatrième colonne indique le pourcentage de personnes dont la langue maternelle est une langue non citée dans le questionnaire. C'est dans cette colonne que nous trouvons la présence de langues régionales. En Espagne, la principale "autre" langue est le catalan, en Irlande, il s'agit de l'irlandais (Gaélique) et au Royaume-Uni nous trouvons l'irlandais et le gallois. Au Luxembourg, nous trouvons la majorité des répondants dans la catégorie "autre", le Luxembourgeois étant leur langue maternelle. Nous trouvons également la proportion la plus élevée d'autres langues de l'UE au Luxembourg en raison du grand nombre de citoyens européens étrangers qui y résident.

La langue maternelle – en % par pays				
Pays :	Langue(s) nationale(s) de l'UE	Autre(s) langue(s) de l'UE	Arabe ou Chinois	Autre
Belgique	95 ⁴³	4	0	2
Danemark	98	1	0	1
Allemagne	97	3	0	0
Grèce	99	0	0	0
Espagne	91	1	0	8
France	95	4	1	1
Irlande	93	1	0	7
Italie	99	1	0	0
Luxembourg	11 ⁴⁴	18	0	70
Pays-Bas	97	1	0	2
Autriche	96	1	0	2
Portugal	100	0	0	0
Finlande	99 ⁴⁵	0	0	0
Suède	94	2 ⁴⁶	1	3
Royaume-Uni	95	1	0	4

⁴² Il y a 11 langues officielles de l'UE : le danois, le néerlandais, l'anglais, l'allemand, le finlandais, le français, le grec, l'italien, le portugais, l'espagnol et le suédois.

⁴³ La part des personnes parlant l'une des trois langues nationales est la suivante : néerlandais - 57%, français - 37% et allemand - 1%.

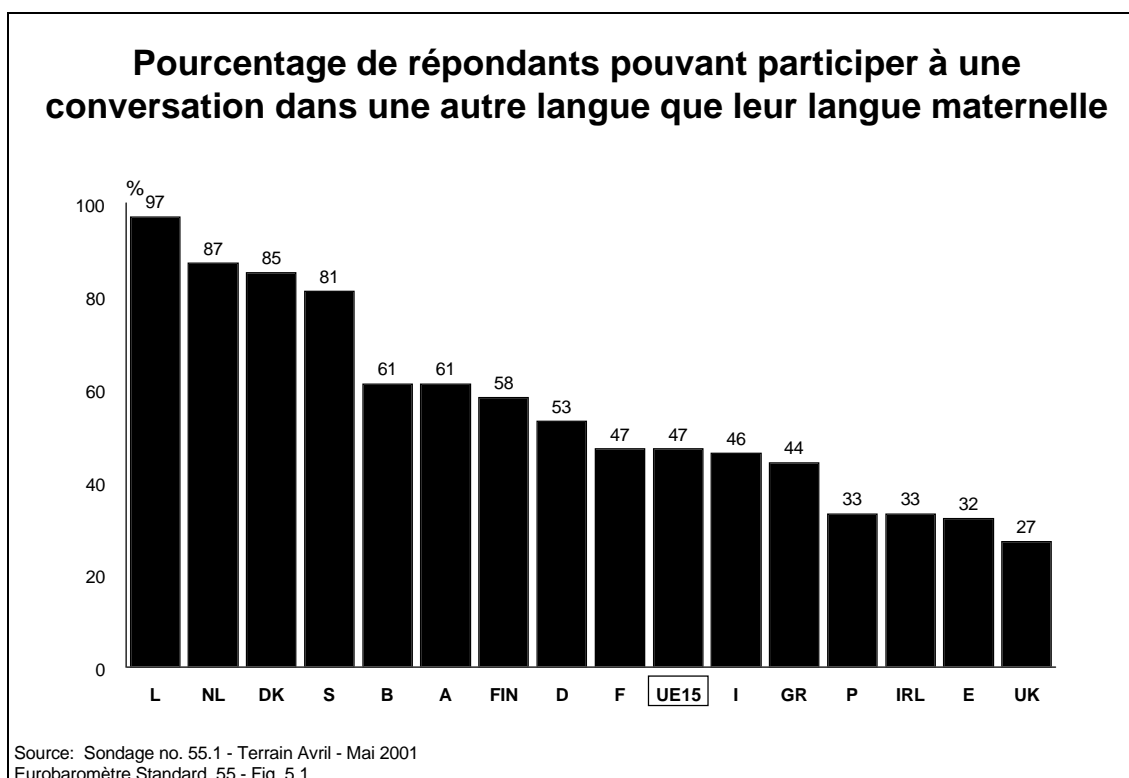
⁴⁴ Français (8%) et allemand (3%).

⁴⁵ Finlandais (92%) et suédois (7%).

⁴⁶ Finlandais (1%) et autres langues de l'UE (1%).

5.2. Connaissance d'autres langues

Un nombre important de citoyens de l'UE peut participer à une conversation dans une langue autre que sa langue maternelle⁴⁷. Toutefois, comme le montre le graphique suivant, nous enregistrons des variations importantes entre les États membres. 97% des répondants luxembourgeois parlent une autre langue suffisamment bien pour pouvoir suivre une conversation. La connaissance d'autres langues est également un phénomène répandu aux Pays-Bas (87%), au Danemark (85%) et en Suède (81%). Les Britanniques (27%), les Espagnols (32%), les Irlandais et les Portugais (tous deux 33%) sont les moins susceptibles de parler une autre langue.

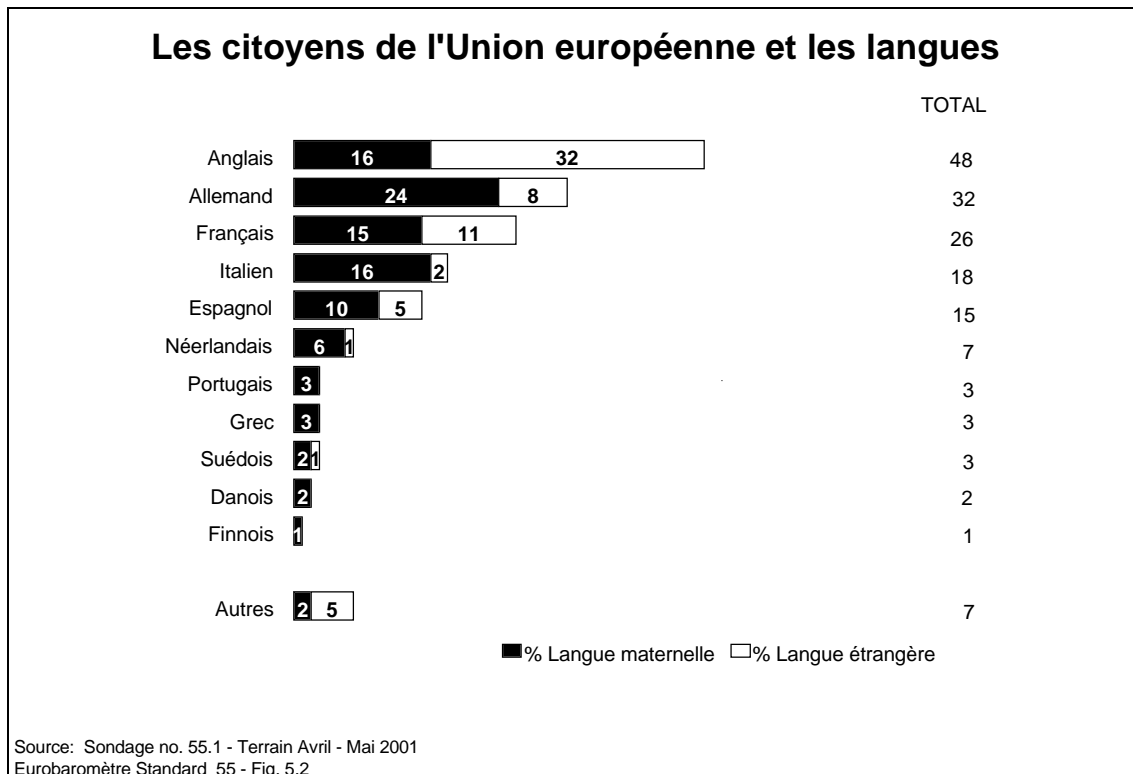


Le tableau de la page suivante indique les variations des niveaux de connaissance d'autres langues entre les différents groupes socio-démographiques analysés dans cette étude. Comme nous pouvons le constater, les étudiants (76%) sont les plus susceptibles de pouvoir participer à une conversation dans une langue autre que leur langue maternelle contre seulement 21% des personnes ayant quitté l'école à 15 ans ou moins.

⁴⁷ Nous avons demandé aux répondants : "A part votre langue maternelle, quelles sont, parmi ces langues, celles que vous parlez suffisamment bien pour participer à une conversation ?" Le pourcentage dans chaque pays parlant une autre langue est calculé en soustrayant le pourcentage de réponses "ne sait pas" du total.

Pourcentage des personnes parlant suffisamment bien une autre langue que leur langue maternelle pour participer à une conversation (UE15)	
Groupe socio-démographique	%
Étudiants	76
Cadres	72
Ayant étudié jusqu'à 20 ans et +	71
15-24 ans	68
Employés	58
25-39 ans	57
Indépendants	52
Hommes	49
Moyenne pour l'UE15	47
Ayant étudié jusqu'à 16-19 ans	46
Femmes	45
40-54 ans	45
Chômeurs	45
Travailleurs manuels	42
Personnes au foyer	34
55 ans et +	30
Retraités	28
Ayant étudié jusqu'à 15 ans ou moins	21

Les analyses indiquent également lesquelles des 11 langues de l'UE sont les plus connues. Comme le montre le graphique suivant, 48% des citoyens de l'UE parlent anglais. Cette langue est la langue maternelle de 16% de la population de l'UE et 32% des citoyens non anglophones la parlent suffisamment bien pour tenir une conversation. En dehors de l'anglais, l'ordre des langues correspond plus ou moins au nombre d'habitants. Nous constatons donc que l'allemand est la langue maternelle de 24% des citoyens de l'UE et que 8% des citoyens de l'UE parlent suffisamment bien cette langue pour pouvoir la qualifier de "seconde" langue. Le français est parlé par 26% de la population de l'UE, dont 15% sont francophones de naissance. L'italien est la quatrième langue la plus parlée – langue maternelle de 16% des citoyens de l'UE et 2% la parlent suffisamment bien en tant que langue étrangère. 15% de la population de l'UE parle espagnol (10% comme langue maternelle et 5% comme langue étrangère).



Le tableau de la page suivante reprend la liste des 3 langues les plus parlées en dehors de la langue maternelle dans chaque État Membre. Il met en évidence que :

- Dans tous les pays non anglophones, à part le Luxembourg, l'anglais est la langue étrangère la plus connue.
- Dans les nations anglophones, le français est la langue étrangère la plus parlée.
- Dans les pays où des langues régionales sont parlées, nous constatons que la (les) langue(s) nationale(s) de l'UE est (sont) considérée(s) comme langue(s) 'étrangère(s)' (i.e. Belgique, Luxembourg, Espagne, Irlande et Royaume-Uni).

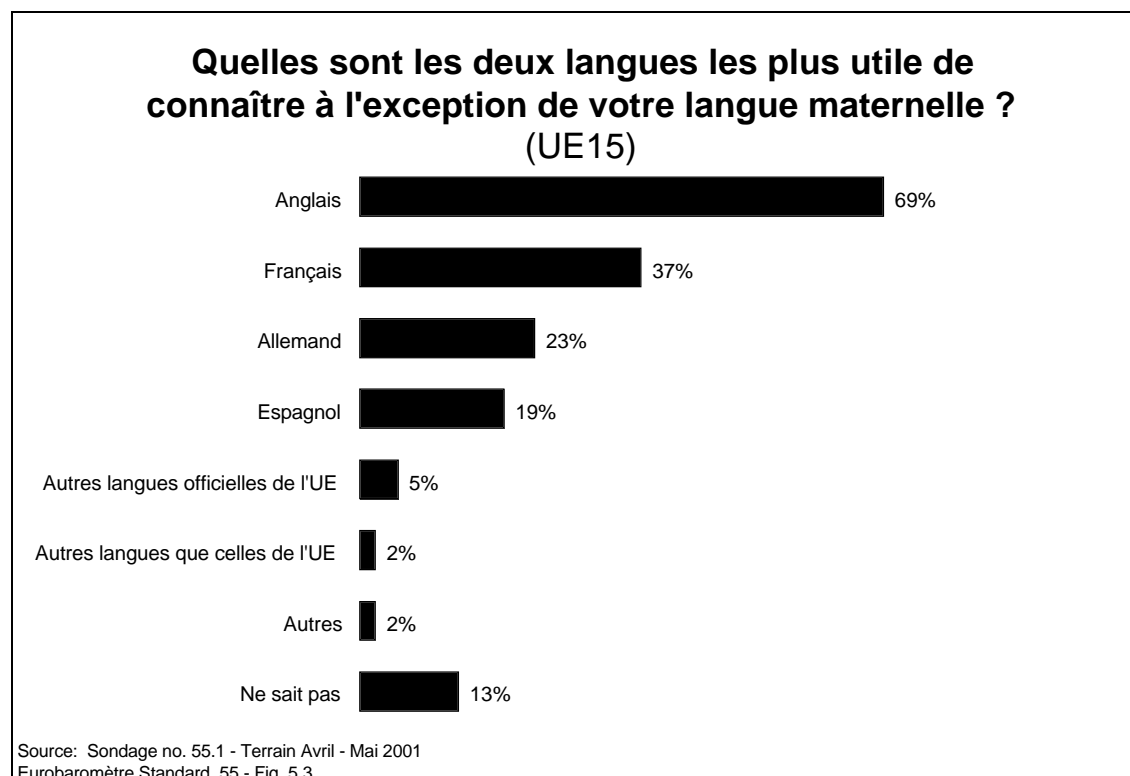
LES TROIS LANGUES LES PLUS PARLEES EN DEHORS DE LA LANGUE MATERNELLE (EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)	
Belgique	
Anglais	37
Français	32
Allemand	16
Danemark	
Anglais	79
Allemand	48
Français / Suédois	8
Allemagne	
Anglais	44
Français	12
Autre ⁴⁸	7
Grèce	
Anglais	36
Allemand	5
Français / Autre	4
Espagne	
Anglais	18
Autre	9
Espagnol	9
France	
Anglais	32
Espagnol	10
Allemand	7
Irlande	
Français	15
Autre	11
Anglais / Allemand	4
Italie	
Anglais	28
Français	18
Espagnol / Allemand / Autre	3
Luxembourg	
Français	85
Allemand	81
Anglais	46
Pays-Bas	
Anglais	75
Allemand	57
Français	12
Autriche	
Anglais	55
Français	9
Italien	7
Portugal	
Anglais	22
Français	16
Espagnol	5
Finlande	
Anglais	50
Suédois	31
Allemand	12
Suède	
Anglais	76
Allemand	22
Français / Danois	7
Royaume-Uni	
Français	11
Autre / Allemand	6
Espagnol / Anglais	3

5.3. Quelles langues “étrangères” sont les plus utiles à connaître

Étant donné que nous avons déjà remarqué que l'anglais est la langue étrangère la plus connue, nous ne serons pas surpris de constater que cette langue est également considérée comme la plus utile en dehors de la langue maternelle des citoyens de l'UE. 69% des répondants choisissent l'anglais, 37% le français, 23% préfèrent l'allemand et 19% pensent que l'espagnol est la langue la plus utile à connaître⁴⁹. Si nous les mettons toutes ensemble, les 7 autres langues officielles de l'UE ne sont considérées que comme les plus utiles seulement par 5% de la population.

⁴⁸ Autre = aucune des 11 langues de l'Union européenne, ni le russe, ni l'arabe.

⁴⁹ Les citoyens étaient invités à citer deux langues afin d'accroître les chances de sélection de langues autres que l'anglais.



Le tableau de la page suivante reprend la liste des 2 langues considérées comme les plus utiles dans chacun des 15 États membres.

LES DEUX LANGUES LES PLUS UTILES EN DEHORS DE LA LANGUE MATERNELLE (EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)	
Belgique	
Anglais	80
Français	40
Danemark	
Anglais	93
Allemand	53
Allemagne	
Anglais	72
Français	38
Grèce	
Anglais	88
Allemand	48
Espagne	
Anglais	90
Français	51
France	
Anglais	84
Espagnol	39
Irlande	
Français	62
Allemand	47
Italie	
Anglais	88
Français	36
Luxembourg	
Français	71
Anglais	51
Pays-Bas	
Anglais	90
Allemand	36
Autriche	
Anglais	86
Français	46
Portugal	
Anglais	77
Français	56
Finlande	
Anglais	76
Allemand	29
Suède	
Anglais	85
Allemand	40
Royaume-Uni	
Français	64
Allemand	40

Comme nous pouvons le constater, les langues les plus populaires sont :

- L'anglais, suivi de l'allemand dans les pays nordiques et aux Pays-Bas.
- L'anglais, suivi du français dans les nations germanophones, en Belgique et dans les pays méditerranéens (sauf la Grèce où l'allemand est plus populaire que le français).
- L'anglais, suivi par l'espagnol en France.
- Le français, suivi par l'anglais au Luxembourg.
- Le français, suivi par l'allemand dans les deux nations anglophones.

Vous pouvez trouver des résultats plus détaillés concernant les connaissances et l'utilité des langues "étrangères" dans chaque État Membre dans les tableaux 5.1 et 5.2.

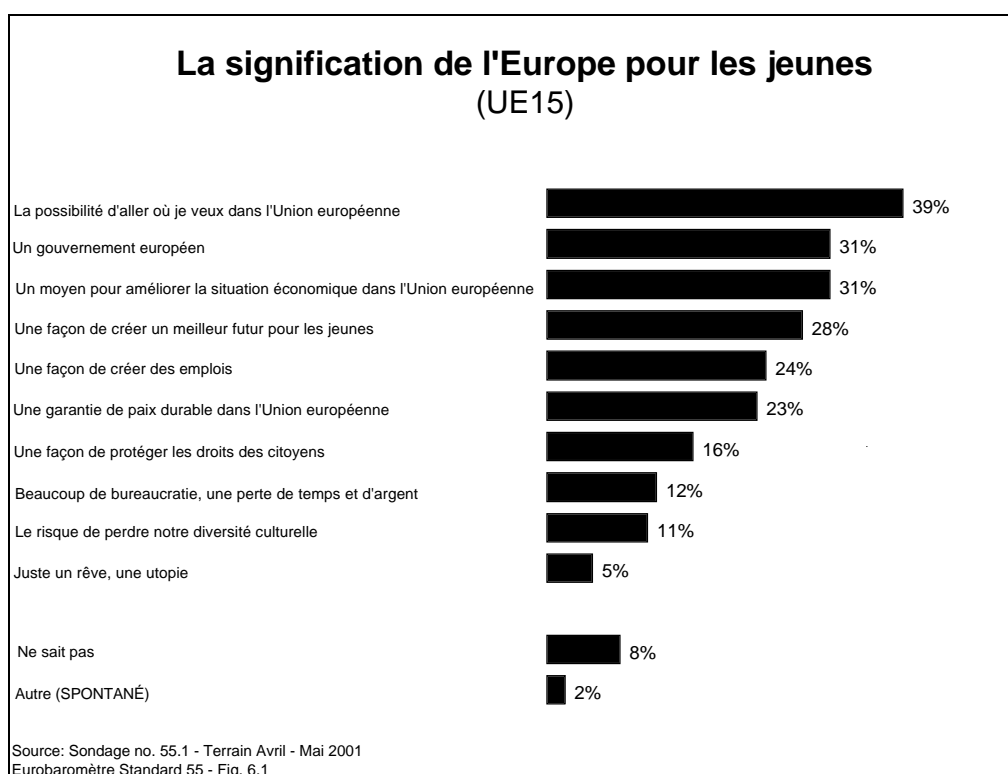
6. Autres dimensions de l'Union européenne

Dans ce chapitre, nous présentons les constatations tirées de certaines des questions spéciales posées aux répondants âgés de 15 à 24 ans. La vague 55.1 de l'Eurobaromètre a été complétée par un échantillonnage supplémentaire de personnes de ce groupe d'âge. En plus de l'échantillon normal, environ 600 personnes âgées de 15 à 24 ans ont été interrogées dans tous les États membres⁵⁰.

Ce chapitre s'intéresse également mais brièvement à un certain nombre d'autres questions couvertes par les enquêtes Eurobaromètre du printemps 2001. Les résultats de bon nombre de ces questions seront analysés plus en détails dans des rapports Eurobaromètre spéciaux⁵¹.

6.1. Les jeunes Européens

Nous avons montré à ce sur-échantillonnage de jeunes Européens une carte présentant 10 propositions concernant l'Union européenne et nous leur avons demandé laquelle de ces propositions décrivait le mieux ce que l'Union signifiait pour eux personnellement⁵². 39% des jeunes répondants ont déclaré que l'UE leur donnait la possibilité d'aller où ils voulaient au sein de ses frontières. 31% ont choisi l'affirmation décrivant l'UE a) comme un gouvernement européen et b) comme un moyen d'améliorer la situation économique au sein de l'Union. Près de 3 jeunes citoyens sur 10 pensent que l'UE représente un moyen de créer un meilleur avenir pour les jeunes et environ un quart d'entre-eux la voient comme un moyen de créer des emplois.



Le tableau de la page suivante montre que la liberté de mouvement est la description la plus souvent choisie de l'Union européenne dans 7 États membres. Elle arrive en seconde position dans 3 pays et en troisième position dans 2 autres pays mais elle ne fait pas partie des trois premiers choix au Danemark, en Italie et au Royaume-Uni. Aux Pays-Bas, en Espagne et en Belgique, un gouvernement européen est la description la plus populaire de l'Union européenne.

⁵⁰ En Allemagne, 644 enquêtes ont été menées dans les Bundesländer qui faisaient auparavant partie de l'Allemagne de l'Est et 621 enquêtes ont été menées dans les Bundesländer de l'Allemagne de l'Ouest. Au Luxembourg, le sur-échantillonnage comprend 202 personnes âgées de 15 à 24 ans et, en Irlande du Nord, il comprend 196 répondants.

⁵¹ Voir Annexe D pour plus d'informations concernant les enquêtes et rapports Eurobaromètre spéciaux.

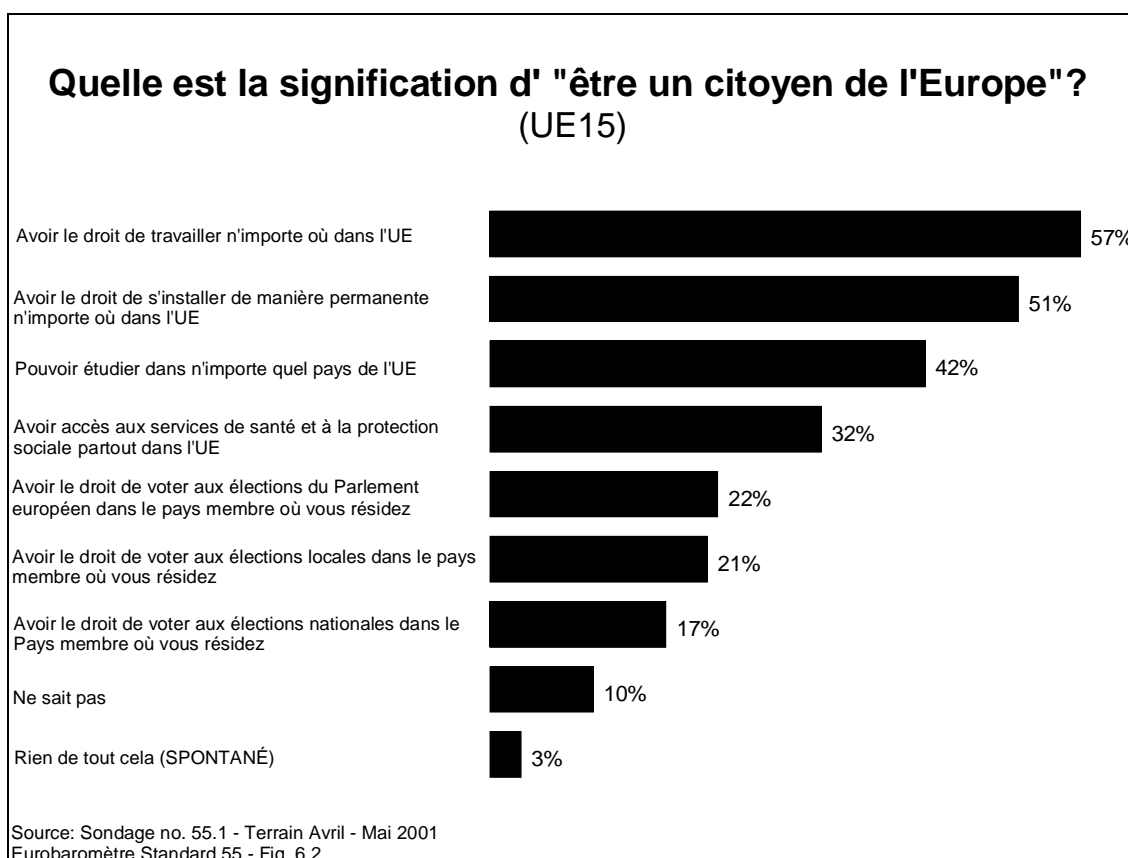
⁵² Les répondants pouvaient également donner spontanément une autre réponse ; les codes de réponses comprennent également une option « ne sait pas ».

Cette description fait également partie des trois premiers choix dans 7 autres pays. Au Danemark, les jeunes sont plus enclins à interpréter la signification de l'Europe comme un moyen d'améliorer la situation économique au sein de l'UE. Cette interprétation fait également partie des trois premiers choix dans 9 autres pays. C'est en Grèce, en Italie et au Portugal que les jeunes ont le plus tendance à considérer l'UE comme un moyen de créer un meilleur avenir pour les jeunes, description qui fait également partie des trois premiers choix dans 3 autres pays. En Finlande et au Royaume-Uni, le point de vue selon lequel l'UE est un moyen de créer des emplois fait partie des trois premiers choix. Au Danemark, en France et au Luxembourg, le point de vue selon lequel l'UE garantit une paix durable fait partie des trois premiers choix. L'opinion selon laquelle l'UE représente beaucoup de bureaucratie et une perte de temps et d'argent ne fait partie des trois premiers choix qu'en Suède. Au Royaume-Uni, la part des jeunes qui sont sans opinion est supérieure à la description la plus souvent choisie (voir aussi tableau 6.1).

LA SIGNIFICATION DE L'EUROPE POUR LES JEUNES (LES TROIS DESCRIPTIONS LES PLUS SOUVENT CHOISIES, EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)	
Belgique	
Gouvernement européen	38
Liberté de mouvement	38
Amélioration de la situation économique	37
Danemark	
Amélioration de la situation économique	38
Paix	36
Gouvernement européen	31
Allemagne	
Liberté de mouvement	52
Amélioration de la situation économique	31
Meilleur avenir	30
Grèce	
Meilleur avenir	37
Liberté de mouvement	29
Amélioration de la situation économique	29
Espagne	
Gouvernement européen	41
Liberté de mouvement	39
Amélioration de la situation économique	31
France	
Liberté de mouvement	54
Paix	35
Gouvernement européen	33
Irlande	
Liberté de mouvement	38
Meilleur avenir	34
Gouvernement européen	27
Italie	
Meilleur avenir	45
Amélioration de la situation économique	38
Gouvernement européen	27
Luxembourg	
Liberté de mouvement	41
Amélioration de la situation économique	40
Paix	35
Pays-Bas	
Gouvernement européen	50
Amélioration de la situation économique	50
Liberté de mouvement	46
Autriche	
Liberté de mouvement	50
Meilleur avenir	39
Amélioration de la situation économique	30
Portugal	
Meilleur avenir	35
Amélioration de la situation économique	34
Liberté de mouvement	32
Finlande	
Liberté de mouvement	49
Gouvernement européen	33
Création d'emplois	27
Suède	
Liberté de mouvement	45
Trop de bureaucratie	34
Gouvernement européen	30
Royaume-Uni	
Ne sait pas	30
Gouvernement européen	26
Création d'emplois	20

Nous avons également demandé aux jeunes répondants ce que signifiait pour eux le fait d'être un citoyen de l'Union européenne. Nous leur avons à nouveau montré une fiche mais cette fois ils pouvaient sélectionner plus d'une seule des sept descriptions proposées.

Comme le montre le graphique suivant, 57% des jeunes Européens pensent qu'être un citoyen de l'Union européenne signifie avoir le droit de travailler dans n'importe quel pays de l'UE. 51% pensent que cela leur donne le droit de s'installer de manière permanente dans un autre pays de l'UE et 42% déclarent qu'en tant que citoyens de l'UE, ils peuvent étudier dans n'importe lequel des 15 États membres.



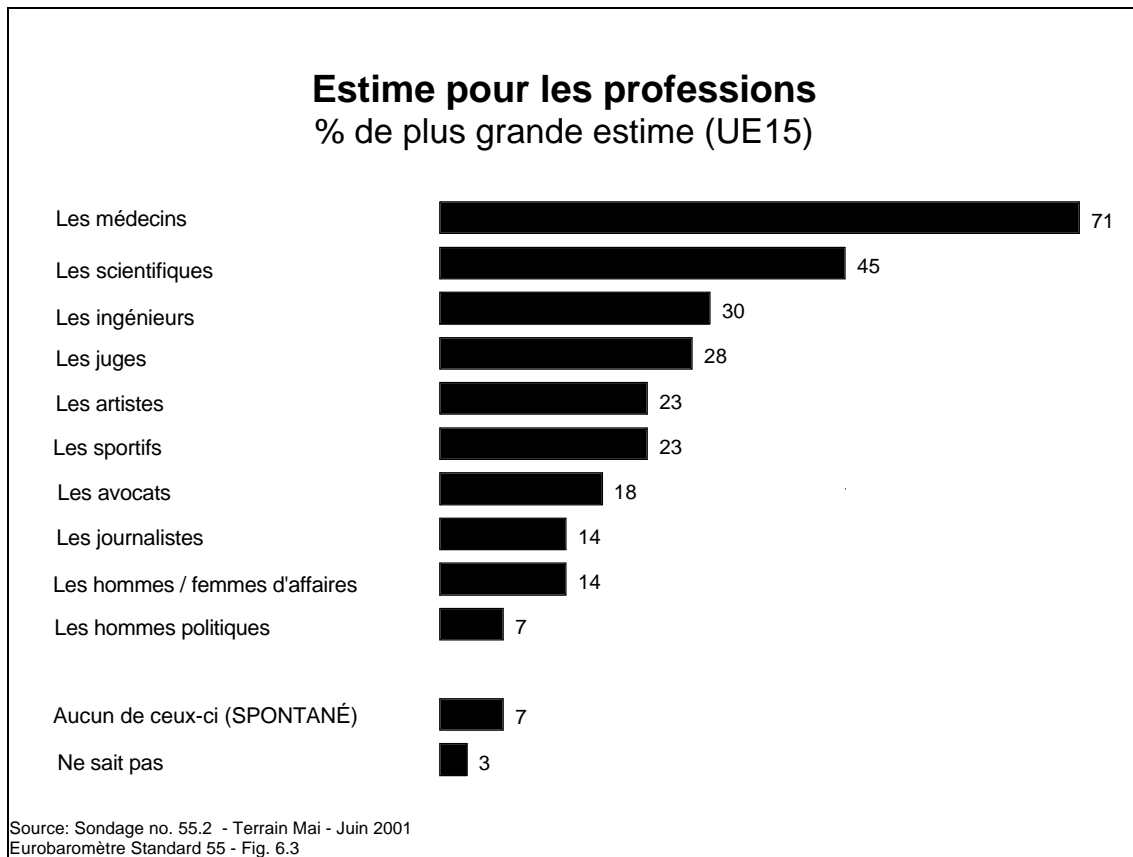
Le tableau de la page suivante montre que dans tous les pays excepté au Royaume-Uni, le droit de travailler, le droit de se déplacer et la possibilité d'étudier dans n'importe quel pays de l'UE font partie des trois premiers choix. Au Royaume-Uni, la troisième réponse la plus souvent choisie est l'accès aux soins de santé et à la sécurité sociale n'importe où dans l'UE.

Les analyses par pays montrent que les jeunes finlandais sont les plus enclins à associer le droit de travailler n'importe où dans l'UE au fait d'être citoyen européen (75%). Au Royaume-Uni (45%) et en Belgique (49%), les jeunes répondants étaient les moins enclins à penser qu'être un citoyen européen signifiait avoir le droit de travailler dans n'importe quel pays de l'UE. Le point de vue selon lequel être un citoyen de l'UE signifie avoir le droit de s'installer de manière permanente dans un autre pays de l'UE varie de 33% au Royaume-Uni à 60% en France. De 24% des Britanniques à 65% des Suédois pensent qu'être citoyen de l'UE signifie pouvoir étudier n'importe où dans l'UE (tableau 6.2).

LA SIGNIFICATION DE LA CITOYENNETE EUROPEENNE POUR LES JEUNES (LES TROIS DESCRIPTIONS LES PLUS SOUVENT CHOISIES, EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)			
Belgique			
Droit de se déplacer	49		
Droit de travailler	49		
Pouvoir étudier	41		
Danemark			
Droit de travailler	62		
Pouvoir étudier	58		
Droit de se déplacer	45		
Allemagne			
Droit de travailler	61		
Droit de se déplacer	58		
Pouvoir étudier	45		
Grèce			
Droit de travailler	51		
Pouvoir étudier	44		
Droit de se déplacer	41		
Espagne			
Droit de travailler	57		
Droit de se déplacer	55		
Pouvoir étudier	37		
France			
Droit de travailler	64		
Droit de se déplacer	60		
Pouvoir étudier	50		
Irlande			
Droit de travailler	63		
Droit de se déplacer	58		
Pouvoir étudier	39		
Italie			
Droit de travailler	57		
Droit de se déplacer	45		
Pouvoir étudier	41		
Luxembourg			
Droit de se déplacer	57		
Droit de travailler	54		
Pouvoir étudier	47		
Pays-Bas			
Pouvoir étudier	59		
Droit de travailler	58		
Droit de se déplacer	57		
Autriche			
Droit de travailler	64		
Droit de se déplacer	55		
Pouvoir étudier	45		
Portugal			
Droit de travailler	54		
Droit de se déplacer	46		
Pouvoir étudier	35		
Finlande			
Droit de travailler	75		
Pouvoir étudier	62		
Droit de se déplacer	53		
Suède			
Droit de travailler	70		
Pouvoir étudier	65		
Droit de se déplacer	53		
Royaume-Uni			
Droit de travailler	45		
Droit de se déplacer	33		
Accès	26		

6.2. Estime pour les professions

Revenons à notre échantillon principal. Lors de la troisième vague de l'Eurobaromètre 55, nous avons demandé aux répondants de faire un choix à partir d'une liste de dix professions et d'indiquer pour laquelle d'entre-elles ils avaient le plus d'estime. Les résultats ont révélé que 71% des répondants choisissent les docteurs en médecine, faisant de cette profession celle pour laquelle les citoyens ont le plus d'estime. Les scientifiques arrivent en deuxième position place avec 45%, suivis par les ingénieurs (30%) et les juges (28%).



Le tableau de la page suivante montre que les docteurs en médecine sont en tête de liste dans tous les États membres comme étant la profession bénéficiant de la plus haute estime. Les scientifiques viennent en seconde position dans tous les pays sauf en Irlande, où les sportifs/sportives jouissent d'une plus grande estime. Les juges arrivent en troisième position dans 7 pays. En France, en Irlande, en Finlande et au Royaume-Uni les ingénieurs occupent la troisième place tandis qu'en Grèce et en Espagne cette place est occupée par les sportifs/sportives et qu'en Belgique et en Italie elle est occupée par les artistes (voir aussi tableau 6.3).

LES TROIS PROFESSIONS LES MIEUX CONSIDEREES (EN %, PAR ÉTAT MEMBRE)			
Belgique			
Docteurs en médecine	74		
Scientifiques	49		
Artistes	32		
Danemark			
Docteurs en médecine	59		
Scientifiques	50		
Juges	42		
Allemagne			
Docteurs en médecine	64		
Scientifiques	43		
Juges	36		
Grèce			
Docteurs en médecine	68		
Scientifiques	53		
Sportifs/sportives	49		
Espagne			
Docteurs en médecine	68		
Scientifiques	47		
Sportifs/sportives	33		
France			
Docteurs en médecine	80		
Scientifiques	48		
Ingénieurs	34		
Irlande			
Docteurs en médecine	70		
Sportifs/sportives	35		
Ingénieurs	24		
Italie			
Docteurs en médecine	67		
Scientifiques	46		
Artistes	30		
Luxembourg			
Docteurs en médecine	79		
Scientifiques	50		
Juges	33		
Pays-Bas			
Docteurs en médecine	72		
Scientifiques	50		
Juges	39		
Autriche			
Docteurs en médecine	65		
Scientifiques	36		
Juges	29		
Portugal			
Docteurs en médecine	77		
Scientifiques	35		
Juges	30		
Finlande			
Docteurs en médecine	76		
Scientifiques	44		
Ingénieurs	28		
Suède			
Docteurs en médecine	74		
Scientifiques	55		
Juges	37		
Royaume-Uni			
Docteurs en médecine	78		
Scientifiques	41		
Ingénieurs	36		

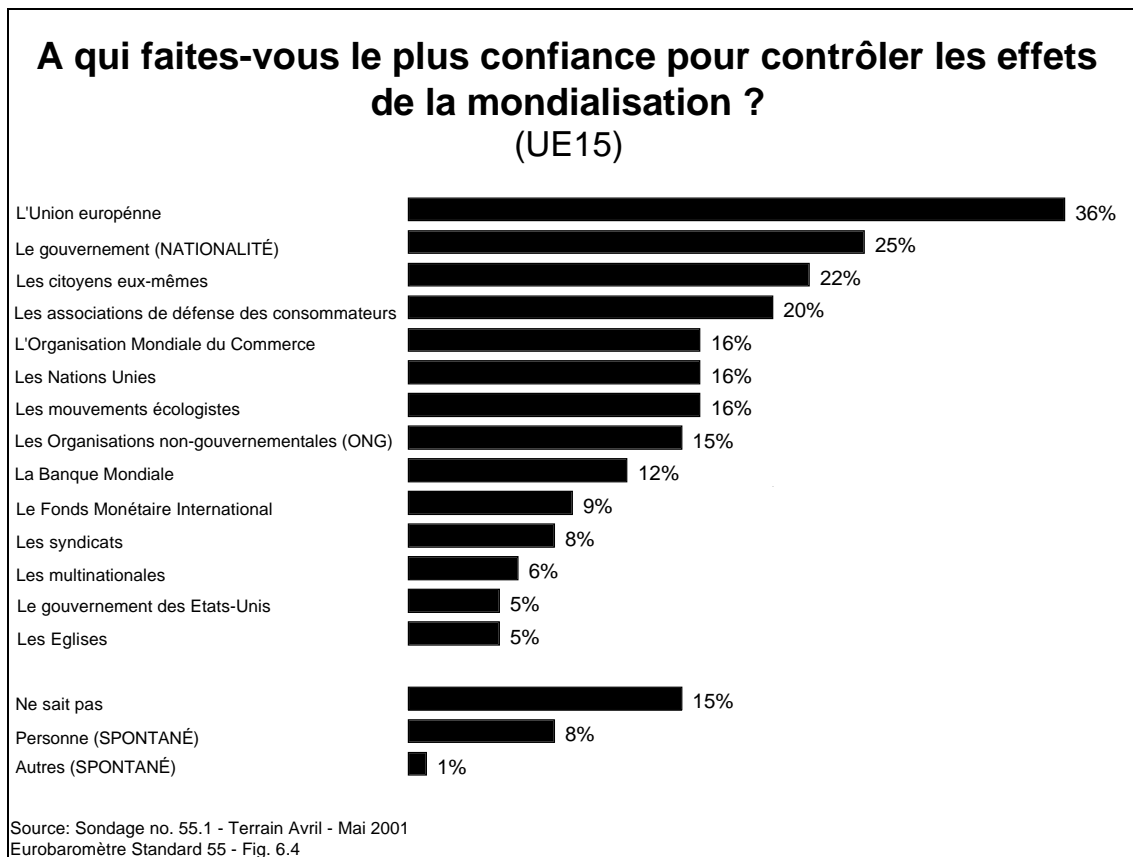
6.3. Mondialisation

La seconde vague de l'Eurobaromètre 55 a posé aux répondants la question suivante :

“Dans la liste suivante, à qui faites-vous le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation ?”⁵³

⁵³ La liste comprend 17 options de réponse, y compris “autres”, “personne” (toutes deux spontanées) et “ne sait pas”. Les répondants pouvaient donner des réponses multiples.

Les résultats montrent que les répondants placent très majoritairement leur confiance dans l'Union européenne (36%), suivie par leur propre gouvernement (25%) et les citoyens eux-mêmes (22%). 15% des répondants ne savaient pas à qui faire le plus confiance.



L'Union européenne est l'institution en laquelle les Européens ont le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation dans tous les États membres sauf en France et au Royaume-Uni. En France, les citoyens eux-mêmes bénéficient des plus hauts niveaux de confiance tandis qu'au Royaume-Uni la population a plus tendance à faire confiance à son gouvernement national. La part des répondants qui ont choisi l'UE varie de 18% au Royaume-Uni à 50% aux Pays-Bas. La part des répondants qui ont choisi leur gouvernement national va de 14% en Italie et en Suède à 37% au Luxembourg. La part des répondants qui ont choisi les citoyens eux-mêmes varie de 13% en Irlande à 35% en France (tableau 6.4).